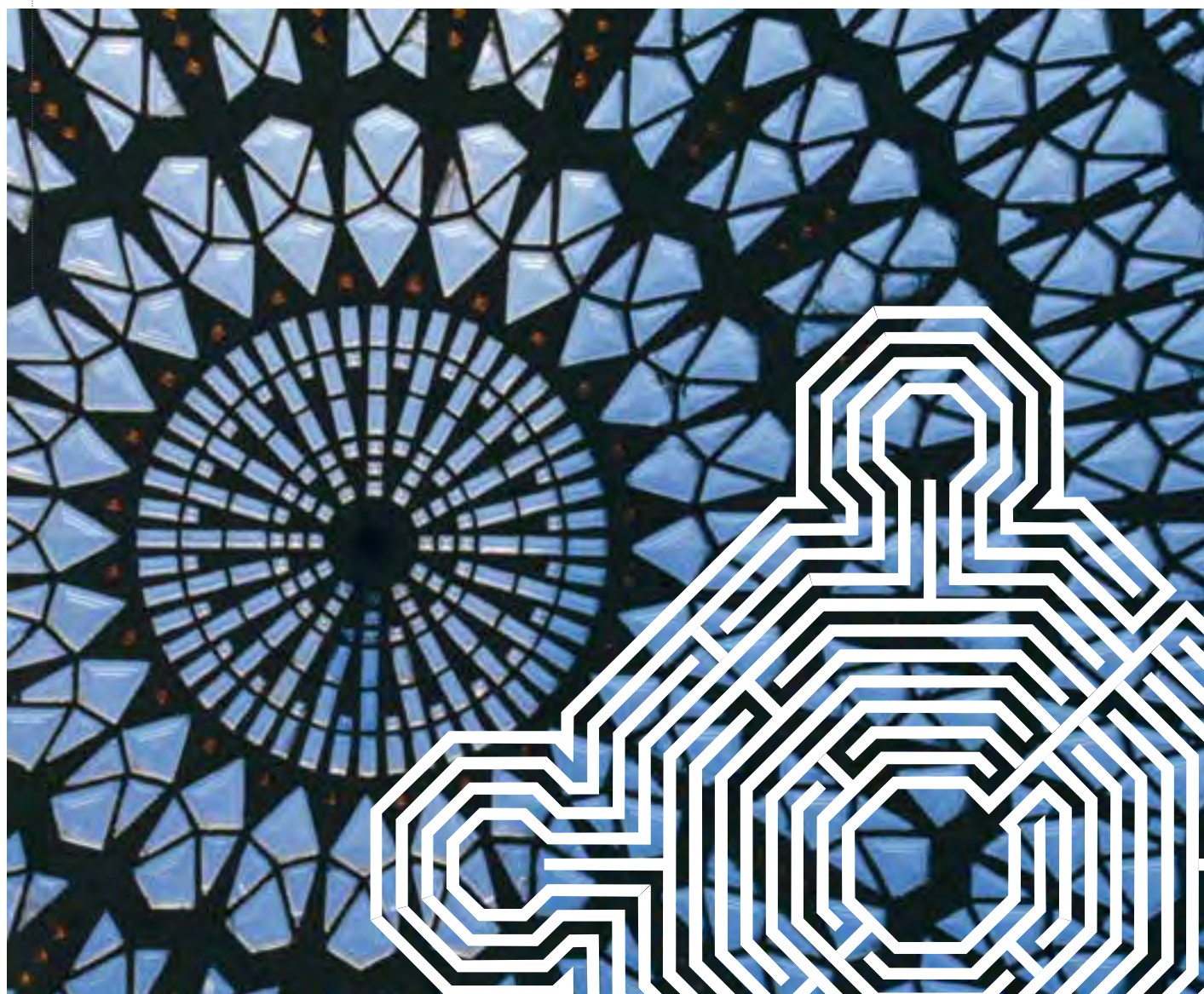


Parlez-moi  
PATRIMOINES...



100 ans de monuments historiques en Pays de la Loire

# DES IMMEUBLES DANS TOUS LEURS ÉTATS







1913-2013 :  
Cent ans de monuments historiques en Pays de la Loire

Château de Craon (53), p 46  
Château du Lude (72), p 36



# Sommaire

	ÉDITO Christian de Lavernée	
04	1913-2013 : CENT ANS DE MONUMENTS HISTORIQUES EN PAYS DE LA LOIRE Marc Botlan	
08	LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE Hélène Courty Caroline Gaillard Nelly Le Meur Guy San Juan	
22	LE PATRIMOINE RELIGIEUX Alain Delaval	
32	LA GRANDE MUTATION DES CHÂTEAUX Solen Peron	
44	LES PARCS ET JARDINS, UNE RECONNAISSANCE TARDIVE Noëlle Combe	
52	LE PATRIMOINE INDUSTRIEL : RARE ET ÉPHÉMÈRE Alain Delaval	
58	LE PATRIMOINE DU XX <sup>e</sup> SIÈCLE Philippe Gros	

66	LE PATRIMOINE COMMÉMORATIF Christophe Batardy
74	CONCLUSION Louis Bergès
	ANNEXES
76	- BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE
78	- LA LOI DE 1913
	« CHAPITRE IMMEUBLES »
83	- LISTE DES IMMEUBLES CLASSÉS EN 1914



Château du Pin Champtocé-sur-Loire (49), p 36



# 1913 - 2013 : CENT ANS DE MONUMENTS HISTORIQUES EN PAYS DE LA LOIRE

1913, année fertile... Qu'on en juge : au printemps, on inaugure à Paris le Théâtre des Champs-Élysées, des frères Perret, qui sera d'ailleurs classé moins de cinquante ans plus tard parmi les monuments historiques ; quelques semaines plus tard Igor Stravinsky y donne *Le Sacre du Printemps*, pour la première fois au monde et dans le chahut le plus complet ; Guillaume Apollinaire fait paraître son recueil *Alcool* et Marcel Proust

publie *Du côté de chez Swann* chez Grasset, à compte d'auteur comme on le sait ; Marcel Duchamp réalise son premier ready-made, la célèbre *Roue de bicyclette*, et Louis Feuillade obtient un énorme succès au cinéma grâce à sa série tirée du feuilleton des *Fantômas*, avec *La Mort qui tue* et *Le Faux magistrat*... C'est dans ce contexte d'une vie intellectuelle et artistique extraordinairement riche qu'est promulguée, au tout dernier jour de l'année, la loi dont nous fêtons aujourd'hui le centenaire : la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques. À Nantes, en cette même année

1913, la vie des sociétés savantes, à l'instar de la Société archéologique, bat son plein. Le chanoine Durville publie cette année-là un mémoire sur les fouilles de l'évêché à l'occasion du dégagement de la cathédrale. Avec *Le Peuple de la Mer*, le nantais Marc Elder, alias Marcel Tendron (1884-1933), remporte le prix Goncourt devant... Marcel Proust, déjà nommé. Le 16 juillet, l'effondrement du Pont Maudit, sur la Loire entre l'Île Feydeau et l'Île Gloriette, défraie la chronique. La même année, le « Lechalas » est mis en service. C'est une vedette à vapeur utilisée par les ingénieurs

en charge des travaux sur la Loire, l'estuaire, l'Erdre et la Sèvre. Clin d'œil de l'histoire, ce bateau sera classé parmi les monuments historiques en 1986...

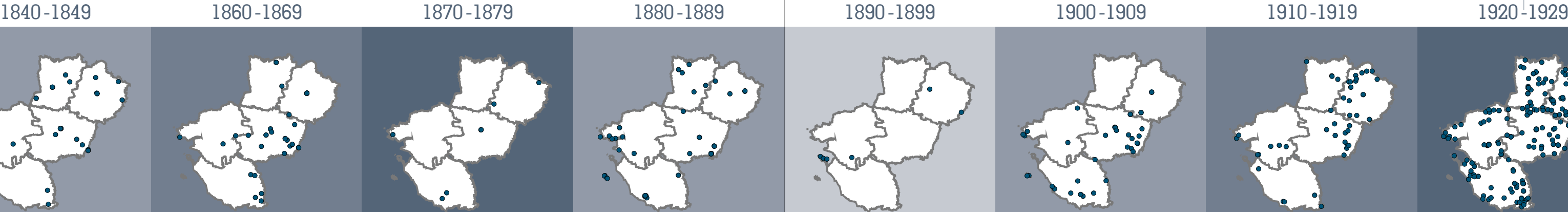
1913, année tragique aussi... Des bruits de bottes se font entendre un peu partout en Europe. Dès le printemps des incidents franco-allemands ont eu lieu en Alsace-Lorraine ; dans l'été, la guerre éclate dans les Balkans ; au même moment la France et l'Allemagne réforment leurs systèmes de conscription et renforcent les effectifs de leurs armées. Deux cents jours plus tard l'attentat de Sarajevo mettra le feu aux poudres et Raymond Poincaré, président de la République, signera le décret de mobilisation générale. Dans un déluge de feu, des millions de morts s'ensuivront, de toutes nationalités et de toutes origines. Des destructions massives de bâtiments historiques aussi, même si elles ne concerneront pas directement les régions de l'Ouest. Car l'histoire est ironique et la contradiction jamais bien loin. Les « monuments historiques » ? L'expression n'est pas nouvelle en 1913. Paraphrasant l'Abbé Grégoire qui disait : « Le vandalisme ? J'ai inventé le mot pour

combattre la chose », disons que les romantiques avaient inventé le terme... pour mieux conserver la chose. Prosper Mérimée, le plus fameux des premiers inspecteurs généraux des monuments historiques, précisément, s'était rendu à de nombreuses reprises en Anjou et en Vendée. À l'été de 1835, il avait entrepris un voyage de trois mois dans l'Ouest de la France, qui l'avait conduit jusqu'en Bretagne. Qu'avait-il visité ? Les églises médiévales d'Angers, de Savennières, Fontevraud, Solesmes et Le Mans. À Saumur il avait visité Notre-Dame-de-Nantilly, Saint-Pierre, Saint-Jean et Saint-Nicolas, le château et quelques « monuments celtiques » dans la campagne environnante. À la fin de la même année 1835, le ministre Guizot avait transmis son fameux rapport au roi Louis-Philippe où il avait écrit : « M. Mérimée, inspecteur général des monuments historiques de la France (...) m'a adressé ainsi qu'à M. le Ministre de l'Intérieur, diverses propositions relatives à la conservation des édifices du Moyen Âge qu'il a visités... ». Car l'acception du « monument historique » à cette date était extrêmement restrictive : c'étaient des édifices ou des

vestiges du Moyen Âge ou de l'Antiquité, utiles à la construction du « roman national » comme on était encore loin de le dire.

Après les premiers classements entre 1840-1849, la décennie suivante ne connaît aucune protection. À partir de la loi du 23 juillet 1927 instaurant l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques comme nouveau type de protection, le nombre de monuments protégés va croître considérablement : 193 entre 1840 et 1919, puis 246 protections pour la décennie 1920-1929. Autres étapes, la création, en 1968, d'un service déconcentré à Nantes puis des Directions régionales des Affaires culturelles en 1977, expliquent l'augmentation importante du nombre d'édifices protégés. Enfin, l'examen en région, et non plus seulement à Paris, des dossiers d'inscription via les COREPHAE (Commissions Régionales du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique), à partir de 1984, entraîne un accroissement encore plus significatif du nombre de protections avec 444 nouveaux édifices protégés en 10 ans.

## LA PROTECTION DES IMMEUBLES EN PAYS DE LA LOIRE DE 1840 À NOS JOURS



L'histoire qui suit, à partir de 1913 mais surtout à partir des années 1920 et de la mise au point définitive, en 1927, de « l'inscription sur l'inventaire des monuments historiques », est celle de l'élargissement de la notion et du champ couvert. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, en Pays de la Loire comme dans les autres régions de France. En 1840 avait été publiée la première des listes des monuments historiques. On ne parlait pas encore de classement, mais on y retrouvait les édifices ou les vestiges qui, sur le rapport des inspecteurs généraux et après avis le la commission des monuments historiques, avaient bénéficié de fonds publics pour leur restauration ou tout simplement leur sauvetage. Ils étaient alors au nombre de 23 seulement pour les cinq départements qui constituent aujourd'hui les Pays de la Loire. On y trouvait évidemment un bon nombre de ceux qui sont encore aujourd'hui, et pour cause, les « têtes de liste » du patrimoine de la région : le château des ducs à Nantes, Saint-Serge et La Trinité à Angers, Fontevraud, Evron, le(s) château(x) de Laval, Notre-Dame-de-la-Couture au Mans, Notre-Dame-des-Marais à La Ferté-Bernard, et Saint-Nicolas à Maillezais en Vendée.

À la veille de la publication de la fameuse loi de 1913, les monuments classés étaient encore en nombre restreint : 178. Soixante-dix ans plus tard, en 1984, le gouvernement prend la décision capitale de déconcentrer les mesures de protection du premier degré (l'inscription des immeubles sur l'inventaire, encore appelé « supplémentaire » à cette date). Les immeubles protégés (on en compte 1 270) sont alors sept fois plus nombreux qu'en 1913. Et ces dernières trente années ont vu protéger, sous le régime de la déconcentration et en une génération seulement, quelques huit cents monuments « nouveaux », soit, numériquement parlant, l'équivalent des deux-tiers de tout ce qui avait été protégé antérieurement. Aujourd'hui on compte, pour l'ensemble du territoire régional, plus de 2000 monuments et immeubles de tous les genres, classés et inscrits.

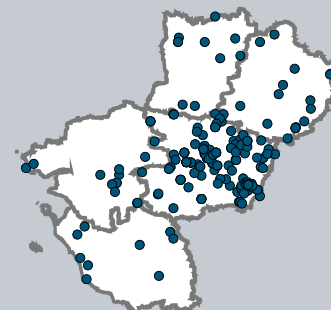
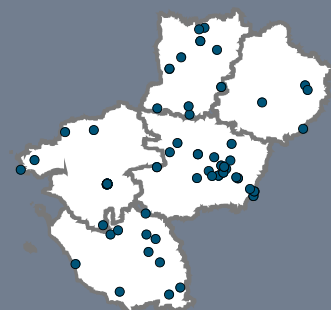
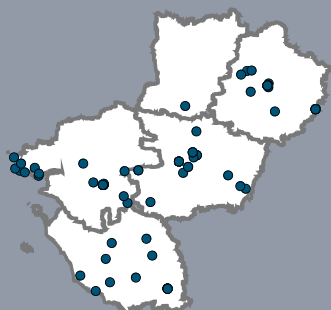
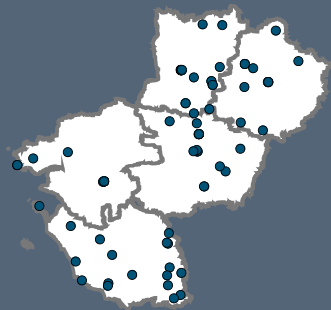
C'est peu de dire que « l'objet monument historique » n'est plus le même aujourd'hui qu'en 1913. Les différents textes qui composent cet ouvrage le démontrent amplement. Mais si le contenu, la matière, de ce que l'on protège aujourd'hui n'a plus grand chose à voir avec ce qui retenait l'attention des érudits il y a cent ans et plus, la méthode a radicalement changé aussi. Il en est pour preuve la multiplication des outils. Les outils de connaissance, d'abord, avec l'informatique, l'archéologie, les techniques modernes de datation (des bois, des mortiers, des terres cuites,...). Outils méthodologiques ensuite, avec la multiplication des études thématiques qui permettent d'établir des chronologies, des typologies, de faire des rapprochements, des comparaisons, et de procéder à des hiérarchies de valeur, puisque protéger c'est choisir. Parmi les plus récentes, on citera celle, régionale, sur les églises construites au XIX<sup>e</sup> siècle, et celle, nationale, portant sur les phares et balises du littoral. Enfin, « l'art » de protéger le patrimoine est aussi celui qui consiste à choisir le bon outil juridique. Or ceux-ci n'ont cessé de se multiplier en cent ans.

1930-1939

1940-1949

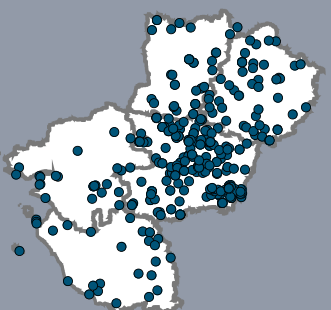
1950-1959

1960-1969



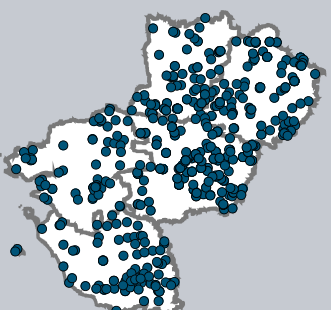
1977 Création des DRAC

1970-1979

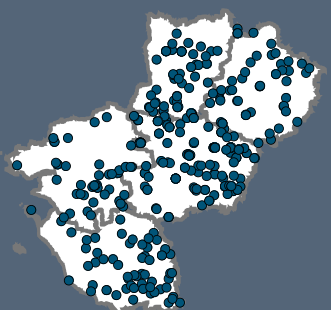


1984 Création des COREPHAE

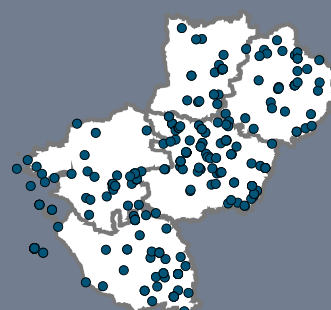
1980-1989



1990-1999



2000-2013



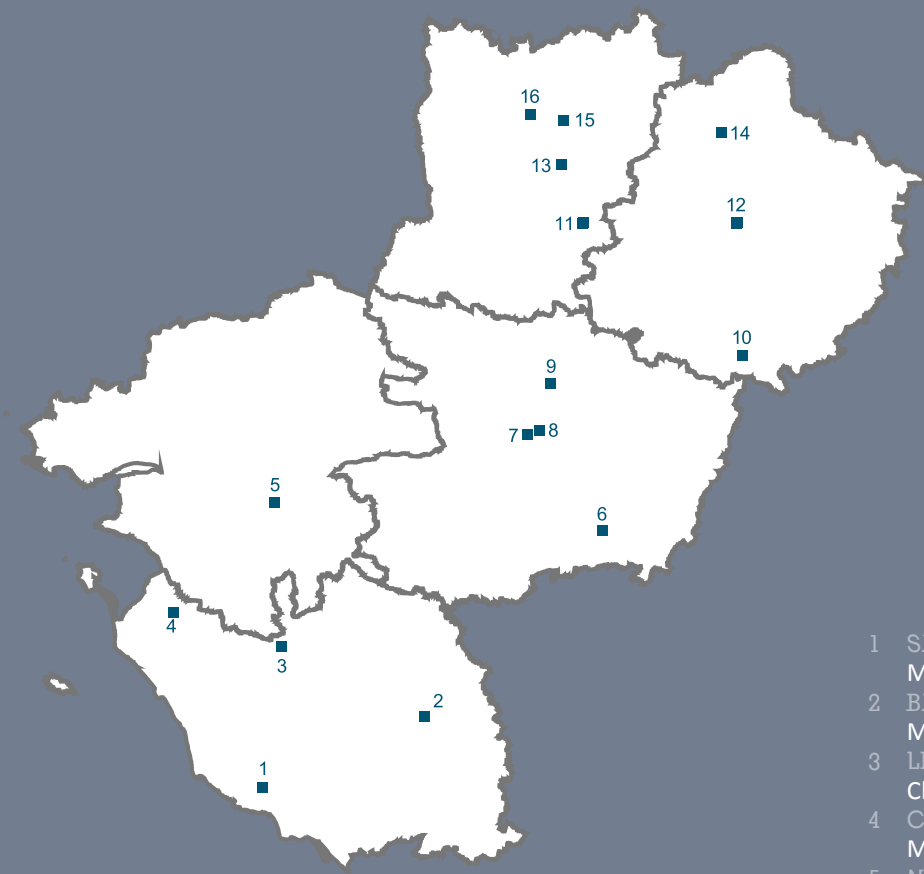
1913 constitue une date majeure pour l'histoire de la protection de notre patrimoine, mais elle n'est pas la date de la toute première loi en la matière. En mars 1887, un texte fondamental avait déjà vu le jour. Mais c'est le texte de 1913 qui esquisse les premiers traits d'un régime « supplémentaire » de protection des immeubles. C'est aussi lui qui élargit les critères du classement aux biens d'intérêt « public » et non plus seulement « national » comme précédemment.

L'histoire du droit du patrimoine français depuis 1913 est à la fois celle d'une extension du champ couvert et celle de la remise de « l'objet » dans son contexte : la loi (validée) du 25 février 1943 instaure les périmètres de protection (les « abords ») autour des immeubles classés et inscrits ; la loi du 4 août 1962 institue les secteurs sauvegardés dans les centres urbains anciens ; celle du 7 janvier 1983 crée les zones de protection du patrimoine architectural et urbain, à quoi s'ajoute le qualificatif « paysager » en 1993 ; l'ensemble est intégré au Code du patrimoine en 2004, en attendant la future et toute proche « loi patrimoines » qui redonnera force et cohérence à tous ces outils.

Le travail de révision des protections antérieures, qui est une grande partie du travail des conservateurs et des documentalistes, est à peu près sans fin, tant est difficile à cerner la notion de « totalité », si souvent invoquée dans les arrêtés de classement et d'inscription. Car la tendance massive est, depuis près d'une génération de professionnels, à prendre en compte les espaces qu'on ne devrait pas appeler « secondaires » et qui constituent, mis bout à bout, des entités plus conformes à la réalité historique qu'un château considéré isolément - on est passé progressivement « du château au domaine », comme il est dit plus loin - ou une église abbatiale retenue toute seule pour ses qualités formelles. Le cas de l'abbaye de Fontevraud, protégée au titre des monuments historiques en cinq étapes, est exemplaire de ce point de vue : en simplifiant, l'histoire commence dès 1840 avec le Grand Moûtier, dont l'église abbatiale et le cloître, une partie du quartier Saint-Lazare, et le quartier Saint-Benoît ; la mesure de classement est formalisée et donc confirmée en 1909 ; le logis Bourbon et l'orangerie suivent en 1962 ; puis des éléments construits dans le parc Bourbon et les installations

hydrauliques sont classés en 1989 ; enfin le prieuré de Saint-Jean de l'Habit, des dépendances, caves et autres installations hydrauliques sont inscrits en 1998. Reste aujourd'hui à faire passer ces derniers éléments de l'inscription au classement...

Cette histoire de la protection des monuments historiques en région Pays de la Loire est-elle achevée, sous prétexte que la loi qui la gouverne, tant de fois modifiée, a aujourd'hui cent ans ? Si on le prétendait, personne n'y croirait. Car le monde des monuments historiques est une sorte de petit univers en expansion. Empêchez-le de s'accroître, il périra. De ce point de vue, les patrimoines encore peu explorés, quoi qu'on en dise, de ces cent dernières années, le patrimoine industriel, le patrimoine « atlantique » de la villégiature, celui de l'habitat collectif et celui des équipements publics, sont des territoires immenses qui n'ont pas encore donné toutes les récoltes qu'ils peuvent offrir. Gageons que nos successeurs de 2113 auront des choses à dire, et à écrire, sur la façon dont nous aurons labouré ces champs-là ...



- 1 SAINT-HILAIRE-LA-FORÊT  
Menhirs de la Rainière
- 2 BAZOGES-EN-PAREDS  
Motte
- 3 LES LUCS-SUR-BOULOGNE  
Château fort
- 4 CHÂTEAUNEUF  
Motte
- 5 NANTES  
Porte Saint-Pierre
- 6 DOUÉ-LA-FONTAINE  
Motte
- 7 SAINTE-GEMMES-SUR-LOIRE  
Théâtre, termes, aqueduc gallo-romains
- 8 ANGERS  
Château
- 9 BRIOLLAY  
Motte de la Salle Seigneuriale
- 10 AUBIGNÉ-RACAN  
Théâtre gallo-romain
- 11 THORIGNÉ-EN-CHARNIE  
Grotte dite «cave à Margot»  
Grotte Mayenne-Sciences
- 12 LE MANS  
Enceinte urbaine antique
- 13 SAINT-CHRISTOPHE-DU-LUAT  
Motte
- 14 JUILLÉ  
Vestiges archéologiques
- 15 JUBLAINS  
Temple, forteresse, théâtre
- 16 MOULAY  
Oppidum

# LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Hélène Courty, conservateur du patrimoine  
Caroline Gaillard, assistante ingénieur  
Nelly Le Meur, ingénieur d'études  
Guy San Juan, conservateur régional de l'archéologie

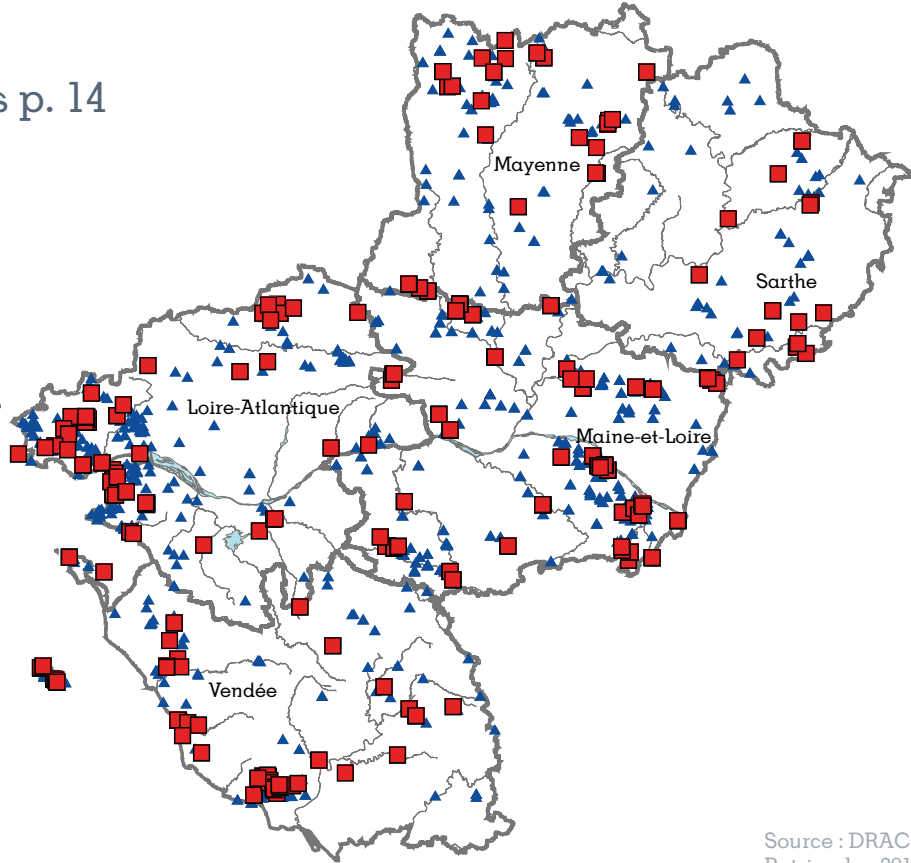


Enceinte urbaine antique du Mans (72), p 18



Les mégalithes p. 14

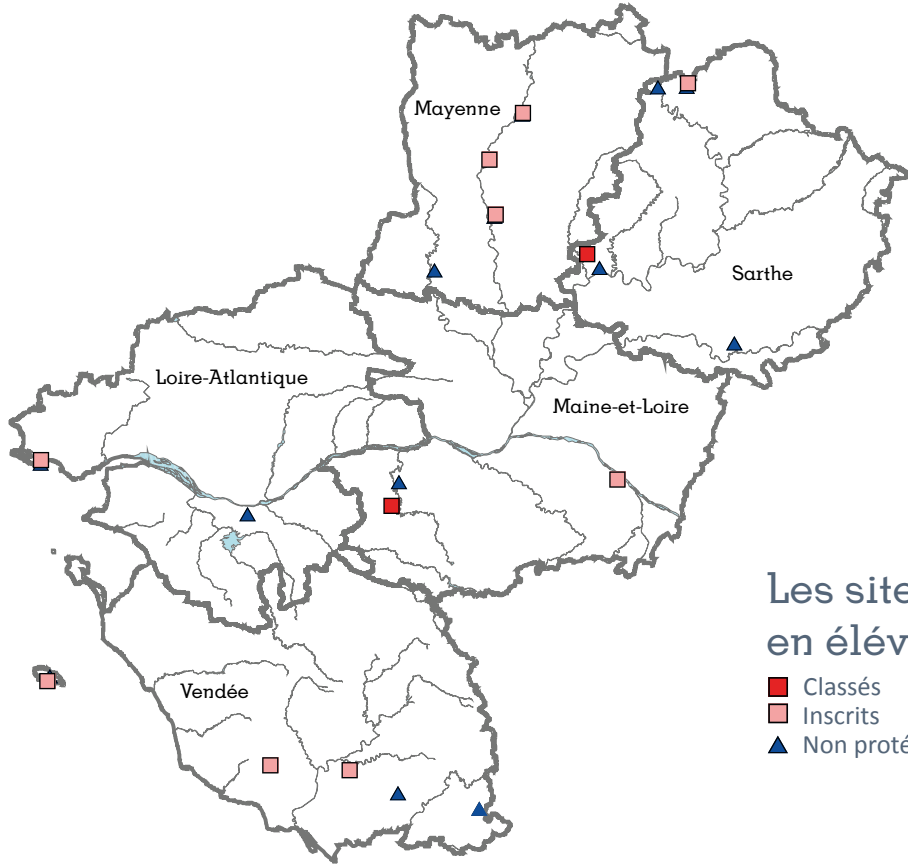
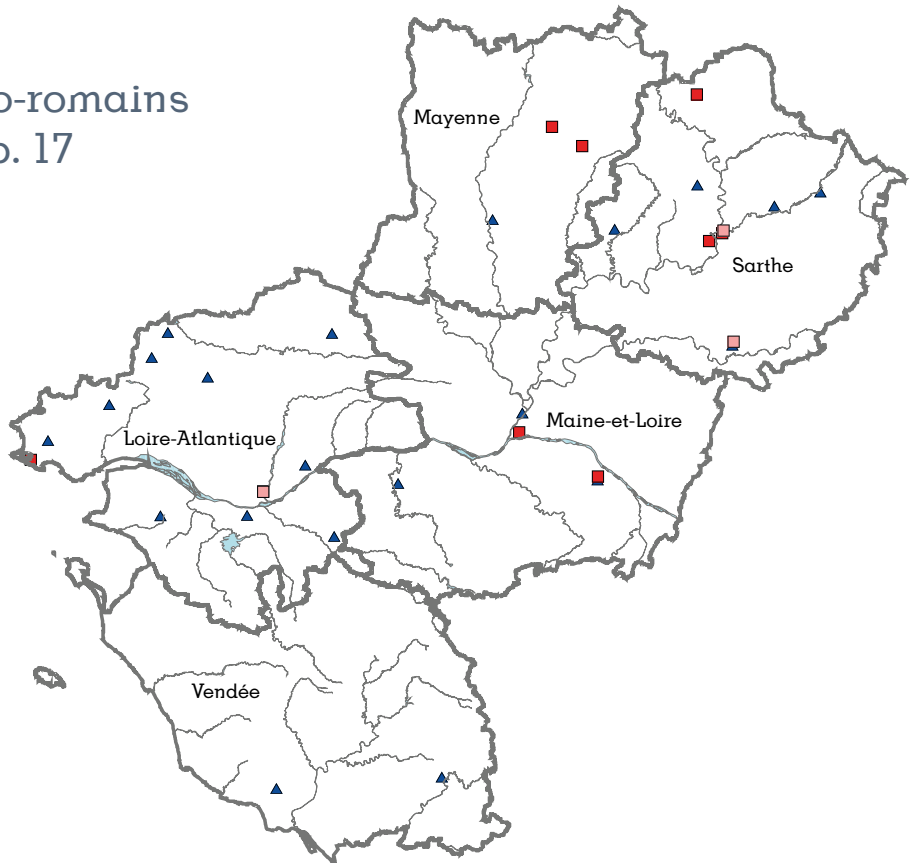
- Classés
- ▲ Non protégés



Source : DRAC Pays de la Loire, Patriarche, 2013.

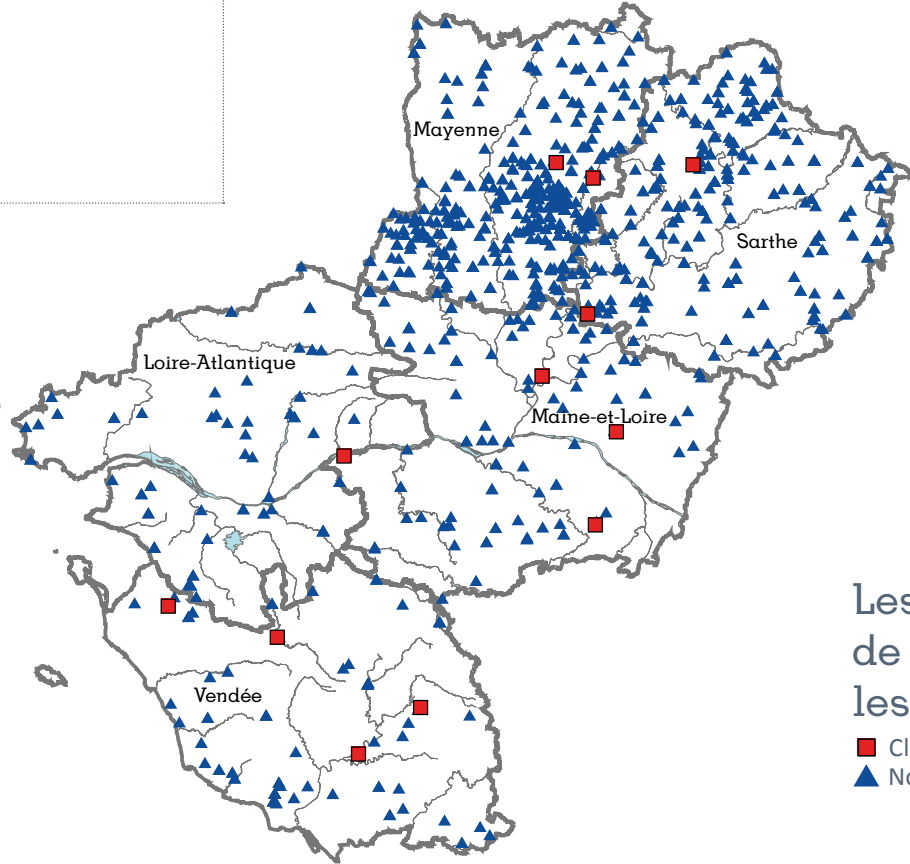
Les sites gallo-romains en élévation p. 17

- Classés
- Inscrits
- ▲ Non protégés



Les sites protohistoriques en élévation p. 15

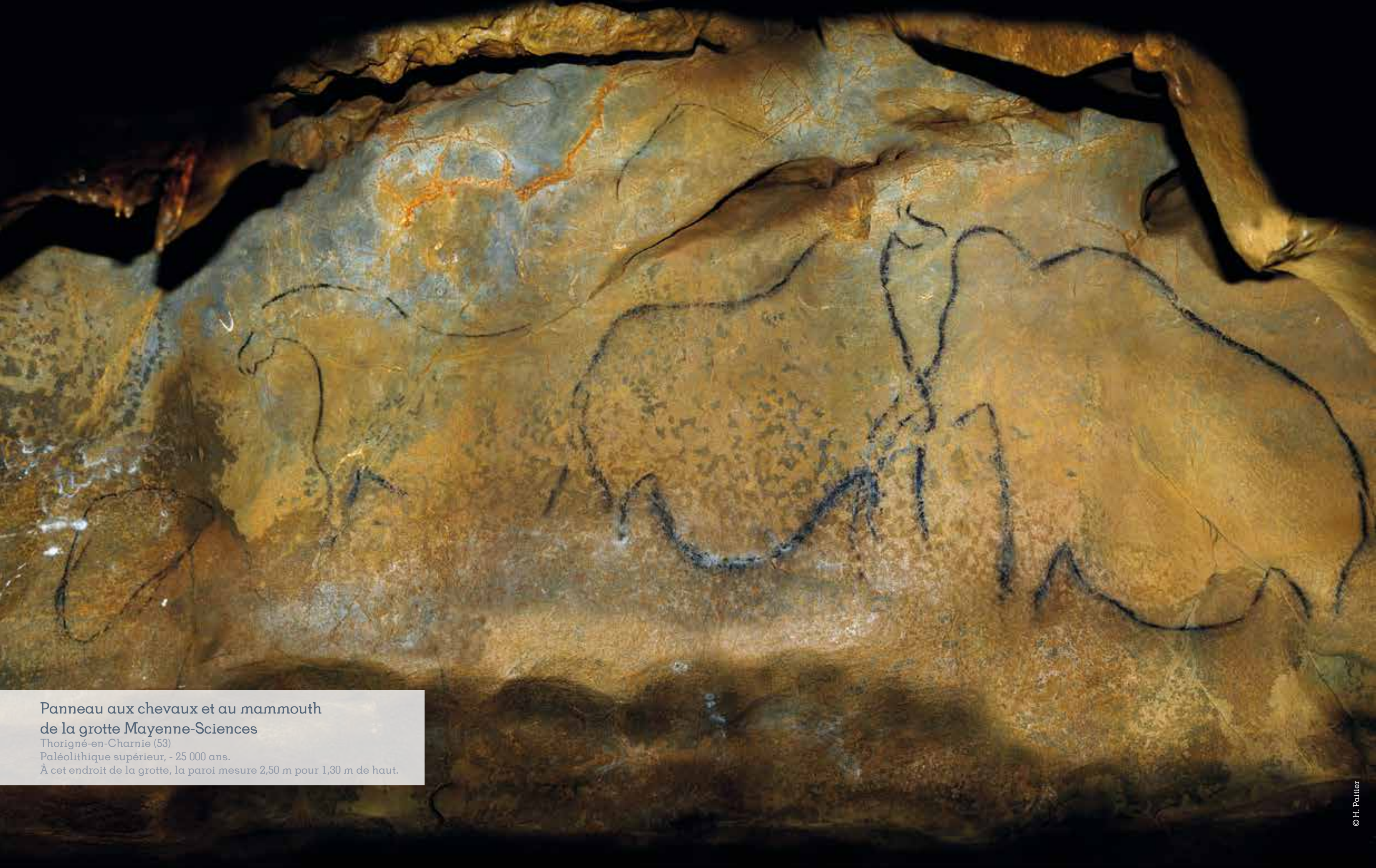
- Classés
- Inscrits
- ▲ Non protégés



Les fortifications de terre médiévales : les mottes castrales p. 20

- Classés et inscrits
- ▲ Non protégés





Panneau aux chevaux et au mammoth  
de la grotte Mayenne-Sciences

Thorigné-en-Charnie (53)

Paléolithique supérieur, - 25 000 ans.

À cet endroit de la grotte, la paroi mesure 2,50 m pour 1,30 m de haut.



# LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

En distinguant, parmi les immeubles, « les monuments mégalithiques et les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques », la loi de 1913 a introduit une différence entre les patrimoines, historique et artistique d'une part, préhistorique d'autre part. Alors que pour la Préhistoire, la loi prend en compte les vestiges enfouis à travers la notion de station et de gisement, pour les périodes antique et médiévale, le monument historique est appréhendé comme une élévation coupée de son environnement immédiat, notamment celui du sous-sol. Le concept de patrimoine archéologique n'est pas totalement explicite en ce qui concerne le classement, mais il apparaît dans le dispositif de l'inscription puisqu'il est fait état de « terrains qui renferment des champs de fouille pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie ». Il s'agit par cette notion d'ouvrir à la protection tout vestige matériel, sans élévation lisible depuis la surface, intéressant l'ensemble des périodes de l'humanité.

Quelques chiffres clés illustrent un certain nombre de particularités relatives à la protection du patrimoine archéologique depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Après la période 1887-1913, qui regroupe environ un cinquième des protections, le creux de la décennie de la Grande Guerre, 1913-1920, est suivi d'un petit pic d'une vingtaine de protections entre 1921 et 1930. La projection graphique des données fait apparaître ensuite une longue phase de « dépression » entre 1931 et 1970, puisqu'une trentaine de sites seulement bénéficie d'une démarche de protection par l'État. Les deux décennies 1970-1990 regroupent 50 % des protections, dont près de 40 % sont prononcées entre 1981 et 1990. Cette période est suivie d'un effondrement depuis 1991, avec un niveau d'intervention équivalent à celui de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

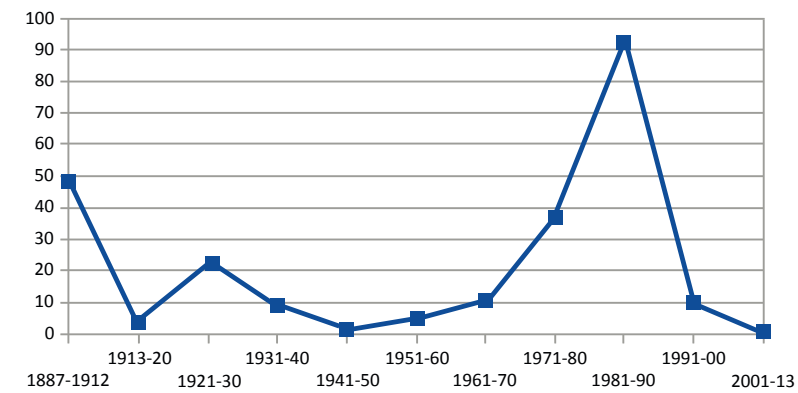
La protection du patrimoine le plus ancien, vestiges préhistoriques, protohistoriques et antiques, représente aujourd'hui environ 20 % du nombre d'édifices protégés dans les Pays de la Loire alors que le *ratio* au niveau national était chiffré à 5 % en 2009 par le Ministère de la culture et de la communication. L'histoire de la protection

du patrimoine architectural et des vestiges archéologiques en Pays de la Loire se traduit ainsi par une forte attention portée aux vestiges archéologiques. En valeur absolue, les chiffres dessinent un paysage des protections fort disparate qui mérite d'être analysé.

## LE PATRIMOINE PRÉHISTORIQUE PROTÉGÉ

Si les monuments mégalithiques, souvent visibles dans le paysage, ont fait l'objet très tôt de mentions ou de descriptions, il faut attendre 1834 et la création du Comité historique des arts et monuments, puis 1837 avec la mise en place de la Commission des monuments historiques, pour que soient entrepris un début de recensement méthodique et les premiers classements, comme celui du monument mégalithique de Saint-Hilaire-Saint-Florent à Saumur en 1838. Avec la mise en place progressive des Commissions historiques et archéologiques dans les départements, pratiquement généralisée vers 1878-1880, les recensements deviennent plus systématiques. Les travaux et publications de l'époque ont non seulement permis de classer trente-cinq monuments mégalithiques au titre de la loi du 30 mars 1887, comme le cairn de Dissignac à Saint-Nazaire, mais également de disposer de descriptifs détaillés de monuments aujourd'hui disparus.

Nombre de sites archéologiques protégés au titre des monuments historiques entre 1887 et 2013.  
Source : DRAC Pays de la Loire, Agrégée/Patriarche, 2013.



Le nombre de protections attachées aux tombes mégalithiques et aux menhirs s'élève à 23 % des 846 édifices identifiés dans la région.

L'interprétation de la carte des mégalithes et de leur protection semble traduire au premier chef une action de l'État soucieuse de correspondre à la répartition régionale des sites. On estime cependant à un quart, voire à un tiers les édifices disparus aujourd'hui, soit environ deux cent cinquante. Les pics de classement (21,7 % avant 1913, 44 % entre 1980 et 1990) correspondent à deux campagnes de recensement. Après 1990, seulement trois monuments sont classés. Le dernier classement, celui du menhir de La Rainière à Saint-Hilaire-la-Forêt en Vendée, remonte à 1995.

Le nombre relativement important de mégalithes protégés masque des manques dans la protection de monuments majeurs, parmi lesquels on peut citer le tertre funéraire de Brétineau à Guérande. Ce monument aux dimensions imposantes, édifié au début du Néolithique moyen, vers 4 500 avant notre ère, fait partie du corpus des premiers monuments funéraires construits par les hommes préhistoriques.

Les abris-sous-roche et les grottes ornées constituent, avec les mégalithes, les sites emblématiques de la Préhistoire. Longtemps limitée au domaine franco-cantabrique, la connaissance des grottes ornées s'est étendue à de nouveaux sites. Deux grottes remarquables, situées dans la vallée de l'Erve en Mayenne, ont ainsi intégré la liste des cavités ornées du Paléolithique supérieur.

La première grotte ornée identifiée et protégée comme telle est celle de Mayenne-Sciences à Thorigné-en-Charnie. Découverte en 1967, elle a été classée en 1970 et fermée au public. Ses principales formes picturales, présentant des chevaux, des mamouths, des points et des formes ovoïdes, sont datées de - 25 000 ans.

La seconde, la grotte Margot, située dans la même commune, a été classée en 1926, non pour ses représentations pariétales et les vestiges archéologiques de son sol, mais à la suite de la découverte de squelettes humains dans l'une des salles, lors de travaux d'aménagement pour le public. Pendant les quatre-vingts années qui suivirent son classement, le site fit en effet l'objet de très nombreuses visites et d'aménagements. Il fallut attendre 2004-2005, et la mise en place d'un programme de recherche sur l'art rupestre pour que

soient découvertes les premières gravures et peintures dissimulées sur ses parois, dont la chronologie s'étend du Gravettien (- 29 000 / - 22 000) au Magdalénien final (-12 000 / -9000).

Cet héritage impose une responsabilité particulière aux acteurs de la conservation et de la protection, propriétaires et organismes publics dépositaires de ces monuments exceptionnels. Les grottes sont en effet sensibles aux variations de l'air et aux variations thermiques et hydriques tant extérieures qu'intérieures. Leur environnement immédiat joue donc un rôle capital dans la conservation de leurs œuvres pariétales. Leur valorisation *in situ* apparaît ainsi souvent en contradiction avec leur conservation, malgré l'intérêt de partager avec le plus grand nombre, leur message universel. Sur un total d'environ trois cents cavités ornées en Europe, moins de 10 % des grottes sont ouvertes au public.

## LE PATRIMOINE PROTOHISTORIQUE PROTÉGÉ

Les sites de l'âge du Bronze et de l'âge du Fer comportant des vestiges à caractère monumental sont essentiellement des promontoires naturels fortifiés (*oppida*). Le rempart demeure l'unique vestige visible, derrière lequel était abritée une agglomération très largement construite à partir de bois et de terre. Ces sites ont pu, par la suite, être le siège d'établissements antiques investissant fonctionnellement ou symboliquement les centres de pouvoir de la fin de l'indépendance gauloise, puis celui de bourgs castraux médiévaux. L'argumentaire motivant leur protection reste donc incertain quant à la chronologie, au type architectural du rempart et à la nature des occupations situées à l'arrière de la muraille.



Le cairn de Dissignac  
à Saint-Nazaire (44)





Le cairn de Dissignac à Saint-Nazaire (44), classé en 1887, est caractéristique des tombeaux mégalithiques (dolmens) du Néolithique moyen dans l'ouest de la France. De plan arrondi, il renferme deux chambres funéraires accessibles depuis l'extérieur par deux couloirs, p 14

Rempart du Second âge du Fer de La Ségourie, au Fief-Sauvin (49), classé en 1988, p 17

Peu de ces sites font l'objet d'une protection dans les Pays de la Loire mais il est vrai que le corpus n'est lui-même pas très étoffé.

Au regard des résultats de la recherche archéologique depuis une trentaine d'années au niveau national, le nombre d'enceintes de ce type recensées dans la région est anormalement faible, ce qui traduit un défaut de prospection sur le terrain, mais tout aussi sûrement la disparition d'un grand nombre de ces architectures de barrage.

Deux exemples montrent la difficulté d'encadrement de ce type de vestiges par la loi de 1913 : celui du Fief-Sauvin dans le Maine-et-Loire et celui de Moulay en Mayenne. Au Fief-Sauvin, l'appellation « Camp de César » donné à l'*oppidum* de La Ségourie a certainement contribué au classement du site et de son rempart en 1988. En revanche, les vestiges conservés dans le sol à l'arrière du rempart, ainsi que l'agglomération gallo-romaine qui se développe en contrebas ne font l'objet d'aucune protection.

À Moulay, c'est également l'élément le plus visible de l'*oppidum*, le rempart, qui est protégé par une inscription depuis 1986. Ce rempart de terre et de pierre, de six à huit mètres de hauteur, enferme un habitat d'une douzaine d'hectares qui, en l'absence de protection a fait l'objet de travaux d'aménagement.

Outre le fait que les remparts protohistoriques sont menacés par la croissance urbaine, la problématique de la protection des fortifications protohistoriques rejoint celle de la définition de site patrimonial à protéger. Ces exemples soulèvent la question de l'extension de la protection ou tout au moins de la forme que doit prendre la prise en compte de vestiges sur des surfaces qui s'avèrent considérables.

LE PATRIMOINE ANTIQUE PROTÉGÉ

Le patrimoine antique des Pays de la Loire reste méconnu et apparaît presque exclusivement identifié en tant que vestiges du sous-sol.

Pourtant, si les édifices en élévation sont peu nombreux dans la région, tout au plus une trentaine de monuments, ils sont représentatifs du haut niveau de technicité des architectes antiques et sont les témoins de l'émergence d'architectures civiles, religieuses et militaires utilisant la pierre sous toutes ses formes.

Ces nouvelles constructions composent la structure urbaine des premières villes - chefs-lieux de cité que furent Jublains (*Noviodunum*), Le Mans (*Vindinum*), Angers (*Juliomagus*), Nantes (*Condevicnum*), et agglomérations dites « secondaires ». Elles se signalent aussi dans les campagnes, à travers les résidences de l'élite gallo-romaine et certains sanctuaires.

*Oppidum* de Moulay (53), Second âge du Fer. L'éperon naturel, entre les rivières Mayenne et l'Aron, est barré par deux remparts, l'un inscrit en 1986, l'autre masqué par la route départementale et mis au jour lors de la fouille préventive préalable à l'aménagement de la déviation de Moulay réalisée en 2010, dont l'emprise est bien visible en rouge sur la photographie.





La région n'est pas en marge des découvertes d'édifices maçonnés et le développement des sociétés savantes locales au XIX<sup>e</sup> siècle a permis de disposer de sources écrites, détaillant souvent avec clarté, les témoins architecturaux de l'origine antique de l'urbanisme régional. Nous sont parvenus des vestiges de temples, de thermes, de forteresses, d'édifices de spectacle ou encore d'enceintes urbaines. Au Mans, le rempart encore en élévation offre un témoignage absolument exceptionnel d'ouvrage défensif qui entoure la plupart des villes au III<sup>e</sup> siècle, en réponse aux premières incursions des barbares dans l'Empire romain. Classée depuis 1862, probablement à la suite de nombreux effondrements et destructions, l'enceinte gallo-romaine enferme un espace d'environ huit hectares. Elle comptait à l'origine une quarantaine de tours dont onze sont encore visibles. Sa construction très soignée joue avec la couleur des matériaux pour dessiner des motifs décoratifs.

À Angers, la muraille est aujourd'hui beaucoup plus discrète dans la ville. Les portions visibles montrent un parement externe largement remanié aux périodes postérieures à l'Antiquité, probablement à la suite de l'arrachement des moellons et des briques provoqué par la destruction de maisons élevées au fil des siècles contre le rempart.

La situation est comparable à Nantes où seuls trois éléments sont encore bien lisibles pour les visiteurs. La porte dite « du bastion Saint-Pierre » associe les vestiges d'une porte principale du *castrum* supportant un bâtiment du XV<sup>e</sup> siècle. À partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, des fouilles archéologiques sont entreprises autour de la porte Saint-Pierre et permettent la mise au jour de vestiges de l'enceinte gallo-romaine. La porte et la muraille sont classées partiellement en 1909. Deux autres sections du rempart sont

encore accessibles, l'une préservée dans l'espace de l'ancien couvent des Cordeliers, aujourd'hui occupé par une école, l'autre dans le château des Ducs de Bretagne, dans la tour des Jacobins.

À Jublains, en Mayenne, qui fut le chef-lieu de cité des *Diablintes*, sont conservés en élévation les principaux monuments publics constituant les agglomérations antiques. Le temple, construit dans la seconde moitié du I<sup>er</sup> siècle de notre ère, dans la partie nord du schéma urbain antique, est classé en 1912 et le théâtre, implanté sur la marge sud, est classé en 1917. Sur cet axe nord-sud délimité par les deux monuments, deux autres ensembles publics sont construits, le *forum* et les grands thermes dont les fondations sont conservées sous l'église actuelle. Une forteresse exceptionnelle, classée en 1840, complète la vaste parure urbaine de la cité.



Vue du théâtre antique de Jublains, ancienne *Noviodunum*, chef-lieu de cité des *Diablintes* (53).

Grâce au Conseil général de la Mayenne, qui s'est porté acquéreur de la forteresse, du théâtre et du temple ainsi que de plusieurs parcelles, se sont constituées autant de réserves archéologiques. Depuis 2010, la fouille d'une *domus* par le service archéologique départemental se développe au contact du *forum*. Le site de Jublains est ainsi très représentatif de la réussite d'une ambitieuse politique de valorisation du patrimoine antique.

En milieu rural, des sites majeurs témoignant du monde gallo-romain dans la région peuvent également être mis en évidence. À Sainte-Gemmes-le-Robert, le site du Rubricaire se distingue par la présence d'une forteresse comparable à celle de Jublains, associée à un balnéaire en contrebas de la colline. La forteresse a été explorée en 1836, le balnéaire, en 1903. Les clichés de l'époque montrent que les murs sont conservés sur plusieurs mètres de hauteur. Le site est classé en totalité en 1917. À l'écart du village, le site est masqué par une végétation buissonnante entretenue par la collectivité propriétaire qui le gère comme une réserve patrimoniale.

L'ensemble monumental de Cherré à Aubigné-Racan dans la Sarthe est également représentatif d'un projet de conservation et de va-



loration d'un grand ensemble antique situé en zone rurale, dont le succès tient à la maîtrise d'ouvrage de la collectivité départementale. Le site regroupe sur une quarantaine d'hectares des thermes, un grand temple, un théâtre et un vaste espace encadré par des portiques interprétés comme un marché-forum. Un autre temple et trois édifices non identifiés ont été repérés par prospection aérienne. Un aqueduc complète les aménagements. L'absence de réseau viaire à ce stade des connaissances ne plaide pas en faveur d'une ville comparable à celle de Jublains. Dès 1829, le site est attribué à la période romaine mais sa fonction reste indéterminée. Le théâtre échappe de peu à une destruction totale en 1973 et est classé en 1975. C'est à partir de cette date que des fouilles importantes y sont menées jusqu'en 2000.

D'abord acheté par la commune en 1980, le site monumental est cédé au Conseil général de la Sarthe en 2002 qui assure la restauration des thermes, du théâtre et du marché-forum pour ouvrir le site au public. Parmi ces exceptionnels témoins des grandes maçonneries antiques, quelques-uns demeurent sous la responsabilité de propriétaires privés. C'est le cas du « nymphée » de Gennes dans le Maine-et-Loire, qui s'avère corres-

pondre à un bâtiment thermal remarquablement conservé. Le classement en totalité est acquis en 1983. Le théâtre de cette agglomération antique est lui-même classé en totalité en 1986. Une mention particulière peut être faite pour deux vestiges originaux : la tour heptagonale du Vieux-Château à Juillé et le bâtiment de Vau à La Chapelle-Saint-Fray dans la Sarthe. Propriétés privées, ces deux exemples montrent combien il reste encore difficile de s'engager rapidement et durablement pour la sauvegarde de sites isolés au cœur de petites communes rurales. L'édifice de Juillé correspond sans aucun doute à un temple rural gallo-romain, le *fanum*, dont l'architecture est intégrée dans un château des XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles. Les maçonneries sont conservées sur une hauteur de près de cinq mètres. Un monument comparable est connu à Redon en Bretagne et seul une trentaine d'exemplaires à sept faces sont connus en Europe parmi plusieurs centaines de temples celto-romains recensés aujourd'hui. Face à la dégradation du château, la commune a obtenu en 1988 le classement de l'édifice antique uniquement et des vestiges enfouis. À la Chapelle-Saint-Fray, les murs conservés sur une hauteur d'au moins deux mètres délimitent certainement un bâtiment d'une *villa* en rapport avec l'économie de la production de fer. Le site est, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, attribué à la période antique.

Vue de la forteresse antique de Jublains (53), classée en 1840



médiatement effacées par les projets d'aménagement et les travaux agricoles.

LA PROTECTION DES FORTIFICATIONS DE TERRE MÉDIÉVALES

La carte archéologique nationale recense actuellement 643 sites interprétés comme mottes castrales, témoins emblématiques de la période carolingienne dans le nord de la France. Les disparités départementales sont importantes ; elles sont dues à une absence de prospection sur le sujet pour les départements de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire et de la Vendée, mais reflètent sans doute également une réalité de l'occupation du territoire. Alors que dans la plupart des départements, la motte castrale peut être considérée comme l'ancêtre d'un château et être à l'origine de la création d'un bourg au Moyen Âge, la Mayenne fait figure d'exception. Un nombre très important de petits édifices témoignent plutôt d'une occupation du sol dispersée et sans doute limitée dans le temps, en relation probable avec le défrichement. Parmi les sites recensés, seuls douze d'entre eux font l'objet d'une protection au titre des monuments historiques, soit 2 % des châteaux de terre.

La motte, en tant que telle, est rarement la raison première de cette procédure. C'est souvent le manoir ou le château qui motive la protection, comme c'est le cas pour la motte de la Tour à Briolay et le château de Champtoceaux (Maine-et-Loire), les Murailles à Saint-Christophe-du-Luat (Mayenne), le Vieux Lavardin à Mézières-sous-Lavardin, le Plessis-Rolland à Précigné (Sarthe), la Motte Orson à Moutiers-sur-le-Lay (Vendée). Quelques sites ont toutefois été protégés pour leur motte. C'est le cas des sites de la Chapelle à Doué-la-Fontaine (Maine-et-Loire), du Camp de Beugy à Saint-Suzanne (Mayenne), de la motte du Plessis-Bouchard à Bazoges-en-Pareds, ainsi que celles de Châteauneuf et des Lucs-sur-Boulogne (Vendée).

En Pays de la Loire c'est à Sainte-Suzanne, en 1937, que se situe la première protection : on protège ici une remarquable fortification en terre, dont il existe cependant d'autres exemples dans la région, mais qui n'ont à ce jour pas fait l'objet d'une protection. Il faut attendre 1973 pour qu'une seconde motte soit protégée, à Doué-la-Fontaine (Maine-et-Loire). La procédure fait suite à plusieurs campagnes de fouilles archéologiques au cours desquelles une occupation carolingienne est mise en évidence, qui confirme l'hypothèse que cet élément familier du paysage ne constitue pas le support d'une tour, mais qu'il s'agit d'un tertre renfermant les fondations du donjon. Le rayonnement intellectuel de cette recherche sur les fondations et la chronologie du château à motte jouent en faveur d'un classement du site. Les autres protections de mottes

castrales ont lieu à la fin des années 1980, à Saint-Christophe-du-Luat, Bazoges-en-Pareds, Châteauneuf et aux Lucs-sur-Boulogne. Si, à Châteauneuf, l'inscription a permis d'éviter la destruction du site, à Saint-Christophe-du-Luat elle a protégé une motte qui aujourd'hui n'est plus en élévation, mais fait partie d'un site plus vaste comprenant notamment des corps de bâtiments. À Bazoges-en-Pareds la protection a favorisé un meilleur contrôle du déboisement et par voie de conséquence, permis d'éviter la destruction d'un site dont les vestiges sont exceptionnellement bien conservés. Enfin, aux Lucs-sur-Boulogne, la protection intégrale du site doté de trois tertres et remparts de terre a abouti à l'éloignement d'un projet de lotissement.

Un nombre important de sites mériterait une protection au titre des monuments historiques, même si tous n'obéissent pas à un schéma classique de motte, assortie d'une ou de plusieurs basses-cours. Cette dernière a quelquefois disparu ou n'a jamais existé, mais le tertre parvenu jusqu'à nous se trouve parfois dans un très bon état de conservation. Certains sites, qui présentent un caractère monumental indéniable, répondent à des critères de fortifications ; d'autres, aux dimensions plus modestes constituent sans doute l'abri d'un habitat temporaire ayant toutefois favorisé la mise en valeur d'un terroir. La diversité des structures rencontrées, ainsi que l'absence fréquente d'éléments sur la chronologie de l'occupation rendent complexe l'étude de ces sites, mais la qualité de conservation des vestiges et le souci de préservation et de mise en valeur, notamment de la part des collectivités territoriales, mi-

litent en faveur de leur protection. L'entretien de tels édifices consiste le plus souvent dans le maintien d'un couvert végétal sain, afin d'éviter toute forme d'érosion des sols, naturelle ou due à la présence d'animaux. On estime à 88 le nombre de sites qui pourraient faire l'objet d'une protection au titre des monuments historiques. Plusieurs d'entre eux sont situés dans des agglomérations plus ou moins importantes, d'autres en milieu forestier ; certaines mottes sont liées à un habitat isolé. Enfin, certains sites correspondent à des sites défensifs importants, en limite de commune, de département ou de région.

À l'heure où se profile la mise en œuvre d'une nouvelle loi sur les patrimoines, les questionnements sur les notions de patrimoine archéologique et de monument historique renvoient plus largement au sens qu'il faut donner à ces catégories de patrimoine matériel : patrimoine architectural, patrimoine paysager, patrimoine archéologique, sites. L'un des points qui nous semble nettement faire consensus est certainement celui de l'érosion considérable qu'ils subissent depuis le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Face à cette urgence d'agir pour la conservation physique des témoins matériels de notre passé, les propositions du plan national pour le patrimoine de 2003, dont l'objectif était d'associer l'ensemble des acteurs concernés par le sujet à travers des dispositions d'ordre législatif, sont pour une large part toujours d'actualité.

Motte castrale de Peray (72), caractéristique de l'habitat aristocratique du haut Moyen Âge, non protégée.

Villa appartenant à l'agglomération secondaire antique de Oisseau-le-Petit (72). Les vestiges enfouis apparaissent en prospection aérienne. Seul le temple (*fanum*) est classé depuis 1987.



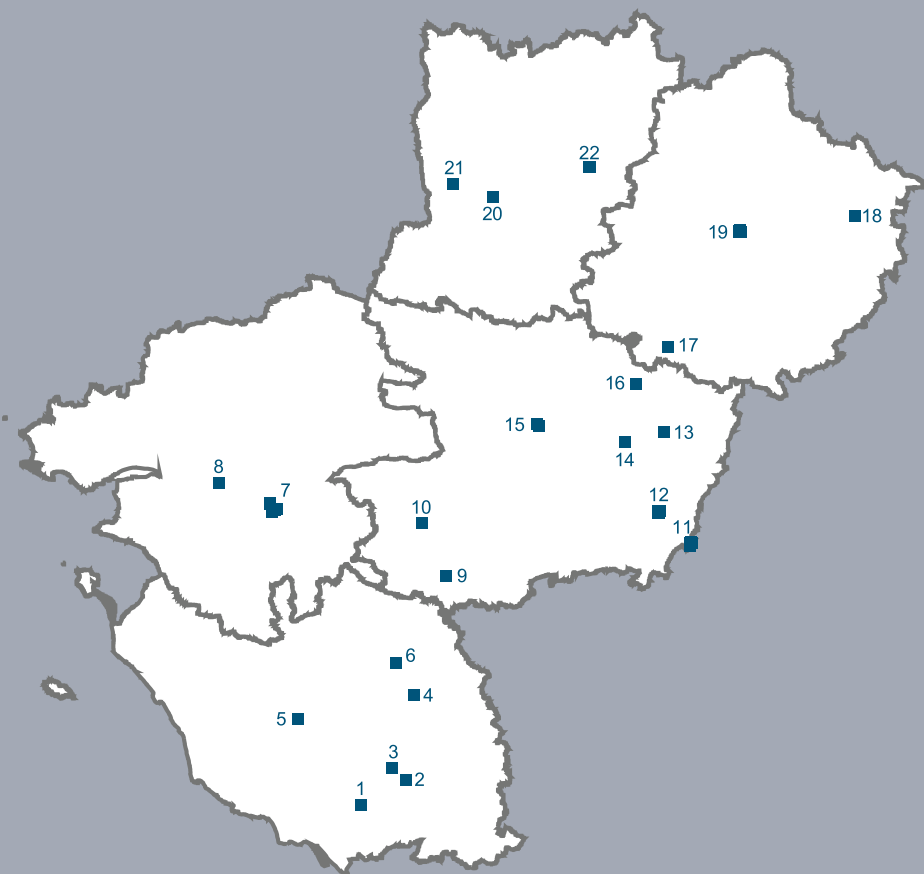
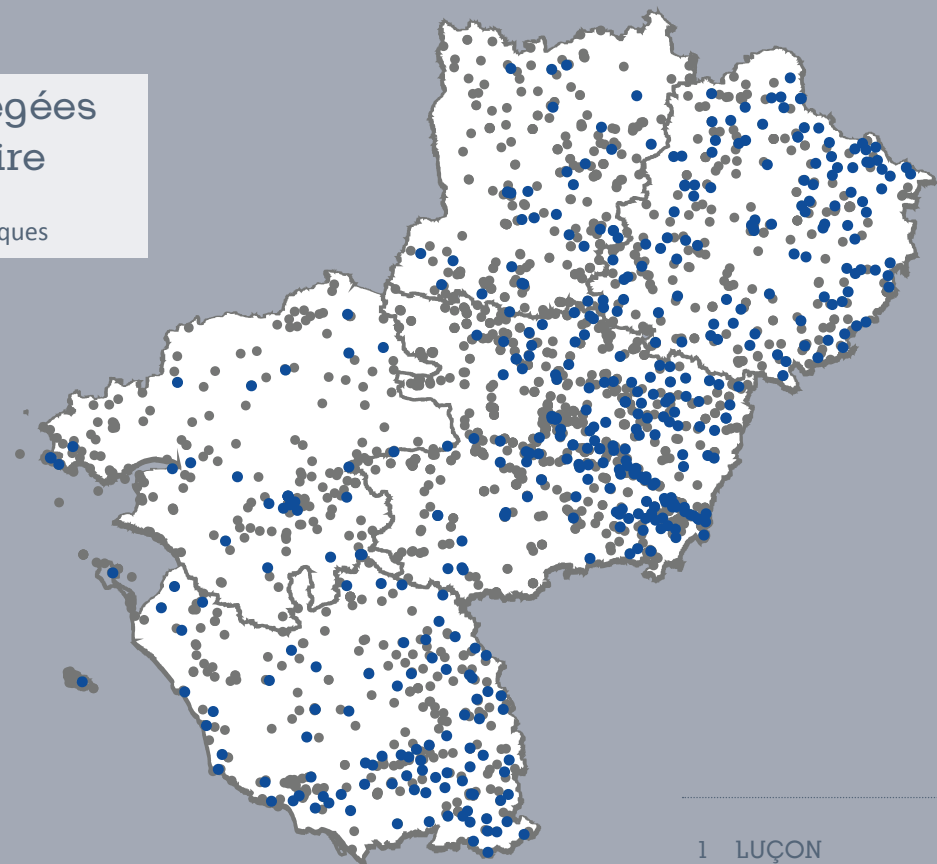
Motte de Commerveil (72).





Les églises protégées  
en Pays de la Loire

- Églises protégées
- Autres monuments historiques



- 1 LUÇON  
Cathédrale et ensemble épiscopal
- 2 SAINT-ÉTIENNE-DE-BRILLOUET  
Église
- 3 SAINTE-HERMINE  
Temple protestant
- 4 SAINT-PROUANT  
Prieuré de Chassay Grammont
- 5 LA ROCHE-SUR-YON  
Église Saint-Louis
- 6 LES HERBIERS  
Abbaye de la Grainetière
- 7 NANTES  
Église Saint-Étienne  
Ensemble paroissial Sainte-Thérèse  
Cathédrale Saint-Pierre  
Presbytère Saint-Nicolas  
Église Notre-Dame-de-Bon-Port
- 8 SAINT-ÉTIENNE-DE-MONTLUC  
Église Saint-Étienne
- 9 CHOLET  
Église du Sacré-Coeur
- 10 BEAUPRÉAU  
Église Notre-Dame
- 11 FONTEVRAUD-L'ABBAYE  
Abbaye royale
- 12 SAUMUR  
Temple de l' Église réformée  
Église de la Visitation
- 13 LA LANDE-CHASLES  
Église

# LE PATRIMOINE RELIGIEUX

Alain Delaval, chargé d'études documentaires principal

- 14 BEAUFORT-EN-VALLÉE  
Église Notre-Dame
- 15 ANGERS  
Cathédrale Saint-Maurice  
Ancienne abbaye du Ronceray
- 16 CHEVIRÉ-LE-ROUGE  
Église Saint-Médard
- 17 LA FLÈCHE  
Église Sainte-Colombe
- 18 LAVARÉ  
Église Saint-Pierre
- 19 LE MANS  
Abbaye de la Couture  
Cathédrale Saint-Julien
- 20 LAVAL  
Cathédrale de la Sainte-Trinité
- 21 OLIVET  
Ancienne abbaye de Clermont
- 22 ÉVRON  
Ancienne abbaye



Le Bailleul (72), p 28



# LE PATRIMOINE RELIGIEUX

L'architecture religieuse constitue, en France comme dans l'ensemble des pays européens, un champ extrêmement important. L'édifice cultuel et les bâtiments qui l'accompagnent - cloîtres, bâtiments conventuels et autres - représentent une part considérable du paysage architectural et historique de ce pays. L'architecture religieuse est aussi, à toutes les époques, le domaine de la création et de l'excellence architecturale et l'église est souvent le lieu où s'exercent les expériences formelles, techniques et esthétiques des styles qui marquent le temps et qui investissent ensuite les autres domaines de l'architecture. Ceci est indéniable pour l'époque médiévale et en particulier l'époque gothique. Aussi l'architecture religieuse représente-t-elle une part majeure des mesures de protections, dès l'institution des premiers classements parmi les Monuments historiques, comme après la promulgation de la loi de 1913.

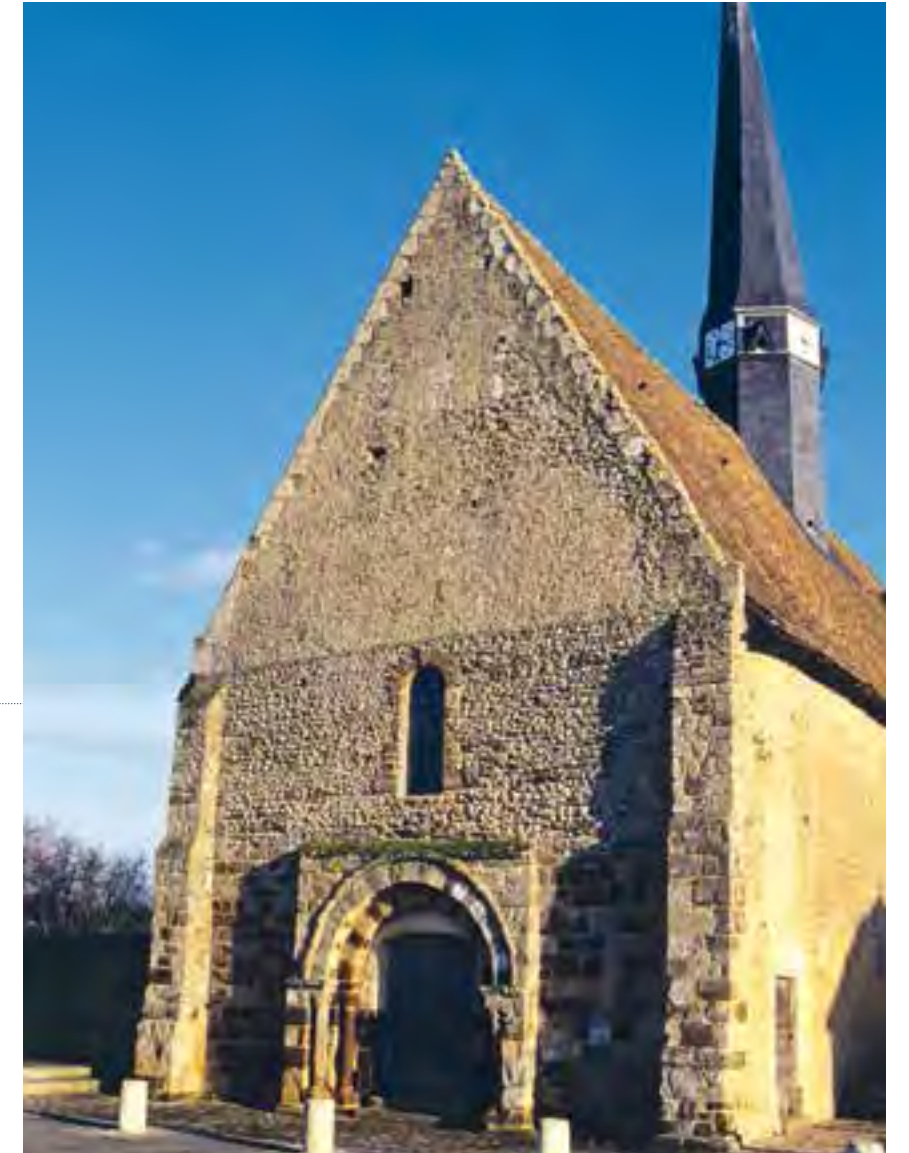
Les premières listes d'édifices classés avaient pris en compte les grands monuments et les réalisations majeures de l'art religieux. Pour les départements des Pays de la Loire, la cathédrale de Laval fait partie des monuments classés sur la première liste de 1840. Les cathédrales d'Angers, du Mans et de Nantes ont été classées sur la liste de 1862 ; celle de Luçon, moins connue, fut classée en 1906.

Après 1913, la protection des édifices religieux s'est régulièrement poursuivie, se reportant sur les monuments de second ordre, publics ou privés. Certains grands monuments prestigieux, comme l'abbaye royale de Fontevraud, dont les éléments principaux figurent sur la première liste de 1840, ont vu leur périmètre de classement s'étendre à l'ensemble de leur domaine au fur et à mesure des opportunités. À côté de ces grands monuments, la protection a porté sur de nombreuses églises paroissiales anciennes, très intéressantes sur le plan architectural et archéologique, et souvent moins touchées par des restaurations anciennes que les monuments prestigieux, comme l'église romane de Cheviré-le-Rouge (Maine-et-Loire), classée le 11 juin 1966 ou l'église de La Lande-Chasles (Maine-et-Loire), inscrite avec son retable de pierre le 13 septembre 1984.

Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la création des Directions régionales des affaires culturelles permettant de rapprocher du terrain les opérations de recensement des édifices anciens, des églises plus modestes ont été prises en compte, qui n'auraient pas attiré l'attention des pouvoirs publics auparavant. On retient également des édifices religieux présentant des phases de transformation ou de reconstruction partielles à diverses époques et qui, du fait de leur caractère hétéroclite, n'avaient pas été considérées comme suffisamment représentatives en un temps où l'on se préoccupait de distinguer des témoins d'architecture homogènes. Ainsi l'église du bourg rural de Saint-Étienne-de-Brillouet (Vendée), dont la nef romane remonte à la fin du XI<sup>e</sup> siècle et dont le chœur reconstruit au XIV<sup>e</sup> siècle abrite des retables baroques, a été inscrite le 18 décembre 1981. De même, certaines églises, inscrites dès les années 1920, ont été portées au classement par la suite lorsque les critères d'appréciation scientifiques se sont élargis. C'est le cas de l'église de Lavaré (Sarthe), en partie romane et couverte par un berceau lambrissé peint en 1540, inscrite en 1927, puis classée en totalité le 14 mai 2004.

Par ailleurs, les services de l'État se sont intéressés aux édifices religieux désaffectés et passés, notamment depuis la Révolution française, en mains privées, qui ne bénéficiaient pas de mesure de protection particulière.

L'ancienne abbaye cistercienne de Clermont, sur le territoire d'Olivet (Mayenne), propriété privée, dont l'ensemble des bâtiments remonte largement à l'époque de sa fondation, n'a été classée qu'en 1957 et a reçu un classement complémentaire le 2 novembre 1987. En Vendée, l'ancienne abbaye de la Grainetière, près des Herbiers, partiellement ruinée, fut classée le 2 avril 1946, et l'ancienne celle grandmontaine de Chassay, sur la commune de Saint-Prouant, construite dans les dernières années du XII<sup>e</sup> siècle, devenue habitation agricole, a été inscrite le 31 décembre 1987 après avoir été rachetée par la commune.



Haut et bas - Église Saint-Pierre - Lavaré (72)





Église Saint-Nicolas - Nantes (44)

Autre cas typique, celui de l'ancienne abbaye du Ronceray à Angers, vaste monastère urbain fondé dans le quartier de la Doutre, sécularisé à la Révolution et devenu École nationale supérieure des arts et métiers (tout comme l'ancienne abbaye de Cluny, en Bourgogne). L'église abbatiale, monument insigne de l'époque romane, fut classée dès 1840. Les bâtiments monastiques hébergeant l'ENSAM, datant plutôt des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, ont quant à eux été classés le 30 juin 1990.

Plusieurs autres ensembles importants d'architecture monastique ou conventuelle, omis par les mesures de classement antérieures pour des raisons tout autant culturelles que liées à leur affectation (caserne, hôpital, lycée...), ont été recensés et protégés durant la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle. C'est le cas de l'ancienne abbaye bénédictine de La Couture au Mans, siège de la préfecture de la Sarthe. Son église abbatiale, datant de la haute époque romane et de l'époque gothique, rendue au culte par le concordat de 1801, fut classée dès 1840. Les bâtiments monastiques, reconstruits au XVIII<sup>e</sup> siècle par les Mauristes, ont été classés le 24 novembre 1959 et les bâtiments de moindre intérêt historique inscrits le 11 juillet 1975.

À Évron (Mayenne), l'importante abbaye bénédictine présente une situation analogue : l'église, en partie romane et gothique, distinguée pour sa qualité dès le XIX<sup>e</sup> siècle, figure sur la liste de 1840, mais les bâtiments conventuels, notamment ceux construits au XVIII<sup>e</sup> siècle par les Mauristes, propriété d'une congrégation religieuse jusqu'à une époque récente, ont été inscrits seulement le 26 février 1987.

Au Mans également, l'ancien couvent des Visitandines, devenu établissement pénitentiaire, propriété de l'État par le ministère de la Justice, a été classé le 11 août 1987 alors que sa chapelle était classée depuis le 6 mars 1906. Toutefois, dans certains cas, la protection des ensembles conventuels urbains n'a pas été possible du fait de leur situation de démembrement en plusieurs propriétés publiques ou privées, ce qui rendait l'étude et l'évaluation du monument compliquée et la prise d'une mesure administrative de protection difficile. C'est le cas de l'ancien couvent des Visitandines de Saumur, à peu près complet mais divisé entre plusieurs propriétaires ; seule la chapelle du couvent, propriété de la commune, a pu être inscrite le 19 septembre 1969. D'autres couvents importants, comme la Visitation de Nantes, devenu propriété du Ministère des armées après la Révolution française, n'ont pu connaître de mesures de protection adéquates en l'absence de demande soutenue de leur propriétaire public.

Dans l'ensemble, ce sont surtout des édifices religieux antérieurs à la Révolution française qui ont été protégés et majoritairement des églises de la période médiévale. Or, à l'époque moderne, l'architecture religieuse est aussi un domaine sur lequel s'investit la théorie architecturale et représente un terrain d'expérience aussi bien stylistique que constructif, plus favorable que les domaines de l'architecture civile, du fait des dimensions importantes des édifices cultuels et des problèmes techniques complexes que posent les structures de tels édifices.

Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, s'est posée la question des formes et du style à donner à l'édifice de culte. En France, cette question recouvrait celle des positions prises à l'égard de la Papauté et du gallicanisme d'une partie de l'Église de France<sup>1</sup>. Durant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, la tendance dominante chez les théoriciens, comme le jésuite Marc-Antoine Laugier ou l'architecte-théoricien Jacques-François Blondel, était à la recherche d'une simplicité des formes et la référence à l'Antiquité<sup>2</sup>. Dans la deuxième moitié du siècle, les architectes se sont résolument orientés vers l'imitation du temple à l'antique, comme en témoigne l'église Saint-Philippe-du-Roule à Paris, par Chalgrin (1769-1772), dont le modèle fut repris pour l'église Saint-Louis de La Roche-sur-Yon (1812-1830). Le plan centré, particulièrement favorable au culte catholique post-tridentin, davantage axé sur la célébration et la manifestation que sur le rite processionnel et dévotionnel typique des époques médiévales, est également favorisé. S'y sont essayés, au moins sur le papier, des théoriciens comme Boullée avec son projet de Métropole ou Ledoux avec son projet pour l'église de Chaux à Arc-et-Senans, mais aussi, Claude-Joseph Bertrand qui le réalisera à Saint-Pierre de Besançon (1782), dont le plan anticipe certaines églises néo-gothiques.

Dès cette époque, des architectes, comme Jacques-Germain Soufflot, ont manifesté un intérêt pour l'architecture gothique, particulièrement en raison de ses qualités structurelles et constructives. Ces recherches sur le gothique ont pris un tour nouveau dans les années 1820, avec la spécialisation des études archéologiques, dont Arcisse de Caumont fut l'un des précurseurs en 1824 avec son *Essai sur l'architecture religieuse du Moyen Age* poursuivi en 1837 par un mémoire de Prosper Mérimée sur le même thème.

Ainsi, dans les années 1830, sont apparus les premiers essais d'architecture néo-gothique avec notamment l'église Saint-Nicolas de Nantes, dont le premier projet de Louis-Alexandre Piel date de 1836 et qui fut mis en œuvre et modifié par Jean-Baptiste Lassus après 1841. Dans le même temps, certains architectes continuaient de proposer des modèles faisant référence au classicisme et même au baroque romain, comme en témoigne l'église Notre-Dame-de-Bon-Port à Nantes, bâtie par les architectes Saint-Félix Seheult et Joseph-Fleury Chenantais, dont le plan est très proche de celui de l'église San Carlo ai Catinari à Rome (1612) et sensiblement contemporaine de Saint-Nicolas.





Église paroissiale  
de Sainte-Cécile (85)



Église du Sacré-Cœur  
Cholet (49)



Église  
Notre-Dame-de-Bon-Port  
et sa coupole  
Nantes (44)

Église - Le Bailleul (72)

Durant les années 1840-1870, les architectes, sous l'influence de Viollet-le-Duc, se sont conformés aux modèles médiévaux dans un esprit archéologiste, comme en témoigne l'église néo-romane du Bailleul (Sarthe), construite en 1840 par l'architecte Félix Delarue, la grande église néo-gothique édifiée en 1857 à Beaupréau par Alfred Tessier dont il était paroissien, ou encore, avec un goût très monumental, l'église Notre-Dame de Beaufort-en-Vallée (Maine-et-Loire), reconstruite en 1877 par l'architecte Auguste Beignet dans un style néo-gothique flamboyant.



Église Sainte-Thérèse  
Nantes (44)

en compte par la protection au titre des Monuments historiques. Une meilleure connaissance de ce domaine de l'architecture a entraîné la reconnaissance de témoins majeurs comme l'église Notre-Dame-de-Bon-Port à Nantes, inscrite le 29 octobre 1975, l'église Saint-Louis à La Roche-sur-Yon, classée le 12 juillet 1982, l'église Saint-Nicolas à Nantes, classée le 6 novembre 1986 ou l'église Notre-Dame de Beaufort-en-Vallée, inscrite le 6 avril 1994.

Puis, à la suite d'une étude thématique portant sur l'ensemble du champ architectural représenté sur la région, une sélection de 24 églises paroissiales, bâties entre 1801 (concordat entre l'Empire français et le Saint-Siège) et 1905 (loi de séparation de l'Église et de l'État), a fait l'objet d'une mesure d'inscription approuvée par la Commission régionale du patrimoine et des sites, dans sa séance du 6 avril 2006. Les critères de sélection se sont fondés d'une part sur l'homogénéité chronologique et stylistique de la construction, d'autre part sur la présence de décors intérieurs et de mobilier liturgique de même époque et de qualité. La personnalité de l'architecte a pu être prise en compte de manière subsidiaire. Sur le plan architectural, on a privilégié les édifices remarquables par leur plan et leur élévation, mais aussi par la qualité de leur décor (vitraux, décors peints, mobilier), parfois supérieure à celle du bâti (notamment dans le département de la Sarthe, comme l'église Sainte-Colombe à La Flèche), mais aussi l'homogénéité, notamment pour des églises de qualité secondaire, mais représentatives de l'architecture courante.



Le XX<sup>e</sup> siècle a laissé un certain nombre de réalisations marquantes et très représentatives des courants spirituels et architecturaux de ce temps, notamment durant l'entre-deux-guerres, époque à laquelle l'Église catholique s'est illustrée par une recherche de modernité en accord avec l'esprit du temps. Même si le clergé de ces diocèses, très conservateur, n'a pas fait preuve d'autant d'audace dans ses recherches qu'ailleurs, deux églises majeures de la première moitié du siècle ont été protégées : l'église du Sacré-Cœur à Cholet, bâtie par l'architecte Maurice Laurentin en 1941 ornée par les peintres-verriers et mosaïstes Mauméjean et Bordereau (classée le 25 novembre 1991), et l'église Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus à Nantes, commencée en 1936 et achevée après la seconde Guerre mondiale, en 1961 (inscrite le 27 janvier 2011). Celle-ci est protégée en même temps que son presbytère et que le groupe scolaire de l'enseignement catholique qui l'accompagnent et ont été construits à la même époque.

Face à cette abondance d'églises, on notera tout de même la protection de deux temples protestants, bâtis dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle : le temple de Sainte-Hermine (Vendée), construit en 1825 (inscrit le 6 février 1989) et le temple de Saumur, édifié en 1844 par l'architecte saumurois Joly-Leterme (inscrit le 18 avril 1991). Cette faible représentation du culte réformé dans le patrimoine religieux protégé peut paraître « anecdotique ». Elle est pourtant représentative, sur le

plan historique et géographique, de l'importance de l'histoire du protestantisme dans l'Ouest de la France, quoique cette obédience religieuse n'ait pas laissé sur ces territoires des Pays de la Loire beaucoup plus de témoignages architecturaux remarquables, du moins conservés. Le temple protestant de Nantes, édifice remarquable par la qualité de son programme et l'intelligence de son plan en rotonde, édifié place de l'Édit-de-Nantes en 1855 par Théodore Driollet, architecte-voyer en chef de la Ville, a été entièrement détruit par les bombardements alliés de 1943.

Ainsi, le patrimoine religieux, essentiel sur le plan historique, et numériquement considérable, a fait l'objet d'une attention soutenue durant tout le siècle ayant suivi la promulgation de la loi de 1913.

## Bibliographie et notes

LENIAUD Jean-Michel, *Vingt siècles d'architecture religieuse en France*, Paris, CNDP, 2007.

- 1 - Hamon Françoise  
Les églises parisiennes du XVIII<sup>e</sup> siècle - théorie et pratique de l'architecture cultuelle, in *Revue de l'Art*, n° 32, 1976.
- 2 - Roffidal-Motte Émilie  
*Architecture et théorie au XVIII<sup>e</sup> siècle en France. La question de l'aménagement intérieur des églises*, in : Frommel (Sabine) et Leconte (Laurent) (dir.), *La place du chœur, architecture et liturgie du Moyen-Âge aux Temps modernes*, Actes du colloque de l'EPHE, INHA, décembre 2007, Paris, Picard, et Rome, Campisano, 2012

meilleurs architectes d'expérimenter de nouvelles formules, notamment au niveau des plans, d'autant mieux que le champ de l'architecture cultuelle n'était guère encadré par des prescriptions d'ordre liturgique très précises de la part de l'Église. C'est le cas de l'église paroissiale de Sainte-Cécile (Vendée), construite en 1899 par l'architecte nantais François Bougouïn, dont les formes architecturales rappellent le gothique rayonnant du XIV<sup>e</sup> siècle, mais dont le plan centré est totalement nouveau.

L'architecture religieuse du XIX<sup>e</sup> siècle dans les Pays de la Loire représente un champ patrimonial numériquement très important (plus de 600 églises entièrement construites au XIX<sup>e</sup> siècle, sans compter celles qui ont été partiellement reconstruites ou agrandies). Jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, ce champ n'était guère pris

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on assiste au contraire à une émancipation des modèles médiévaux et à une inventivité qui a poussé certains architectes jusqu'aux limites du goût permis par cet éclectisme. Cette tendance des années 1890-

1900 marque une époque où la théorie s'épuisait et où les grands intellectuels des années 1830-1840 ne dominaient plus l'enseignement et la pensée architecturale. Il s'en est suivi un individualisme créatif qui a permis aux



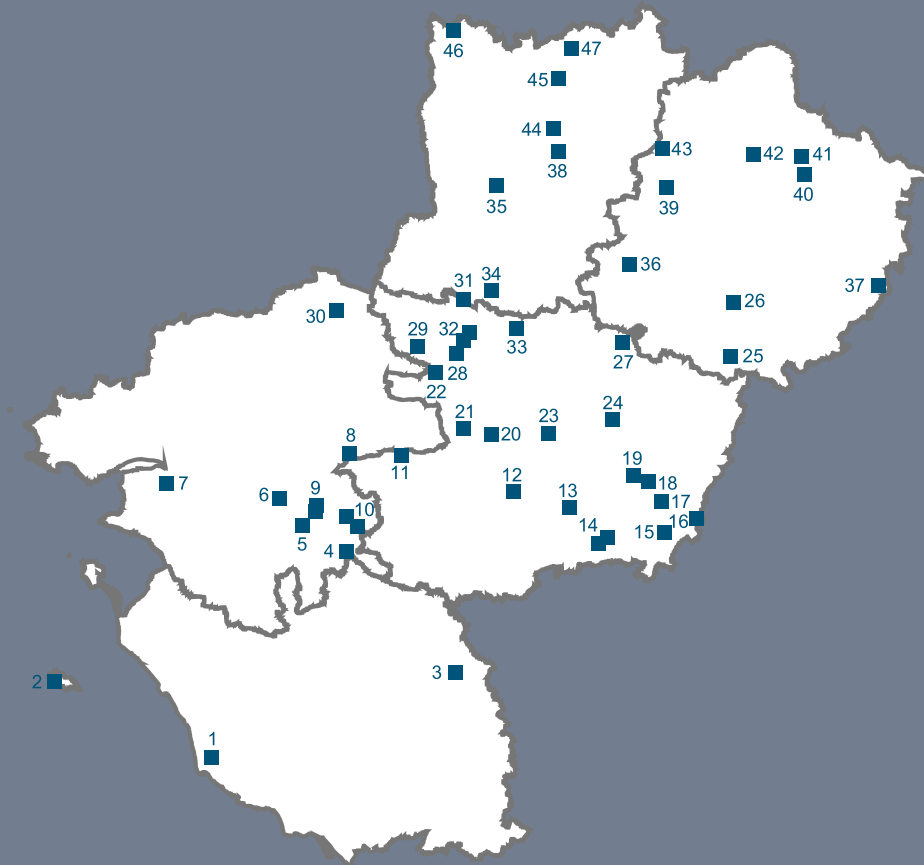


## ÉGLISE SAINT-LOUIS

La Roche-sur-Yon (85)

Façade monumentale néo-classique





- 1 OLONNE-SUR-MER  
Château de Pierre Levée
- 2 L'ÎLE-D'YEU  
Château
- 3 POUZAUGES  
Château
- 4 CLISSON  
Château
- 5 VERTOUC  
Villa de la Bastière
- 6 NANTES  
Château
- 7 SAINT-VIAUD  
Villa du Plessis-Grimaud
- 8 OUDON  
Tour de l'Ancien Château
- 9 HAUTE-GOULAIN  
Château de Goulaine  
Villa des Montis
- 10 VALLET  
Château de la Noë-Bel-Air  
Villa des Clérais
- 11 BOUZILLÉ  
Château de la Bourgonnière
- 12 CHANZEAUX  
Château

- 13 MARTIGNÉ-BRIAND  
Château
- 14 LES VERCHERS-SUR-LAYON  
Château d'Échuilly  
Château de Bussy-Fontaines
- 15 BRÉZÉ  
Château
- 16 MONTSOREAU  
Château
- 17 SAUMUR  
Château
- 18 SAINT-MARTIN-DE-LA-PLACE  
Château de Boumois
- 19 CHÉNEHUTTE-TRÈVES-CUNAUT  
Château de Trèves
- 20 SAINT-GEORGES-SUR-LOIRE  
Château de Serrant
- 21 CHAMPTOCÉ-SUR-LOIRE  
Château du Pin
- 22 ANGRIE  
Château
- 23 LES PONTS-DE-CÉ  
Château
- 24 MAZÉ  
Château de Montgeoffroy
- 25 LE LUDE  
Château

- 26 REQUEIL  
Château de la Roche-Mailly
- 27 DURTAL  
Château
- 28 CHAZÉ-SUR-ARGOS  
Château de Raguin
- 29 CHALLAIN-LA-POTHERIE  
Château
- 30 CHATEAUBRIANT  
Château
- 31 SAINT-QUENTIN-LES-ANGES  
Château de Mortiercrolles
- 32 LA CHAPELLE-SUR-LOUDON  
Château de la Lorie
- 33 CHENILLÉ-CHANGÉ  
Château des Rues
- 34 CHEMAZÉ  
Château de Saint-Ouen  
LAVAL
- 35 Château Neuf  
Château Vieux
- 36 POILLÉ-SUR-VÈGRE  
Château de Verdelles
- 37 BESSÉ-SUR-BRAYE  
Château de Courtanvaux
- 38 SAINT-OUEN-DES-VALLONS  
Château de la Roche-Pichemer
- 39 SAINT-SYMPHORIEN  
Château de Sourches
- 40 SAINT-CÉLERIN  
Manoir du Bois-Doulet
- 41 BONNETABLE  
Château
- 42 BALLON  
Donjon et ruines du château
- 43 SILLÉ-LE-GUILLAUME  
Château
- 44 MONTOURTIER  
Château de Bourgon
- 45 CHAMPÉON  
Château du Fresne
- 46 FOUGEROLLES-DU-PLESSIS  
Château de Goué
- 47 LASSAY-LES-CHÂTEAUX  
Château

# LA GRANDE MUTATION DES CHÂTEAUX

Solen Peron, chargée d'études documentaires



Château de Bussy-Fontaines (49), p 41



# LA GRANDE MUTATION DES CHÂTEAUX

## Des châteaux en héritage, symboles du destin national

Le XIX<sup>e</sup> siècle est fasciné par les châteaux, c'est un fait : en ruines, désaffectés ou métamorphosés, ils incarnent la grandeur nationale aux yeux des hommes de l'art et des savants et inspirent les auteurs romantiques. Les deux approches ne sont d'ailleurs pas antinomiques, puisque l'écrivain Prosper Mérimée est aussi Inspecteur général des Monuments historiques, cette fonction ayant été créée sous le règne de Louis-Philippe. Les sociétés savantes et les érudits apportent leur contribution au puissant mouvement historiciste et archéologique qui naît ainsi en France à partir de la monarchie de Juillet : la Société Française d'Archéologie est fondée en 1834, tandis que l'une des plus anciennes sociétés savantes de la région, la Société archéologique et historique de Nantes, est fondée en 1845. Victor Godard-Faultrier, Célestin Port et le baron de Wismes, l'abbé Angot, Charles Marionneau, Octave de Rochebrune et Louis de Farcy contribuent à ce mouvement, respectivement en Maine-et-Loire, Mayenne, Loire-Inférieure et Vendée.

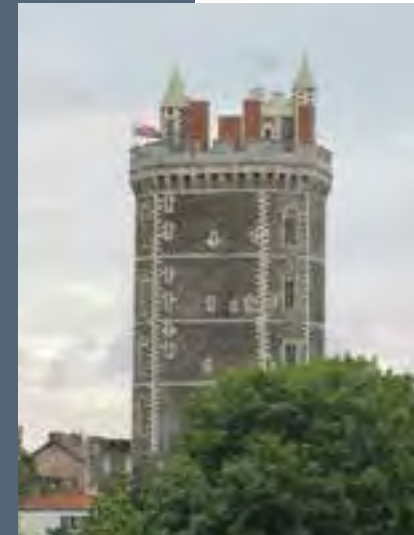
Leurs ouvrages, ornés de lithographies, paraissent dans la mouvance des *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*, publiés de 1820 à 1878 par le baron Taylor et Charles Nodier<sup>1</sup>.

Les publications, nombreuses entre 1840 et 1890, et les revues d'architecture s'attachent aux édifices qui participent du destin collectif de la France, en particulier ceux de la Première Renaissance. Elles diffusent l'idée d'une architecture nationale, fournissant aux architectes les modèles dont l'éclectisme a besoin.

Le *gothic revival* ou, plus exactement, le mouvement néo-gothique, est à la mode entre 1840 et 1870. En effet, «entre les études d'archéologie nationale, la restauration d'édifices anciens et le mouvement néo-gothique existent des liens consubstantiels<sup>2</sup>». Les châteaux des propriétaires terriens sont revus et transformés dans le goût troubadour ou chemisés, quand une construction *ex nihilo* ne leur est pas substituée : selon la belle formule de Philippe Grandcoing, «il est au XIX<sup>e</sup> siècle des châteaux-souvenirs dont les pierres n'ont pas connu l'Ancien régime<sup>3</sup>». Forte d'un nouveau pouvoir, une «architecture de la référence» apparaît,

multipliant les évocations historiques ou littéraires : en Anjou, à Chanzeaux, le comte de Quatrebarbes se fait le chantre du château néo-gothique et publie les *Œuvres complètes du roi René* de 1844 à 1846, tandis que le baron de Wismes fait paraître en 1850 un *Mémoire sur la résurrection de l'architecture gothique précédé de quelques considérations touchant l'influence des mœurs sur l'architecture*.

La fortune historiographique profite aussi aux châteaux de la Loire, popularisés par les romans d'Alexandre Dumas (*La dame de Montsoreau*, 1846). Même la peinture, le théâtre et l'opéra influencent la perception et les représentations des châteaux «antiques» : ceux-ci fournissent un décor pittoresque et servent de scène de fond aux artistes et grands décorateurs parisiens. Charles Cicéri, décorateur de l'Opéra de Paris et des fêtes de la Maison du roi, est ainsi chargé par la famille de Dreux-Brézé, en 1838, de l'aménagement de la salle à manger du château de Brézé (Maine-et-Loire), attestant la corrélation entre décor de théâtre et décor privé au sein d'une grande demeure angevine.



La tour d'Oudon (44)



Château de Goulaine (44) - La *Galerie armoricaine* (1845)

Tel est, à grands traits, le milieu culturel dans lequel s'inscrivent les premiers châteaux protégés en tant que monuments historiques. Il convient maintenant de regarder ceux-ci de plus près, avant la promulgation de la loi de 1913. La liste nationale des édifices protégés parue dans le Journal Officiel du 18 avril 1914 énumère essentiellement des édifices religieux et castraux. À cette date, les départements qui constituent aujourd'hui les Pays de la Loire comptent un peu moins de deux cents monuments historiques, dont dix-sept châteaux : trois en Loire-Atlantique, sept en Maine-et-Loire, trois en Mayenne, deux en Sarthe, deux en Vendée. Aujourd'hui, plus de 360 châteaux sont protégés en Pays de la Loire, dont le tiers est situé en Maine-et-Loire.

Protégés selon le critère de l'ancienneté, les monuments appartiennent principalement à l'époque médiévale, voire à la Renaissance. De surcroît, à cette époque, ce n'est pas l'usage du monument qui justifie sa conservation, mais sa valeur d'enseignement : le château est protégé parce qu'il incarne une «leçon d'histoire», non parce qu'il est une habitation<sup>4</sup>. À cet égard,

aucune demeure privée ne reçoit de subvention entre 1840 et 1880.

Le Château Vieux et le Château Neuf, à Laval (Mayenne), figurent ainsi sur la première liste des monuments historiques en 1840, tandis que la tour d'Oudon (Loire-Atlantique) figure sur celles de 1866 et 1875. Sur la liste de 1862 figurent les châteaux de Nantes (Loire-Atlantique), des Ponts-de-Cé, de Saumur et de Montsoreau, ainsi que la tour de Trèves (Maine-et-Loire), le château de Lassay (Mayenne) et les ruines de Pouzauges (Vendée) ; le château de Sillé-le-Guillaume (Sarthe) est protégé en 1889 ; le château de l'île d'Yeu et celui de Durtal en 1900. Enfin, le château de Goulaine (Loire-Atlantique) est classé en août 1913, pendant l'examen du projet de loi voté par le Sénat le 29 décembre 1913.

À partir de la monarchie de Juillet, Ludovic Vitet et Prosper Mérimée définissent une doctrine de la répartition des crédits affectés par l'État au sauvetage des monuments historiques, tandis que la politique de protection prend une nouvelle orientation sous l'influence de Viollet-le Duc, qui tient une place prépondérante au sein de la Commission des

monuments historiques de 1854 à 1879. Mais il manque encore une base juridique, plaidée de manière personnelle par Victor Hugo, qui réclame «une loi pour les monuments, une loi pour l'art, une loi pour la nationalité de la France, une loi pour les souvenirs, une loi pour les cathédrales, une loi pour les plus grands produits de l'intelligence<sup>5</sup>».

Une étape est bientôt franchie avec l'adoption d'un premier texte sur la protection des monuments historiques en 1887, mais celle-ci s'avère vite insuffisante : jusqu'à la promulgation de la loi sur les monuments historiques, le 31 décembre 1913, seuls les édifices d'intérêt national sont protégés en application de la loi du 30 mars 1887, pour la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique et artistique. À cette époque, les propriétaires privés et les municipalités peuvent toutefois, s'ils le désirent, demander la radiation de leur église ou de leur château sur les listes publiées : c'est le cas du château de Mortiercrolles (Mayenne), classé en 1883, déclassé en 1888 à la demande des propriétaires, puis classé à nouveau en 1924.



# La protection des châteaux au nom de l'intérêt public



Château de Verdelles - Poillé-sur-Vègre (72)

En substituant l'intérêt public à l'intérêt national et en se montrant plus audacieuse quant au droit de propriété, la loi du 31 décembre 1913 pose véritablement les fondements de la législation des monuments historiques en France : elle étend le classement d'office aux monuments privés et instaure l'instance de classement qui permet à l'État d'agir en urgence, lorsqu'un édifice est menacé. Très vite, un nouveau niveau de protection est adopté : il s'agit de l'inscription, considérée à l'époque comme une « antichambre » du classement, mais une antichambre parfois durable, puisque le classement requiert l'adhésion du propriétaire.

Après la Première Guerre mondiale, « l'État châtelain » - selon la formule de Françoise Bercé - est amené à recevoir des châteaux sous forme de donations, tandis que de nombreuses mesures de protection sont prises, en complément de la liste des édifices protégés avant la loi de 1913. Les châteaux médiévaux ou du début du XVI<sup>e</sup> siècle sont encore privilégiés dans les années 1920 : il n'est que de citer Châteaubriant et Clisson en Loire-Inférieure ; Martigné-Briand et Boumois à Saint-Martin-de-la-Place en Maine-et-Loire ; Saint-Ouen à Chemazé et Mortiercrolles à Saint-Quentin-les-Angeles, en Mayenne ; Verdelles à Poillé-sur-Vègre (classé, 1922) et le donjon de Ballon (classé, 1923), en Sarthe.

Il faut attendre néanmoins la Seconde Guerre mondiale pour que de grands édifices, aussi emblématiques que Serrant à Saint-Georges-sur-Loire (classé, 1948), Brissac (classé, 1958 et 1966) ou le Plessis-Macé (classé, 1962), soient protégés en Maine-et-Loire, tandis que des édifices longtemps impénétrables sont protégés de nos jours, à l'instar du château de Montecler, à Châtres-la-Forêt, en Mayenne (inscrit, 2011).

En outre, si les différentes étapes historiques d'un édifice sont aujourd'hui prises en compte, les protections restent longtemps sélectives sur le plan chronologique. La splendide chapelle Renaissance du château de la Bourgonnière, à Bouzillé (Maine-et-Loire), est classée en 1924, mais le donjon, les bâtiments médiévaux et le nouveau château, construit par Seheult en 1810, ne sont inscrits qu'en 1995 et 2008. Le Lude (Sarthe), est classé pour ses parties anciennes en 1928, mais son système fortifié d'éperon et de douves, les terrasses et les murs de clôture du parc, ainsi que les communs ne sont inscrits qu'en 1992. À Courtanvaux, sur la commune de Bessé-sur-Braye (Sarthe), seul le châtelet du XVI<sup>e</sup> siècle est classé en 1948, le reste du château ne retenant pas à cette époque l'intérêt de la commission.

L'intérêt pour le classicisme ne se développe en France que dans les années 1930, après les grandes expositions tenues à Strasbourg (*L'Œuvre des architectes de l'école française du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, 1923) et à Paris (*Châteaux, jardins, églises aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, 1924). Les principales mesures de protection des édifices des XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, en Pays de la Loire, sont prises après la Seconde Guerre mondiale avec le château de Sourches à Saint-Symphorien, en Sarthe (classé, 1947) ; Montgeoffroy à Mazé (classé, 1944 et 1984), la Lorie à la Chapelle-sur-Oudon (inscrit, 1975 ; classé 1979) et Échuilly aux Verchers-sur-Layon (inscrit, 1992), en Maine-et-Loire. Le château de Pierre-Levée, à Olonne-sur-mer (classé, 1949), occupe une place un peu particulière, car il introduit le goût « à la grecque » en Vendée, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

C'est également après la Seconde Guerre mondiale que les propriétaires privés se dotent d'un réseau associatif, avec la création des associations « Vieilles Maisons Françaises » par la marquise de Amodio, en 1958, et « Demeure Historique » par le docteur Carvalho, propriétaire de Villandry, en 1966.

L'intérêt des édifices du XIX<sup>e</sup> siècle n'est guère reconnu avant les années 1980, ni par l'administration ni par les universitaires ou les milieux artistiques, comme le révèlent les affaires parisiennes qui éclatent dans le monde de l'art à la fin des années 1960 et au début des années 1970, avec la gare d'Orsay et les halles de Baltard. En 1966, Max Querrien demande au sous-directeur des monuments historiques d'étudier « le problème de la protection des édifices du XIX<sup>e</sup> siècle », mais il faut attendre 1974 pour que Michel Guy pose courageusement la question de la protection des édifices du XIX<sup>e</sup> siècle et que la Commission supérieure des monuments historiques accorde davantage d'attention à l'éclectisme et à l'historicisme. Le château de la Roche-Mailly, à Requeil (Sarthe), est ainsi le premier château néo-gothique des Pays de la Loire à être protégé sur une liste nationale (inscrit, 1975).



Château de la Bourgonnière  
Bouzillé (49)



Châtelet de Courtanvaux  
Bessé-sur-Braye (72)



Donjon de la Bourgonnière - Bouzillé (49)





CHÂTEAU DU PIN - Champtocé-sur-Loire (49), p 40



Château de Bourgon - Montourtier (53), p 40

Château du Fresne, pigeonnier - Champéon (53), p 40





Dans le même élan, la revue *Les monuments historiques* consacre, en 1974, un numéro entier à l'architecture et au mobilier du XIX<sup>e</sup> siècle. L'œuvre de l'architecte angevin René Hodé est bientôt redécouverte grâce aux travaux de Christian Derouet : une exposition intitulée *Architecture d'hier, grandes demeures angevines au XIX<sup>e</sup> siècle, l'oeuvre de René Hodé entre 1840 et 1870* - dont l'affiche est illustrée par le château de Brignac (Maine-et-Loire) - est organisée en 1977 à l'hôtel de Sully, À Paris. François Loyer signe un plaidoyer titré «A propos des châteaux du XIX<sup>e</sup> siècle : un problème de sauvegarde», dans *Arts de l'Ouest* en 1979. Enfin, Guy Massin-Le Goff publie *Les châteaux néo-gothiques en Anjou en 2007*.

Une première liste des grandes demeures angevines du XIX<sup>e</sup> siècle en Pays de la Loire est établie dès 1976, mais c'est à la suite de l'exposition de Paris qu'une série de dossiers de recensement est à l'étude à la Direction régionale des affaires culturelles. Un rapport est établi à la demande de Michel Parent, inspecteur général des monuments historiques, afin de recenser les châteaux du XIX<sup>e</sup> siècle. Lors de la séance du 25 février 1980, à laquelle participent André Chastel, Bruno Foucart, Michel Parent et Yves Froidevaux, la Commission supérieure des monuments historiques rend un avis favorable à la protection de Chanzeaux (inscrit, 1980) et de Challain, à Challain-la-Potherie (inscrit, 1980). Particulièrement emblématiques, il s'agit des premiers châteaux néo-gothiques hodéens protégés en Maine-et-Loire, avec le château de Brézé (classé, 1979) et celui des Rues à Chenillé-Changé (inscrit, 1978).

Une commission thématique «Patrimoine du XIX<sup>e</sup> siècle» est organisée en 1991. La protection des édifices néo-gothiques se poursuit au début des années 2000, notamment avec Angrie (inscrit, 2008) et le Pin, à Champ-tocé-sur-Loire (inscrit, 2011). Bien sûr, le style néo-gothique n'est pas qu'angevin, même s'il s'est particulièrement épanoui dans ce pays-ci : il convient de mentionner les châteaux sarthois du Luart, avec son pavillon-porche et ses immenses écuries (inscrit, 1989), et celui de Bonnétable (inscrit, 1991). Les châteaux construits ou remaniés au XIX<sup>e</sup> siècle font ainsi leur entrée sous Michel Guy et Jack Lang, mais c'est une entrée timide demandant encore, aujourd'hui, à être confortée et élargie aux châteaux éclectiques ou d'inspiration maniériste, néo-renaissance ou néo-Louis XIII.

Les villas néo-classiques palladiennes, construites au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ont fait toutefois l'objet d'un recensement thématique en Loire-Atlantique, parmi lesquelles : au nord-Loire, le Plessis-Grimaud à Saint-Viaud (inscrit, 1997) ; au sud-Loire, la Bastière à Vertou (inscrit, 1997), les Clérais, à Vallet (inscrit, 1997) et les Montis, à Haute-Goulaine (inscrit, 1997). Il convient d'ajouter le château de la Varenne, à la limite de la Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire (inscrit, 1992). Mais de tous les édifices néo-classiques du pays Nantais, la Noë Bel-Air, à Vallet (classée, 1974), demeure la villa la plus ambitieuse dans sa composition, avec sa grande façade à loggia.



Château de Raguin, détail de la chambre à alcôve - Chazé-sur-Argos (49)

Les grands décors, témoignant de riches programmes décoratifs, ont également fait l'objet de mesures de protection significatives. Parmi les décors néo-gothiques, il convient de citer ceux de Brézé (classé, 1979), Challain (inscrit, 1980) et Chanzeaux (inscrit, 1980). Pour la période classique, le salon de marbre de la Lorie à la Chapelle-sur-Oudon (Maine-et-Loire), a été classé en 1979. De très beaux décors peints du XVII<sup>e</sup> siècle ont été également protégés : les salons de Goué à Fougerolles-du-Plessis (classé, 1973), la chambre et le cabinet - entre autres - de la Roche-Pichemer à Saint-Ouen-des-Val-lons (classé, 1973), puis les deux chambres de Raguin, à Chazé-sur-Argos (classées, 1994), en Maine-et-Loire, et le cabinet Bleu de la marquise de Sablé au château de Bourgon, à Montourtier (classé, 1996) ou, plus modestement, la chambre d'apparat du château du Fresne, à Champéon (classée, 2008), en Mayenne. Sans compter la salle des Batailles et la chapelle de Boisdoulet, à Saint-Célerin (inscrites, 1996), en Sarthe.



Château de la Noë Bel-Air Vallet (44)

Peu de châteaux viticoles sont protégés à ce jour en Pays de la Loire, mais il convient de citer à nouveau la villa néo-classique palladienne de la Noë-Bel Air, à Vallet, en Loire-Atlantique, dont les communs (inscrits, 1998) appartiennent à la typologie de l'architecture rustique italienne, à proximité du foyer clissonnais.

Les sites fortifiés, quant à eux, ont bénéficié de révisions ou d'extensions de protection, corrélativement au développement de l'archéologie du bâti et de la castellologie : il n'est que de citer les remparts de Clisson (inscrits, 2004), en Loire-Atlantique, et ceux de Montaigu (inscrits, 2011), en Vendée.

Enfin, les jardins historiques sont considérés comme des monuments vivants depuis la Charte de Florence (1982). À ce titre, ils entrent pleinement dans le champ d'application de la loi de 1913. C'est ainsi que la protection des châteaux a pris progressivement en compte la notion de domaine en incluant les communs et les dépendances, le pigeonnier, les jardins avec leurs fabriques et leur réseau hydraulique, les murs de clôture et l'emprise foncière du domaine. Le parc de la Noë Bel-Air, comprenant une partie dévolue à l'agrément et l'autre à l'agriculture, a fait l'objet d'une protection en ce sens (inscrit, 1999), ainsi que le domaine de Challain (inscrit, 2004), tandis que celui de Bussy-Fontaines aux Verchers-sur-Layon (inscrit, 2012), en Maine-et-Loire, a été protégé en raison de sa composition architecturale, paysagère et végétale et de la structure de ses jardins d'eau.



Château de Bussy-Fontaines Les Verchers-sur-Layon (49)



Château de Brignac Seiches-sur-le-Loir (49), non protégé



# Les limites de la loi de 1913 et l'évolution du rôle des châteaux



Château de Brissac, vue sur le parc depuis le belvédère  
Brissac-Quincé (49)

À l'heure où une nouvelle loi pour le patrimoine est en préparation, la loi de 1913 présente bien sûr des limites. Longtemps, au XX<sup>e</sup> siècle, deux critères ont été retenus pour la protection au titre des monuments historiques : l'histoire et l'art. Or, l'historiographie des châteaux s'est considérablement accrue, les champs de l'histoire n'ont cessé de s'étendre et de se diversifier et l'interprétation de ces critères s'est élargie. Les critères de protection tiennent ainsi compte des châteaux qui présentent un intérêt public au point de vue de la mémoire ou des sciences et techniques, à l'exemple du château de Bonrepos, en Haute-Garonne (classé, 2008), où Pierre-Paul Riquet, utilisant les dispositions naturelles de son parc, a conçu les aménagements hydrauliques qui devaient permettre l'alimentation en eau de son futur canal du Midi. En Sarthe, le château de Dobert (inscrit, 1989), à Avoise, a été protégé avec l'ensemble de ses bâtiments d'accompagnement, son aqueduc et son système d'irrigation, en raison de ses liens avec le mouvement physiocratique au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Par ailleurs, la loi de 1913 ne prend pas en compte le monument dans sa globalité, avec son décor, les collections et les meubles meublants qui en sont indissociables sur le plan historique ou artistique. On touche ici au problème de la distinction entre immeuble par nature et immeuble par destination, ainsi qu'à celui du maintien *in situ* des immeubles par destination et des objets mobiliers, comme

l'a montré le démantèlement des collections des ducs de La Rochefoucauld à la Roche-Guyon (1987) ou, plus récemment, celui de la bibliothèque des ducs de Luynes à Dampierre (2013). En revanche, à Brézé (Maine-et-Loire), la chambre de l'évêque de Moulins est classée au titre des monuments historiques (1979), tandis que le mobilier néo-gothique de la «chambre de Monseigneur» est classé au titre des objets mobiliers (1983).

La loi de 1913, complétée par la loi sur les perspectives monumentales (1930) et celle sur les abords (1943), ne prend en compte ni l'environnement des châteaux ni leur insertion paysagère dans l'espace urbain ou rural. Aujourd'hui, la signification du monument dans l'organisation du parcellaire, la proportion entre l'architecture, le parc et le paysage constituent des éléments d'appréciation à part entière de la protection au titre des monuments historiques.

Les châteaux sont des lieux palimpsestes : demeures seigneuriales, habitations privées, entreprises ; ils ne sont pas réduits à l'état de symboles d'une société et d'un art de vivre battus en brèche lors du cataclysme de la Première Guerre mondiale et définitivement disparus avec la seconde. Ils affirment désormais leur rôle en tant qu'acteurs du développement économique, contribuant non seulement à l'industrie du tourisme, mais aussi à l'activité de nombreux métiers d'art et à la politique d'aménagement du territoire.

## Notes

1 - Il n'est que de citer : *La Galerie armoricaine* (1845), *Nantes et la Loire-Inférieure* (1850), *La Vendée* (1845-1848), *Le Maine et L'Anjou historiques, archéologiques et pittoresques* (1861-1862) et *La Bretagne contemporaine* (1865).

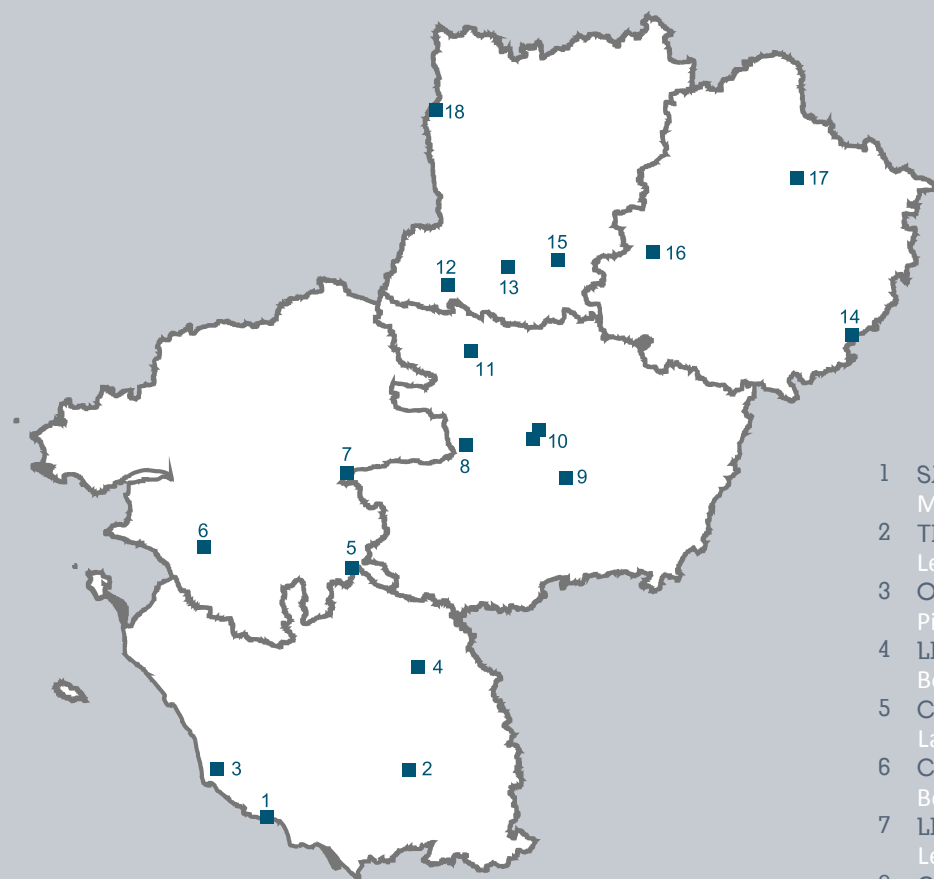
2 - Claude MIGNOT, *L'Architecture au XIX<sup>e</sup> siècle*, Office du Livre, 1983, p.56-57.

3 - Philippe GRANDCOING, *Les demeures de la distinction, châteaux et châtelains au XIX<sup>e</sup> siècle en Haute-Vienne*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 1999, p.81.

4 - François BERCÉ, *Des monuments historiques au patrimoine du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, p. 81 : «Entre le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle, le concept de château subit une mutation de sens infiniment plus grande que celle des églises et des cathédrales (...). La protection des monuments (...) ne s'appliqua en effet que très lentement à l'habitation, qui relevait du domaine privé».

5 - Victor HUGO, «Guerre aux démolisseurs». *Revue des Deux Mondes*, période initiale, tome 5, 1832, p 607-622.





- 1 SAINT-VINCENT-SUR-JARD  
Maison de Clemenceau
- 2 THIRÉ  
Le Bâtiment
- 3 OLONNE-SUR-MER  
Pierre Levée
- 4 LES HERBIERS  
Boistissandeau
- 5 CLISSON  
La Garenne-Lemot
- 6 CHÉMÉRÉ  
Bois Rouaud
- 7 LE CELLIER  
Les Folies Siffait
- 8 CHAMPTOCÉ-SUR-LOIRE  
Château du Pin
- 9 BRISSAC-QUINCÉ  
Château
- 10 ANGERS  
Couvent du Carmel  
Monastère des Bénédictines  
du Calvaire  
Prieuré de la Baumette
- 11 LA CHAPELLE-SUR-LOUDON  
La Lorie
- 12 CRAON  
Château
- 13 SAINT-SULPICE  
La Rongère
- 14 PONCÉ-SUR-LE-LOIR  
Château
- 15 MESLAY-DU-MAINE  
Les Arcis
- 16 SAINT-CHRISTOPHE-EN-CHAMPAGNE  
La Massonnière
- 17 BONNÉTABLE  
Château
- 18 LA PELLERINE  
Jardin de la Pellerine

# LES PARCS ET JARDINS, UNE RECONNAISSANCE TARDIVE

Noëlle Combe, chargée d'études documentaires



Jardins du château de Ponce-sur-le-Loir (72), p 50  
Classés le 21 janvier 1999



# LES PARCS ET JARDINS, UNE RECONNAISSANCE

Sur la liste publiée le 18 avril 1914, seuls quelques parcs et jardins sont classés au titre des monuments historiques : le parterre d'un château du Calvados, les parcs du château de Versailles, les Tuileries, le parc du château d'Azay-le-Rideau. Ce dernier, faisant exception pendant de longues années encore, est un parc paysager qui doit sans doute son classement, le jour même de son acquisition par l'État en 1905, au souci de préserver ce qu'il reste d'un domaine déjà fortement démembré. Pour un autre, à Saint-Gabriel-Brécy dans le Calvados, ce sont les « dispositions architectoniques et décoratives » du jardin du château qui sont classées, c'est-à-dire les terrasses, emmarchements et balustrades. Le libellé de l'arrêté de classement montre bien qu'on ne retient alors du jardin que sa composante architecturale. L'élément végétal censé habiter le jardin y est totalement absent. Il faut attendre 1946 pour qu'un premier jardin soit classé au titre des monuments historiques en Pays de la Loire. Il s'agit de l'ancien prieuré de la Baumette à Angers. Ce premier exemple constitue même un contre-exemple. En effet, rédigeant son avis sur le classement du prieuré, Bernard Vitry, alors architecte en chef des monuments historiques chargé du département du Maine-et-Loire, ne manque pas de s'attarder sur les jardins, décrivant une flore à la fois locale et méditerranéenne qui

s'épanouit sur les terrasses creusées dans le schiste, s'étaguant jusqu'à la rivière. Cette protection au titre des monuments historiques vient d'ailleurs se superposer à la protection au titre de la loi de 1930<sup>1</sup>, la Baumette étant classée comme site pittoresque depuis 1935.

De nombreux jardins d'établissements religieux seront protégés au cours des années qui suivent, qu'il s'agisse des jardins du couvent du Carmel ou des Bénédictines du Calvaire à Angers en 1963 et 1964, ou encore du couvent de la Charité d'Évron en Mayenne. Ces jardins sont considérés comme une partie intégrante de la composition bâtie, de dimensions relativement réduites, enchâssés entre des murs protecteurs et, pour les couvents qui abritent encore des religieuses, indissociables de la vie même de la communauté. Ils se composent, surtout lorsqu'il s'agit d'une communauté installée en ville, du jardin du cloître et du jardin potager, ce dernier, avec ses allées régulières, qualifié parfois, à tort, de jardin « à la française ».

Ce sont ces jardins « à la française », ou plus justement réguliers, qui font l'objet des premières protections et ce jusqu'à la fin des années 1970. L'intérêt porté à ces jardins revêt une signification plus large que leurs seules qualités historiques et artistiques. Comme le rappelle Monique Mosser, « la

«résurrection» de Le Nôtre et l'élaboration de son culte » est née au lendemain de la guerre de 1870 et le classement des grands domaines nationaux, symbole de la France du Grand Siècle participait alors à exacerber le sentiment national et « c'est bien sûr l'Angleterre et son style paysager » informe » qui serviront de repoussoir en ce qui concerne l'art des jardins<sup>2</sup> ».

En 1949, le parc clos de murs du château de Pierre Levée à Olonne-sur-Mer, ne suscite sans doute l'intérêt que parce qu'il accompagne une demeure longtemps attribuée à l'architecte Ange-Jacques Gabriel, auquel on doit le Petit Trianon de Versailles<sup>3</sup>. Les jardins du château de Boistissandeau aux Herbiers sont inscrits en 1958, les parterres de broderies, antérieurs à 1800, ayant conservé leur dessin, et, lorsqu'on envisage la protection des châteaux de Craon en Mayenne ou de la Lorie à La Chapelle-sur-Oudon en Maine-et-Loire, les parcs et jardins ne sont pas étudiés dans leur totalité. Seuls bénéficient d'une protection « les parterres devant le château » pour le premier et les « jardins à la française » pour le second, sans préciser que ces parterres sont de 1934 et ces jardins à la française dus à l'intervention du paysagiste Édouard André au début du XX<sup>e</sup> siècle.

## TARDIVE

Très rares alors, et pour plusieurs décennies, sont les parcs paysagers protégés au titre des monuments historiques. Encore ne le sont-ils que très partiellement et uniquement parce qu'ils constituent l'écrin d'un édifice plus ancien. Tel est le cas du « parc paysagiste » - le terme lui-même est hésitant - du château de Brissac à Brissac-Quincé (Maine-et-Loire), classé en novembre 1958 : à peine un tiers de la composition paysagère est retenu.

Comment s'étonner que le parc paysager, style voué aux gémonies depuis les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, ne retienne pas l'attention, quand on sait qu'il a fallu attendre 1975 pour que l'architecture du XIX<sup>e</sup> siècle soit jugée digne d'être reconnue...

Certes, les parcs et jardins ont peu de place dans les dossiers documentaires antérieurs aux années 1980, mais l'histoire de l'art des jardins en est alors à ses balbutiements. L'accélération du phénomène d'étalement urbain provoque une prise de conscience de la menace qui pèse sur un certain nombre de grands domaines et une opération de recensement des « jardins d'intérêt botanique, historique ou paysager », est lancée par le Ministère de l'environnement et du cadre de vie, opération à laquelle sera associé le Ministère de la culture en 1984.



Jardins de la Rongère - Saint-Sulpice (53)

Parallèlement à la redécouverte, sur le terrain, de ce patrimoine oublié, les historiens de l'art commencent à étudier les théoriciens des jardins, les grands créateurs, les architectes paysagistes et leurs œuvres.

Enfin, l'ICOMOS (Conseil international des monuments et des sites) élabore une charte, dite « Charte de Florence<sup>4</sup> », adoptée en décembre 1982 et chargée de définir les méthodes spécifiques à l'étude et à la conservation de ce patrimoine. L'article 1<sup>er</sup> en est ainsi rédigé : « Un jardin historique est une composition architecturale et végétale qui, du point de vue de l'histoire ou de l'art, présente un intérêt public. Comme tel, il est considéré comme un monument ».

Désormais, un parc ou un jardin n'est plus considéré comme l'accompagnement ou l'écrin d'une œuvre architecturale, mais comme une œuvre d'art à part entière. L'enseignement de l'histoire de l'art des jardins avait été jusqu'alors très peu abordé à l'université. Le Ministère de la culture, affichant sa volonté de porter une attention

soutenue à la protection des parcs et jardins met en place, au milieu des années 1980, des cycles de formation destinés au personnel chargé de la protection des monuments historiques et aux chercheurs des services régionaux de l'Inventaire. Le travail conjoint de ces deux services a permis d'aboutir au classement du domaine de la Garenne-Lemot à Gétigné (Loire-Atlantique), le 14 mars 1988.

Dès lors, un château ou un hôtel particulier urbain n'est plus étudié sans son jardin ou son parc. Le jardin est parfois classé alors que l'édifice qu'il accompagne n'est qu'inscrit, comme c'est le cas pour les parcs et jardins de la Rongère à Saint-Sulpice (Mayenne), classés en 1991. Au Cellier (Loire-Atlantique) les Folies-Siffait, jardin-paysage ou paysage jardiné habité de fausses ruines, mais sans demeure, est inscrit en juillet 1992. Ainsi, sur les cent parcs et jardins protégés au titre des monuments historiques en Pays de la Loire au 31 décembre 2000, plus de la moitié l'ont été au cours de la décennie 1991-2000.





LA GARENNE-LEMOT - Gétigné (44), p 47

© D. Pillet

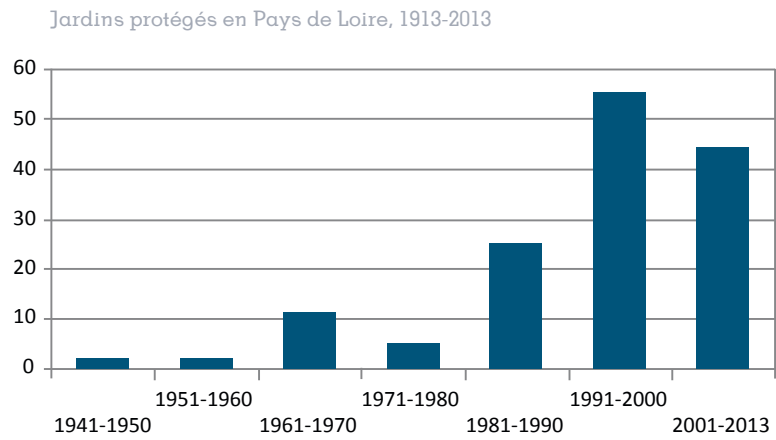


Jardin de La Pellerine (53)  
Labellisé "Jardin remarquable"



Parc du château de Montertreau - Parigné-le-Pôlin (72)  
Classé le 13 septembre 2012





Mais ce n'est pas seulement le nombre de protections qui évolue. Comme on a vu, au cours des quatre vingts premières années du XX<sup>e</sup> siècle, s'élargir la notion de patrimoine (des vestiges archéologiques vers les édifices religieux, les châteaux, le patrimoine industriel, le patrimoine scientifique et technique de la Préhistoire et du Moyen Âge vers l'époque moderne), la recherche s'est ouverte aux créations des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.

Si les premiers jardins protégés sont pour la plupart des jardins réguliers, aux structures bien reconnaissables car souvent construites avec murs, terrasses, escaliers, portails monumentaux et allées plantées, on a su reconnaître tout l'intérêt présenté par les grandes compositions paysagères du XIX<sup>e</sup> siècle, d'autant plus que le vieillissement de leurs structures, essentiellement végétales, menaçait leur existence même. Si les parterres réguliers du château de Craon ont été classés en 1971, son parc paysager a été inscrit en 1990. Le vaste parc du château de Bonnétable (Sarthe), dû aux paysagistes Denis et Eugène Bühler, est inscrit en novembre 1991, et le parc du Bois-Rouaud à Chéméré (Loire-Atlantique), dessiné par Édouard André et complété par son fils René-Édouard au début du XX<sup>e</sup> siècle, est inscrit en novembre 2001.

Cette nouvelle politique de protection n'empêche aucunement de continuer de s'attacher à la préservation des jardins plus anciens en reprenant des protections partielles comme au château de Ponce-sur-le-Loir (Sarthe) ou aux Arcis à Meslay-du-Maine (Mayenne), dont les arrêtés successifs d'inscription ont suivi l'évolution générale : protection du donjon en 1954, d'une tour couverte en dôme en 1958, des façades et toitures et de partie des décors intérieurs en 1980 pour aboutir, en février 2006, à une reprise totale englobant notamment les anciens jardins Renaissance qui, depuis, ont été restaurés. Le jardin « anglais » des Arcis était alors mal connu... Mais il est des jardins atypiques qui ne peuvent être rattachés à une période ou à un courant artistique et dont l'intérêt réside tout entier dans le lien intime entre le créateur et son jardin. Il en va ainsi du jardin de Georges Clemenceau à Saint-Vincent-sur-Jard (Vendée), né de la passion de l'homme politique et de son amitié avec le peintre des nymphéas de Giverny. À Thiré, toujours en Vendée, le chef d'orchestre William Christie a voulu un jardin à la démesure de son talent et de sa passion pour la musique baroque... Moins connu sans doute, le peintre Pierre

Kendall-Bushe et ses jardins de la Massonnière à Saint-Christophe-en-Champagne (Sarthe), créés en 1950 et inscrits dès 1988.

Bien que les protections de jardins du XX<sup>e</sup> siècle soient peu nombreuses en Pays de la Loire, on remarque une des dernières créations de Jules Vacherot au château de Lorrière à Dissé-sous-le-Lude (Sarthe) et les jardins du Pin à Champtocé-sur-Loire (Maine-et-Loire), créés vers 1925 par un propriétaire américain aidé d'un architecte anglais, dans le goût Arts and Crafts, ces derniers inscrits en 2011.

La prise de conscience de l'intérêt de préserver ces œuvres d'art en grande partie composées d'éléments vivants et par conséquent éminemment mortelles, a également provoqué un regain d'intérêt pour l'art des jardins, délaissé depuis les années 1930, et le Ministère de la culture a d'ailleurs souhaité encourager la création contemporaine, notamment par la mise en place d'un concours de portée européenne récompensant les jeunes paysagistes de moins de 35 ans.<sup>5</sup>

Cette « patrimonialisation » des parcs et jardins, s'est accompagnée de leur redécouverte par les propriétaires eux-mêmes désormais regroupés en associations de sauvegarde, et d'un engouement du public dès la création, en 1988, de l'opération nationale « Visitez un jardin en France », jamais démenti avec les « Rendez-vous aux jardins » qui se déroulent chaque année le premier week-end de juin.

Depuis 2004, le label « jardin remarquable », attribué par le Ministère de la culture à des parcs et jardins anciens ou contemporains, protégés au titre des monuments historiques ou non, vient mettre l'accent sur des compositions de qualité, abritant des végétaux rares, bénéficiant d'un entretien rigoureux et ouverts au public. Dans les Pays de la Loire, dix-sept parcs et jardins ont à ce jour reçu ce label.



Jardin du Bâtiment - Thiré (85)

## Notes

1 - Intégrée aujourd'hui au code de l'environnement (*livre III*, « Sites naturels », titre IV, articles L341 et suivants).

2 - Monique MOSSER et Georges TEYSSOT (dir.), *Histoire des jardins de la Renaissance à nos jours*, Paris, Flammarion, 1991, rééd. 2002. p. 442.

3 - Construit en réalité par Nicolas Ducret, collaborateur de Gabriel.

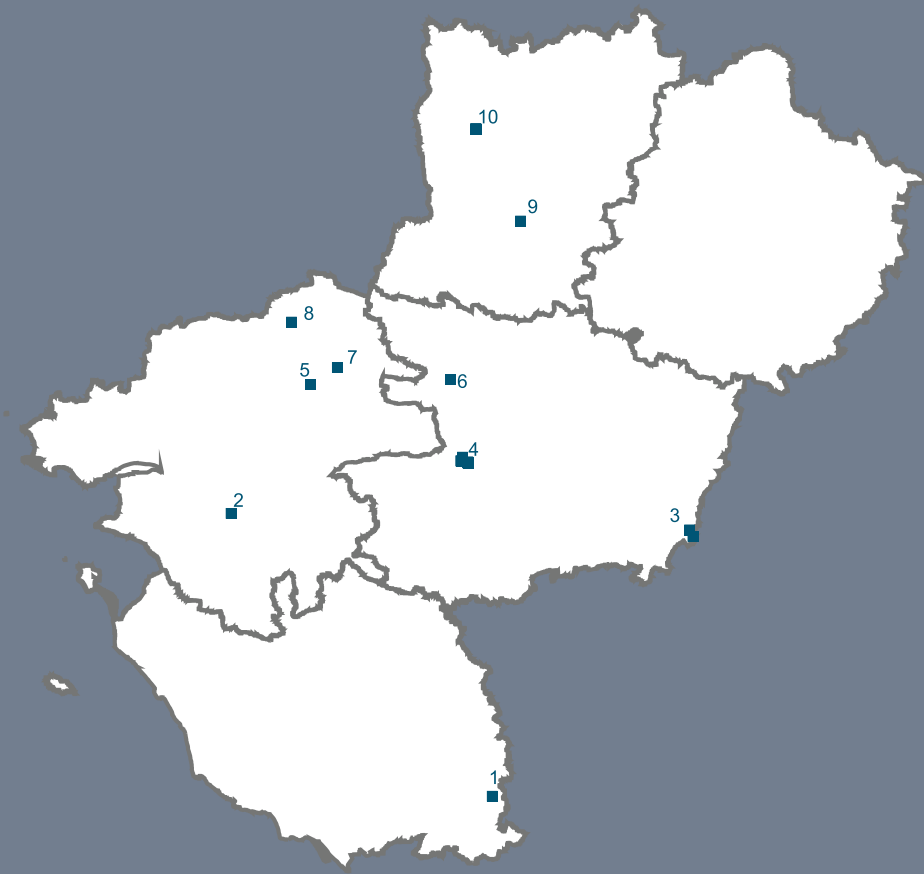
4 - La Charte de Florence, rédigée par le Comité international des jardins historiques de l'ICOMOS complète les chartes internationales de restauration sur les monuments bâtis d'Athènes (1931) et de Venise (1964).

5 - Créé en 2006 ce concours vient compléter un concours instauré en 1980 pour les jeunes architectes et porte désormais le nom d' « Albums des jeunes architectes et paysagistes ».



Château de Ponce-sur-le-Loir - Terrasse Caroline (72) - Classée le 26 janvier 1989





- 1 FOUSSAIS-PAYRÉ  
Fours à chaux de Payré
- 2 COUËRON  
La Tour à Plomb
- 3 TURQUANT  
Moulin à vent du Val-Huin  
Moulin de la Herpinière
- 4 MONTJEAN-SUR-LOIRE  
Grand chevalement et fours à chaux  
Sites chaufourniers  
Complexe chaufournier de Pincourt
- 5 ABBARETZ  
Les forges de la Jahotière
- 6 ANGRÉ  
Fours à chaux
- 7 MOISDON-LA-RIVIÈRE  
Forge neuve
- 8 SION-LES-MINES  
Forge de la Hunaudière
- 9 PARNÉ-SUR-ROC  
Fours à chaux
- 10 CHAILLAND  
Grande forge

# LE PATRIMOINE INDUSTRIEL : RARE ET ÉPHÉMÈRE

Alain Delaval, chargé d'études documentaires principal



Site chaufournier de Châteaupanne  
Montjean-sur-Loire (49), p 55



# LE PATRIMOINE INDUSTRIEL : RARE ET ÉPHÉMÈRE

L'intérêt pour l'architecture industrielle a émergé en France avec un certain retard sur la Grande-Bretagne ou les États-Unis, dans les années 1970, avec l'extinction progressive des centres industriels historiques en voie d'obsolescence et d'abandon. En 1978, le CILAC (Comité d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel), tout juste créé, éditait *L'archéologie industrielle en France* et en 1979, était instituée une mission interministérielle orientée sur ce thème, (la MIDIST). En 1983, alors que les premières mesures de protection au titre des Monuments historiques de ces ouvrages voyaient le jour, était créée la cellule du patrimoine industriel au sein du service de l'Inventaire général, alors service de l'État au Ministère de la culture.

À cette époque, la part de l'architecture industrielle dans l'ensemble du parc d'immeubles classés ou inscrits n'était que de 3%. Le champ thématique de l'architecture industrielle est vaste et complexe à appréhender. Les

témoins architecturaux de l'histoire industrielle en bon état et ayant conservé une authenticité suffisante sont rares, car sujets à perpétuelles transformations ou à abandon lorsqu'ils ne sont plus en activité. Ces ouvrages industriels sont souvent dans un état de dégradation et de désaffectation qui pose problème au regard des critères d'appréciation en vue d'une mesure de protection au titre des Monuments historiques, notamment quand ils ont perdu leur matériel technique ou fonctionnel qui en font l'intérêt complémentaire : une mine sans son chevalement, une manufacture sans ses machines sont plus des lieux de mémoire que des monuments. C'est ce qui explique en partie que les protections au titre des Monuments historiques du patrimoine industriel surviennent tardivement.

En outre, la région des Pays de Loire, traditionnellement rurale et agricole, ne comprend que des zones d'activité industrielle lourde circonscrites à certaines villes comme Nantes et Saint-Nazaire, Angers et Le Mans dans une moindre mesure. Or, les témoins de cette histoire industrielle ont en grande partie disparu ou ne subsistent qu'à l'état de vestiges épars. De l'industrie majeure de construction navale de Nantes, par exemple, ne subsistent que quelques éléments isolés sur l'île de La Prairie-au-Duc : les deux

grues Titan, dont l'une est classée Monument historique au titre des objets mobiliers (27 mai 2005), et une cale de lancement des anciens chantiers Dubigeon (desquels est sorti notamment le trois-mâts Belem, lui-même classé Monument historique comme objet mobilier en 1984), conservées comme reliques sacrées dans le cadre d'un réaménagement du site en parc d'attractions touristiques.

La protection du patrimoine s'est avant tout intéressée aux sites industriels anciens et désaffectés, notamment les industries métallurgiques comme la Forge neuve de Moisdon-la-Rivière (Loire-Atlantique), inscrite le 20 novembre 1985, les forges de La Jahotière à Abbaretz (Loire-Atlantique), inscrites le 14 mars 1986, les forges de La Hunaudière à Sion-les-Mines (Loire-Atlantique), partiellement classées le 6 juillet 1987, la grande forge de Chailland (Mayenne), inscrite le 23 juillet 1992.

En outre, dans le champ du patrimoine industriel, celui des activités agro-alimentaires (meunerie, sucrerie, brasserie...) produisait au niveau national 80% des immeubles industriels protégés. Cette tendance s'est illustrée dans les Pays de la Loire notamment avec une campagne de recensement et de protections de moulins à vent, très nombreux sur le territoire, particulièrement dans

Forges de la Jahotière  
Abbaretz (44)



© B. Renoux - Région des Pays de la Loire

le Maine-et-Loire, avec une typologie de moulins dits « caviers » très typiques de ce pays. À la suite de cette campagne, menée entre 1975 et 1990 par l'Association des moulins de l'Anjou (AMA) et soutenue par l'Architecte départemental des Monuments historiques, Henri Enguehard, vingt-neuf moulins ont été inscrits, notamment le moulin cavier de La Herpinière à Turquant, et un classé, le moulin du Val Hulin à Turquant. Il faut reconnaître à ce sujet que cette catégorie architecturale ressortit à une activité plutôt artisanale qu'industrielle au sens fonctionnel du terme.

Au début des années 1980, l'intérêt pour le patrimoine industriel a encouragé des associations locales à prendre en charge la sauvegarde et la restauration de sites d'activités industrielles plus diversifiées, notamment les fours à chaux, nombreux dans ces régions aux sols calcaires. Il a également suscité plusieurs mesures de protection, notamment les fours de La Veurière à Angrie (Maine-et-Loire), inscrits le 25 mars 1980, le four de Payré à Foussais-Payré (Vendée), inscrit le 6 novembre 1980, ceux de Parné-sur-Roc (Mayenne), inscrits le 22 mars 1983, et surtout l'important site chauxfournier de Châteaupanne à Montjean-sur-Loire (Maine-et-Loire), appartenant à la société J.J. Carnaud-Forges de Basse-Indre, inscrit le 7 avril 1987.



Moulin cavier de la Herpinière - Turquant (49)

© F. Lasa - Région des Pays de la Loire



Forge de Chailland (53)



Four à chaux  
Angrie (49)



Enfin, le faible intérêt manifesté par les propriétaires de ces sites industriels pour leur conservation dans le temps au-delà de leur période d'activité n'a pas favorisé la prise de mesures de protection. En effet, plusieurs usines des débuts de l'époque industrielle liées à l'énergie hydraulique, sur la vallée de la Sèvre nantaise, ont conservé leurs bâtiments anciens, désaffectés, mais encore entiers sinon intacts. L'un des plus remarquables exemples de ces usines-moulins à eau, le moulin à papier de Liveau à Gorges (Loire-Atlantique), très bel exemple de construction dans le style italienisant diffusé, depuis Clisson, par le sculpteur François-Frédéric Lemot, est resté presque intact, notamment pour le grand bâtiment de séchage du papier. Pourtant, les propriétaires de ce moulin, qui n'en avaient plus l'usage, n'ont ni sollicité, ni appuyé une proposition de protection au titre des Monuments historiques.

L'ancienne papeterie a finalement été rachetée par la commune de Gorges et une activité de mise en valeur patrimoniale a pu être organisée grâce à la Fondation du Patrimoine et au mécénat du groupe pétrolier Total, sans qu'ait été sollicitée l'aide de l'État à travers une protection au titre des Monuments historiques. Une situation inverse s'est produite pour la tour de fabrication de plombs de munitions de chasse de Couëron (Loire-Atlantique), désaffectée mais partie intégrante d'une usine en activité. On connaissait plusieurs autres sites de production de ce type dans la région : la tour de Launay à Nantes, construite en 1830, détruite en 1961, la tour de La Roche-de-Mûrs, à Mûrs-Érigné (Maine-et-Loire), également disparue, et la tour Laumonnier à Angers, construite en 1905. Cette dernière, bien conservée avec ses bâtiments annexes, fit l'objet le 13 juillet 1984 d'une instance de

classement, pour surseoir à une démolition imminente approuvée par le maire d'Angers. Cette mesure d'urgence, rarement prise, aurait dû permettre d'évaluer, pendant le délai de douze mois donné par la loi, l'intérêt présenté par la tour et de mener les démarches tendant à obtenir l'accord pour le classement de la société propriétaire et l'approbation du maire d'Angers. Devant l'opposition persistante de ces derniers à la conservation de la tour Laumonnier, le ministre Jack Lang en autorisa finalement la démolition, par lettre du 4 juillet 1984, estimant que la tour de Couëron, dont on découvrirait soudain l'intérêt, compenserait la perte de la tour angevine. Elle fut classée le 11 février 1993.



Site chauxfournier de Châteaupanne  
Montjean-sur-Loire (49)

La spécificité de l'architecture industrielle rend difficile sa conservation au moyen d'une mesure de classement ou d'inscription. En effet, pour demeurer un témoin significatif, il faut qu'une unité de production industrielle ait conservé son matériel et ses installations, ce qui est rarement le cas. Les établissements industriels viables ont souvent été transformés et adaptés à de nouvelles normes de production, sans parler des normes d'équipements relatifs à la sécurité et à l'hygiène du travail. Ceux qui sont restés dans un état historique remarquable sont le plus souvent abandonnés et en mauvais état. Par ailleurs, ceux qui ont pu conserver un état historique riche et complet ne peuvent plus fonctionner en l'état, à moins de ne plus se livrer qu'à une activité de conservation d'une technique et d'un mode de production, c'est-à-dire une fonction pédagogique dans un cadre purement culturel.

Or les réglementations d'ordre sécuritaire et sanitaire interdisent, la plupart du temps, le maintien en activité de ces matériels. Par ailleurs, une unité de production industrielle encore en état de fonctionner est toujours assujettie à la fiscalité professionnelle et commerciale, situation qui n'est pas forcément compatible avec une activité réduite à une animation patrimoniale. Ce fut le cas de la minoterie de La Roche à Fontenay-le-Comte (Vendée). Cet ancien moulin à eau, construit à une époque ancienne sur le cours de la Vendée en amont de la ville, modernisé vers 1840 avec l'installation d'une turbine, fut entièrement reconstruit après un incendie en 1936 en minoterie moderne, entièrement mécanisée, sur quatre niveaux, et produisant différents types de farines panifiables ou destinées à l'alimentation du bétail. Lors de la cessation d'activité du minotier en 1992, cette minoterie était encore dans son état d'origine, y compris son matériel et en parfait état de fonctionnement. Cet état exceptionnel pour un établissement industriel motiva l'inscription de la minoterie en totalité par arrêté du 3 septembre 2003. Mais les difficultés rencontrées par la suite pour maintenir cette activité dans un objectif purement culturel et pédagogique, face aux obligations de mise aux normes de l'édifice et de ses matériels dans le cadre d'une ouverture au public et surtout face au maintien du régime fiscal de catégorie professionnelle, empêchèrent la poursuite d'un projet de présentation patrimoniale du site et la minoterie fut désinscrite par arrêté du 3 novembre 2011.

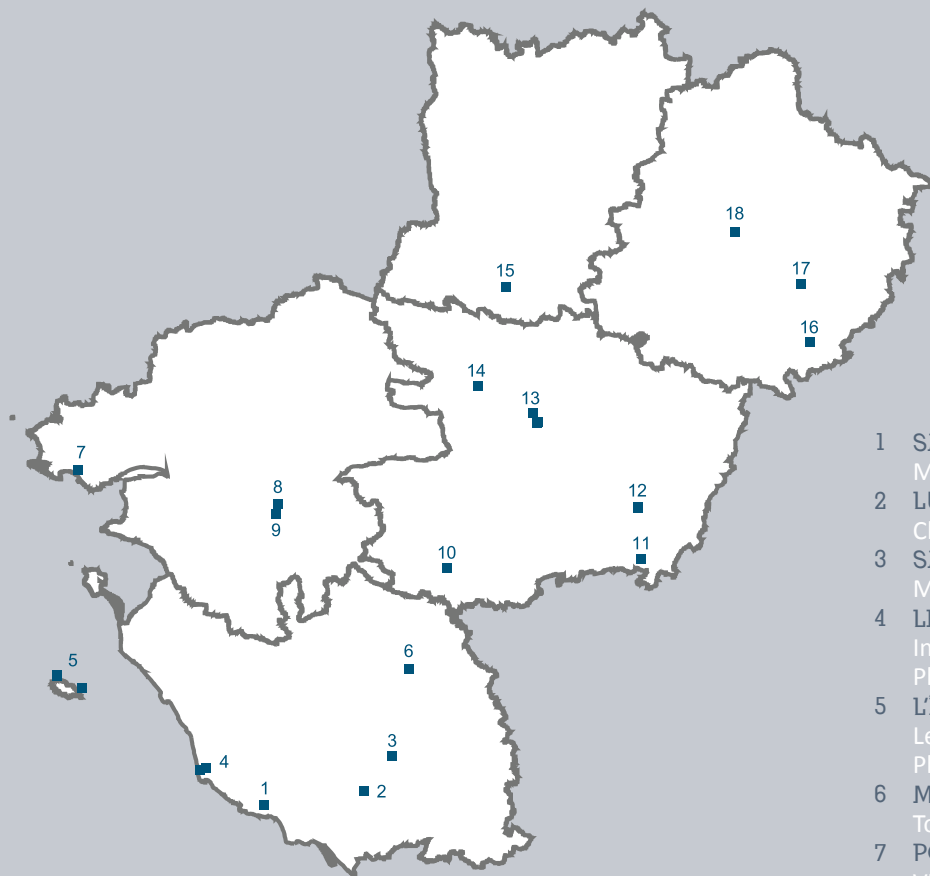
Le patrimoine industriel représente un champ important de l'activité historique des sociétés modernes et une priorité pour le Ministère de la culture. Longtemps négligé, voire ignoré des services chargés de la protection des Monuments historiques, il reste peu protégé dans cette région, même si l'on tient compte du caractère limité de ce patrimoine sur ces territoires et des pertes importantes survenues, avant que la prise de conscience de son intérêt et de sa précarité ait amorcé une action.

Le caractère très spécifique de ce patrimoine et les difficultés rencontrées pour en assurer la conservation apportent peut-être une limite à l'efficacité de la loi de 1913, sans doute pas vraiment adaptée à cette problématique. Celle-ci nécessitera toujours, plus que pour d'autres patrimoines, l'engagement des propriétaires et de concours financiers importants, qu'ils viennent de la puissance publique ou du privé ; la simple mesure de classement ou d'inscription ne pouvant à elle seule en assurer la garantie. Malgré tout, si la prise de conscience de la valeur culturelle du patrimoine industriel et technologique s'accroît dans les couches les plus larges de la société, on peut estimer que des mesures de classement ou d'inscription peuvent encore être prises dans l'avenir sur des éléments encore mal identifiés ou faisant l'objet d'une désaffection de la part du grand public.

La tour à plomb  
Couëron (44)







- 1 SAINT-VINCENT-SUR-JARD  
Maison de campagne de G. Clemenceau
- 2 LUÇON  
Château d'eau et ancienne usine
- 3 SAINTE-HERMINE  
Monument à G. Clemenceau
- 4 LES SABLES-D'OLONNE  
Immeuble dit «Villa Mirasol»  
Phare de l'Armandèche
- 5 L'ÎLE D'YEU  
Le Grand phare de l'Île d'Yeu  
Phare des Corbeaux
- 6 MOUCHAMPS  
Tombe de G. Clemenceau
- 7 PORNICHET  
Villa «Ker Souveraine»
- 8 NANTES  
Brasserie La Cigale
- 9 REZÉ  
Cité Radieuse
- 10 CHOLET  
Église du Sacré-Coeur
- 11 MONTREUIL-BELLAY  
Vestiges du camp d'internement  
de nomades
- 12 ROU-MARSON  
Château de Marson
- 13 ANGERS  
Bâtiment Compagnie Française  
d'Aviation  
Maison Bleue
- 14 LA POUÈZE  
Chevalement d'ardoisière en bois
- 15 CHÂTEAU-GONTIER  
Café Béguin-Peltier
- 16 MARÇON  
Restaurant scolaire
- 17 LE GRAND-LUCÉ  
Hôtel Bléteau
- 18 LE MANS  
Autogare de la S.T.A.O.

# LE PATRIMOINE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Philippe Gros, attaché des services déconcentrés,  
correspondant pour le patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle



Phare de l'Armandèche - Les Sables-d'Olonne (85), p 64



# LE PATRIMOINE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

«1914 : l'événement bouleversant. Alors tout y a été à coup de mitraille, dans les esprits aussi. Tout fut dit et fait. Le monde ancien fut brisé, foulé refoulé, enterré », Le Corbusier, *Vers une architecture*, 1923.

La « Belle Époque » des premières années du XX<sup>e</sup> siècle s'est achevée tragiquement avec le séisme de la Première Guerre mondiale. L'une des premières applications de la loi de 1913 sur les monuments historiques concerne les « édifices » du XX<sup>e</sup> siècle liés aux champs de bataille de la Grande Guerre. Ainsi, le 1<sup>er</sup> septembre 1920, la plateforme de tir d'artillerie située à Zillisheim dans le Haut-Rhin, pointée vers Belfort pendant les combats, est classée, devenant ainsi le premier monument historique du siècle. La Seconde Guerre mondiale sera elle aussi suivie d'une vague de protections, dont les « lieux de mémoire » témoins de la barbarie nazie.

Il faut attendre la fin des années 1950 pour que la valeur esthétique des premières œuvres architecturales du XX<sup>e</sup> siècle soit reconnue, avec notamment le théâtre des Champs-Élysées d'Auguste Perret, dont la façade est ornée de bas-reliefs de Bourdelle, construit en 1913 et classé le 11 décembre 1957. Il s'agit de la première œuvre « moderne » protégée pour l'intérêt de son architecture et la notoriété de ses auteurs.

En 1959, André Malraux est nommé ministre d'État, chargé des Affaires culturelles. Jusqu'au début des années 1960, les réticences restent très fortes pour la protection des édifices appartenant à la période contemporaine (de la Révolution à nos jours), le cadre chronologique ne dépassant pas en amont les bornes de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. François Loyer, historien de l'art et de l'architecture des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, explique cette difficulté par « la barrière de la Révolution française » qui « exprimait symboliquement cette césure entre un système politique ou une civilisation dépassée et les idéaux propres au monde contemporain<sup>1</sup> ».

C'est l'implication d'André Malraux pour sauver la villa Savoye à Poissy, véritable icône du Mouvement moderne, construite entre 1928 et 1931 par Le Corbusier, ainsi que le risque de dénaturation qui menaçait le site de Ronchamp en Franche-Comté, qui va relancer le mécanisme de la protection. La « liste Malraux », engagée en 1962 et concrétisée en 1963, par un groupe de travail, en est à l'origine. On retrouve dans ce groupe les architectes Albert Laprade, Louis Arretche, Albert Marrast et André Wogenscky, sous la direction de Maurice Besset, conservateur du musée d'Art moderne et Ionel Schein, architecte-urbaniste et journaliste à la revue *L'Architecture d'aujourd'hui*. Ils se voient confier le choix des édifices à

protéger et le groupe de travail se sépare après avoir adopté la liste de Besset et Schein amendée. Celle-ci est essentiellement fondée sur la notoriété de quatre architectes : Hector Guimard, Tony Garnier, Auguste Perret et Le Corbusier. Si elle faisait sauter le verrou chronologique, la commission ne chercha pas à définir une doctrine ou à établir des critères clairs et applicables ultérieurement. Cette première vague de protections répond à l'attente de Max Querrien, directeur de l'architecture entre 1963 et 1968, souhaitant que l'on ne retienne que « des témoignages authentiques des aspirations du milieu social [...] qui donnent une réponse claire et significative à un programme caractéristique de son époque » et que l'on écarte des « œuvres singulières ». Elle répondait aussi à l'opiniâtre attente de Le Corbusier qui sollicitait d'urgence la protection de ses immeubles de Paris (dans les rues du Docteur-Blanche et Nungesser-et-Coli) et de Rezé. C'est ainsi que la Maison radieuse de Rezé, construite entre 1953 et 1955, est inscrite, façades et couvertures, le 16 septembre 1965. Cette protection succède à celle de La Cité radieuse de Marseille, réalisée entre 1947 et 1952, inscrite en 1964, du vivant de Le Corbusier qui meurt le 27 août 1965. Seuls Maurice Novarina et Le Corbusier ont été consacrés de leur vivant. Pour ce dernier, dix édifices sur les douze proposés par

La Maison radieuse - Rezé (44)



lui-même seront protégés entre 1964 et 1967. Onze édifices sont aujourd'hui classés et quatorze sont inscrits<sup>2</sup>.

Les choix du groupe de travail célébraient presque exclusivement l'avant-garde sociale et esthétique du Mouvement moderne dans une logique de « panthéonisation ». Pour François Loyer, « le monument historique cesse d'être une forme de l'ailleurs (d'avant la Révolution française), il devient le modèle d'une nouvelle culture, celle de la modernité dont on préserve jalousement les premiers témoignages<sup>3</sup> ».

L'Art Nouveau accompagne néanmoins cet événement à travers la redécouverte d'Hector Guimard, particulièrement à l'occasion de l'exposition « *Les Sources du XX<sup>e</sup> siècle - les arts en Europe de 1844 à 1914* » au Musée national d'Art moderne de Paris en 1960. Après un siècle marqué par une architecture de référence où il était toujours question de néo (néo-roman, néo-gothique, néo-Renaissance), l'apparition de l'Art Nouveau a manifesté une rupture emprunte d'innovations, de créativité de jeunesse, en étant souvent dédié aux théâtres, casinos restaurants, brasseries. La brasserie « La Cigale », place Graslin à Nantes,

réalisée en 1894 par Emile Libaudière, voit ainsi son décor intérieur classé le 12 octobre 1964. Se libérant de l'historicisme par un « geste magnifique » ou l'on « secoue les nippes d'une vieille culture » selon Le Corbusier, l'Art Nouveau est considéré comme le premier style du XX<sup>e</sup> siècle. Il est pourtant le bouquet final de l'invention décorative de l'éclectisme du siècle finissant, sa brièveté (1893-1902) et sa désuétude rapide en moins de dix ans en apportent d'ailleurs la preuve<sup>4</sup>.

De cette première phase exclusivement pilotée depuis le cabinet du ministre, il faut retenir que de 1964 à 1967, près de la moitié des édifices de la « liste Malraux » sera protégée par un arrêté d'inscription. À la fin de la période de Malraux (1969) il y avait environ cinquante bâtiments protégés, presque exclusivement à Paris et dans sa très proche banlieue.

L'effacement de la césure chronologique symbolique opérée par la liste Malraux ouvre de nouveaux champs avec l'avènement d'une seconde phase de protections. Comme précédemment, celle-ci s'ouvre à l'occasion d'événements qui cristallisent la question de la protection du patrimoine du XIX<sup>e</sup>

siècle : l'emblématique destruction des halles de Baltard entre 1971 et 1973, et le sauvetage *in extremis* de la gare d'Orsay inscrite en 1973. A ces épisodes succède rapidement la campagne thématique de protection lancée en 1974 par Bruno Foucart, alors conseiller technique au cabinet du ministre Michel Guy. Faisant appel aux conservateurs régionaux des bâtiments de France, il établit avec Christian Prévost-Marcilhacy une liste de trois cents bâtiments des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Cette liste fait la synthèse des différents courants qui ont contribué à élargir la notion de monument historique. La poursuite de l'effort mené par l'équipe d'André Malraux se concrétise dans la protection des œuvres des grandes figures du Mouvement moderne laissées de côté dans les années 1960. Le nombre de protections du XX<sup>e</sup> siècle quadrupla et, en 1979, on comptait deux cents édifices protégés. Ce mouvement se poursuivit sur sa lancée tout au long des années 1975-1984, s'appuyant notamment sur la Déclaration d'Amsterdam adoptée par vingt-cinq pays européens mettant l'accent sur l'élargissement de la notion de patrimoine aux sites urbains et quartiers anciens. Dans la région des Pays de la Loire, cette deuxième phase de protections, encore caractérisée par un centralisme tout juste atténué par la consultation des services régionaux du Ministère de la culture, ne se manifeste que par l'inscription, en 1975, d'un immeuble de villégiature dit « Villa Mirasol », construit en 1930 par Maurice Durand (décor sculpté de Maurice Legendre) aux Sables-d'Olonne en Vendée. Le vocabulaire architectural et décoratif de ses façades (oriels encadrés de pilastres, guirlandes de fleurs, coquille et tête de Neptune) satisfait plus les



fantaisies d’une esthétique balnéaire que la recherche d’un style Art Déco proprement dit en vogue à cette époque.

En 1982, le rapport de Max Querrien intitulé *Pour une nouvelle politique du patrimoine* renouvelle la politique patrimoniale du Ministère de la culture en la fondant sur l’histoire sociale des mentalités et des études typo-morphologiques. Cette troisième période se caractérise par un travail à partir de listes thématiques et non plus territoriales : la Direction de l’architecture met en place des études thématiques entre 1974 et 1979, débutant par les boutiques et les commerces. La protection est élargie à des catégories jugées significatives : le patrimoine industriel, ferroviaire, ainsi que les édifices du quotidien comme les boutiques, les cafés, les brasseries, les restaurants et les salles de spectacles, les hôpitaux, les piscines... La thématique était à la fois technique (le premier mur-rideau par exemple) et sociale (la première cité-jardin) et recoupait la chronologie. La double extension chronologique et typologique du champ des protections a pour conséquence de permettre l’émergence d’une multitude d’expressions ayant appartenu aux époques et aux milieux les plus divers. « Dans cette perspective », écrit François Loyer, « un pavillon de banlieue, une ancienne usine ou un blockhaus de la ligne Todt sont aussi significatifs qu’une cathédrale gothique ou un château classique »<sup>5</sup>. Comme en 1974, l’implication des services régionaux fut toute relative mais, à partir de 1984, avec la création des Commissions régionales du patrimoine historique archéologique et ethnologique (CO.RE.P.H.A.E), découlant des lois de décentralisation de 1982-1983, les responsabilités se déplacent partiellement du centre vers la

périphérie. La déconcentration qui en découle consacre la participation des associations, des élus et des experts auprès de l’administration. Elle prolonge les campagnes thématiques nationales comme le patrimoine industriel, technique et architectural du XX<sup>e</sup> siècle.

Dans la région des Pays de la Loire, la protection du patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle ne redémarre qu’à l’extrême fin des années 1980, sans orientation thématique, avec l’inscription, en 1989, et le classement en 1991, de l’église du Sacré-Coeur de Cholet (1937-1941, architecte Maurice Laurentin). Avec son ossature en béton armé mais aux formes héritées du XIX<sup>e</sup> siècle, cette église sera le seul édifice religieux protégé du XX<sup>e</sup> siècle jusqu’en 2011, avant l’inscription partielle ou en totalité de l’ensemble paroissial Sainte-Thérèse à Nantes comprenant l’église, le presbytère et le groupe scolaire Sainte-Agnès - Théophane Venard, (architecte René Ménard, 1935-1949-1961). L’église illustre une fois encore une absence de renouvellement formel. Comme celle de Cholet, elle est proche des églises de Dom Bellot, le « poète de la brique »<sup>6</sup>, qui adopte la technique de l’ossature en béton armé avec parement de briques mais qui rejette l’esthétique dépouillée des modernes

qu’il considère comme athée. Le groupe scolaire appartient, après la période des écoles « Jules Ferry » édifiées de 1887 à 1914, à la deuxième vague de construction d’établissements, marquée par la modernisation de l’architecture scolaire. Son revêtement de briques est l’un des aspects formels marquants de cette architecture des années 1930. En 2004, sont inscrits les bâtiments de la Compagnie française d’aviation que l’architecte Ernest Bricard réalise à Angers entre 1938-1939. Cet ensemble s’ajoute à la typologie des établissements d’enseignement de cette époque, en reprenant leur organisation spatiale caractérisée par un bâtiment de composition symétrique autour d’un portique à escalier principal et de grandes baies vitrées pour les salles de cours du rez-de-chaussée. À l’intérieur, le sol du portique est recouvert d’une vaste mosaïque d’Isidore Odorico fils (1893-1945), l’un des promoteurs de l’art de la mosaïque en France et dépositaire de la tradition des mosaïstes italiens. Odorico est issu d’une famille italienne venue du Frioul, région du nord-ouest de l’Italie, afin de travailler dans le bâtiment, notamment pour l’immense chantier de l’Opéra Garnier à Paris. Isidore Odorico que l’on retrouve à Rou-Marson en Maine-et-Loire



Eglise Sainte-Thérèse et groupe scolaire Sainte-Agnès - Nantes (44)



Compagnie française d’aviation - Angers (49)

lorsqu’il réalise la mosaïque de la piscine monumentale construite en 1930 dans le parc du château de Marson, inscrite en 1991, et à Angers, où il intervient sur les façades de la « Maison Bleue » (1927-1929, architecte Roger Jusserand), immeuble de sept étages de béton armé, intégralement recouvert de mosaïques bleues et or, partiellement inscrit en 1998.

Cette période faste correspond au plein épanouissement de l’Art déco des années 1920-1935. Ce courant stylistique, qui satisfait le désir de modernité des Français pendant ces deux décennies qui séparent les guerres mondiales, est également représenté avec la gare routière construite par la Société des Transports de l’Ouest (S.T.A.O.) en 1935 au Mans (labellisé patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle en 2003, partiellement inscrite en 2008). Cette structure en béton armé se caractérise notamment par un hall de voyageurs couvert par une coupole de béton et pavés de verres sertis.

Peut-être plus encore qu’avec la « Villa Mirasol » de 1930, construite par Maurice Durand aux Sables-d’Olonne, la villa « Ker Souveraine », édifiée cinq ans plus tôt par les architectes nantais Georges Vachon et Adrien Grave à Pornichet en



Autogare - Le Mans (72), cliché S.T.A.O.

Loire-Atlantique s’affranchit du style Art Déco pour satisfaire un goût balnéaire particulièrement éclectique. Cet édifice n’en est pas moins la seule architecture du XX<sup>e</sup> siècle à avoir fait l’objet d’une instance de classement en 2001, pour être finalement inscrit en totalité en 2002.

Depuis le rapport Querrien, l’extension des champs de protection mis en œuvre par la CO.RE.P.H.A.E et la Commission régionale du patrimoine et des sites (C.R.P.S), qui lui succède en 1997, s’est traduite dans les années 1990 par la diversité des typologies abordées : l’architecture commerciale à Château-Gontier en Mayenne avec le café Béguin-Peltier, inscrit en 1990 et l’hôtel Bléteau, inscrit en 1993 au Grand-Lucéen Sarthe; l’architecture funéraire et commémorative en Vendée à Mouchamps où se trouve la tombe de Georges Clemenceau inscrite en 1998 et à Sainte-Hermine où a été érigé le monument à Georges Clemenceau, inscrit la même année. Sa maison de campagne de Saint-Vincent-Sur-Jard, acquise par l’État en 1932 a été classée monument historique en 1970 ; le génie civil est représenté à Luçon (Vendée) par le château d’eau et l’ancienne usine électrique attenante, inscrit en 1991 et classé en 1992.



Villa Ker Souveraine - La Baule (44)

La Maison Bleue - Angers (49)







Château d'eau  
de Luçon (85)

Construit en béton armé selon le système Hennebique, de 1912 à 1913, ce château d'eau était destiné à desservir en eau potable la nouvelle caserne de cavalerie installée en 1913.

Au titre de l'architecture industrielle, le chevalement d'ardoisière de La Pouëze (Maine-et-Loire) a été inscrit en 1999. Construit en bois en 1920, selon un type très répandu avant la guerre de 1914, il était le seul protégé dans cette typologie. Malheureusement, cet édifice s'est effondré en 2012 après une tempête.

Il faut attendre les années 2000 pour que soient protégées deux architectures conformes ou apparentées à l'esthétique du Mouvement moderne avec, en premier lieu, le restaurant scolaire de Marçon en Sarthe, construit entre 1956 et 1958 par le cabinet de Le Corbusier, sous la direction d'André Wogenscky. Pendant deux décennies, il est le collaborateur le plus proche de Le Corbusier, devenant son chef d'agence puis son associé. Il a notamment joué un rôle décisif dans l'édification des Unités d'Habitation de Marseille et de Rezé-lès-Nantes. Peu après l'inauguration de cette dernière, il prend ses distances avec l'illustre architecte puis démissionne de l'atelier et crée sa propre agence en 1956. Comme la villa Savoye en son temps, le restaurant scolaire synthétise les « Cinq points d'une architecture nouvelle » énoncés par Le Corbusier et Pierre Jeanneret.<sup>7</sup>

Cantine scolaire  
de Marçon (72)



Deuxième édifice apparenté à ce courant architectural, la maison construite, pour lui-même, par l'architecte Yves Moignet, en continuité de ses bureaux professionnels à Angers en 1960. Il s'agit de la « Maison-Clairière », labellisée « patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle » en 2003 et inscrite en 2004.

Aucune grande thématique d'initiative locale ou nationale n'a été abordée à l'exception de celle consacrée aux « phares et balises », présentée en C.R.P.S. en 2011. Un phare du XX<sup>e</sup> siècle a été classé, le phare de l'Armandèche aux Sables-d'Olonne (1967), et deux autres inscrits : le Grand phare et le phare des Corbeaux de l'Île d'Yeu (1950). Le phare de l'Armandèche et celui des Corbeaux sont l'œuvre de l'architecte sablais Maurice Durand. Né le 6 décembre 1884 aux Sables-d'Olonne, c'est en 1913 que ce jeune architecte réalise ses premiers travaux sur la promenade du Remblai dans cette même ville. Le phare de l'Armandèche témoigne de l'extraordinaire évolution stylistique de l'auteur de l'immeuble de villégiature « Villa Mirasol ». Il est également l'édifice le plus récent protégé au titre des monuments historiques, marquant ainsi la limite chronologique haute du corpus régional.

Si le passage au XX<sup>e</sup> siècle marque pour Le Corbusier un passage du palais à la maison, il est aussi pour Paul Virilio, philosophe et urbaniste, « un passage de la gloire à la négativité ». À travers deux guerres mondiales, ce siècle empli d'horreurs nous a rappelé que « la civilisation n'est qu'une mince pellicule au-dessus d'un chaos brûlant » (F. Nietzsche) : la protection des édifices du XX<sup>e</sup> siècle s'était ouverte symboliquement en 1920 avec la plate-forme de tir d'artillerie de Zillisheim en Alsace, elle se poursuit, en 2010, en Maine-et Loire,

avec l'inscription des vestiges de l'ancien camp d'internement de Montreuil-Bellay, puis son classement en 2012, venant ainsi rappeler la « violence du siècle ».<sup>8</sup>

Avec vingt-trois édifices ou sites du XX<sup>e</sup> siècle protégés au titre des monuments historiques (dont cinq classés partiellement ou en totalité) sur plus de 2000, soit environ 1 % du corpus, la région des Pays de la Loire se situe en deçà d'une moyenne nationale d'environ 4 %. Les réalisations situées dans l'entre-deux guerres constituent près de la moitié des protections et six édifices sont construits après 1945. En France, le XX<sup>e</sup> siècle, plus destructeur qu'aucun siècle précédent, est le siècle qui a le plus construit. Durant cette période, l'exode rural a concouru à une urbanisation généralisée et concentrée. Les trois quarts du parc des logements sont construits après 1914, dont 60 % réalisés durant les quatre dernières décennies, confirmant l'analyse de Le Corbusier lorsqu'il déclarait : « La grande affaire, c'est le logement ». Face à cette densité de production parfois écrasante, à son hétérogénéité, à l'apparition de nouveaux champs patrimoniaux, quels choix opérer pour reconstituer une histoire, en déceler son patrimoine, pour identifier et éventuellement protéger les traces d'un passé proche sans tomber dans « le complexe de Noé » selon l'expression de Françoise Choay ? La référence à la Genèse et au déluge destructeur « tend à mettre à l'abri dans l'arche patrimoniale l'ensemble exhaustif des nouveaux types constructifs apparus au cours de cette période ».<sup>9</sup> Cette tentative doit être écartée et la protection au titre de la loi de 1913 ne peut être la solution unique en l'absence de recul historique suffisant.

En 1999, le Ministère de la culture a créé le label « Patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle »<sup>10</sup> en vue d'identifier et de signaler les édifices et ensembles urbains qui, parmi les réalisations architecturales de ce siècle, sont autant de témoins matériels de l'évolution technique, sociale, politique et culturelle de notre société. À la différence de la protection au titre des monuments historiques, ce label, déclinaison nationale d'une recommandation du Conseil de l'Europe de 1991, est sans incidence juridique et financière sur les édifices et ensembles urbains concernés.

En aucun cas le label ne se substitue à la protection et il n'en constitue pas systématiquement l'antichambre. Pour le Conseil de l'Europe, « l'architecture du XX<sup>e</sup> siècle fait partie intégrante du patrimoine historique de l'Europe [...] la sauvegarde et la mise en valeur de ses éléments les plus significatifs répondent aux mêmes objectifs et aux mêmes principes que ceux de la conservation du patrimoine architectural dans son ensemble [...]». Une absence d'intérêt suffisant pour la conservation de ce patrimoine s'accompagnerait de pertes irréparables et priverait les générations futures de cet instant de la mémoire européenne ». <sup>11</sup> C'est donc bien à la fois un objectif patrimonial et culturel que poursuit la mise en œuvre du « label Patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle » décerné depuis 2003 à trente-huit édifices ou groupes d'édifices dans la région des Pays de la Loire. Des études thématiques comme le patrimoine religieux, le « Mur de l'Atlantique », les grands magasins, le patrimoine industriel, ont révélé des architec-

tures dont la qualité a quelquefois conduit la C.R.P.S. à demander l'ouverture d'un dossier de protection. Le travail de recensement et de recherche en cours permet aujourd'hui de mieux apprécier les réalisations entreprises durant la période postérieure à 1945. Il met souvent en évidence les qualités, la richesse et la diversité de ce patrimoine récent fréquemment menacé car souvent méconnu.

## Bibliographie et notes

Actes du colloque « *Architectures et patrimoines du XX<sup>e</sup> siècle, de l'indifférence à la reconnaissance* », intervention de François Barré, Directeur de l'architecture et du patrimoine entre 1996 et 2000, 9 et 10 novembre 2006 à Saint-Nazaire, C.A.U.E. de Loire-Atlantique.

LE CORBUSIER, Introduction au I<sup>er</sup> vol. de l' *Œuvre complète*, 1910-1929, Les Éditions d'Architecture.

Françoise HAMON, « Architecture du XX<sup>e</sup> siècle, le patrimoine protégé », In *Histoire de la protection du patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, ENP, 1998.

François LOYER, « Le XX<sup>e</sup> siècle », In *Le Grand Atlas Universalis de l'architecture mondiale*, 1988.

*Odorico 100 ans de mosaïques*, Musée de Bretagne, Ed. Apogée, 2009.

1 - François LOYER, « Le XXI<sup>e</sup> siècle face à son héritage », *Urbanisme*, n°369, nov-déc 2009, p.85-88.

2 - Françoise CHOAY, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1999, nouv. éd. 2007, p.11.

3 - François LOYER, *Ibid.*

4 - En 1893, Victor Horta construit l'hôtel Tassel à Bruxelles, considéré comme le premier édifice de style Art Nouveau.

5 - François LOYER, *Ibid.*

6 - Nicole TARDIF-PAINCHAUD, *Dom Bellot et l'architecture religieuse au Québec*, Presses de l'Université de Laval, 1978, p.37.

7 - A l'occasion de la réalisation de deux maisons dans la cité expérimentale du Weissenhofsiedlung à Stuttgart, les cinq principes de ce nouveau code architectural sont publiés dans la revue *L'Architecture Vivante*, n°17, 1927.

Ces « cinq points d'une architecture nouvelle » sont : les pilotis, les toits-terrasses, le plan libre, la fenêtre en longueur, la façade libre

8 - Selon l'expression d'Annette VIEWORKA historienne, spécialiste de la Shoah et de l'histoire des Juifs au XX<sup>e</sup> siècle

9 - Françoise CHOAY, *Ibid.*, p.156.

10 - Circulaire du Ministère de la culture et de la communication n°2001/006 du 1<sup>er</sup> mars 2001 relative à l'institution d'un label Patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle.

11 - Conseil de l'Europe, Comité des ministres, Recommandation n°R (91) 13.



# LE PATRIMOINE COMMÉMORATIF

Christophe Batardy, ingénieur d'études



- 1 SAINT-VINCENT-SUR-JARD  
Maison de campagne de G. Clemenceau
- 2 SAINTE-HERMINE  
Monument à G. Clemenceau
- 3 MOUCHAMPS  
Tombe de G. Clemenceau
- 4 TORFOU  
Monument au commandant Guilbaud
- 5 MONTREUIL-BELLAY  
Colonne commémorative
- 6 SAINT-FLORENT-LE-VIEIL  
Verstiges du camp d'internement de nomades
- Chapelle Cathelineau
- Colonne commémorative



Colonne de Saint-Florent-le-Vieil (49), p 68



# LE PATRIMOINE COMMÉMORATIF

Un certain nombre de lieux et édifices des Pays de la Loire, inscrits parmi les monuments historiques, relèvent de ce que l'on appelle « le patrimoine commémoratif ». On trouve dans cette catégorie tous types d'édifices, colonnes, sculptures, mais également de simples lieux témoignant, sous forme de traces, d'un événement historique.

C'est sur le territoire de Saint-Florent-le-Vieil en Maine-et-Loire que se situent deux de ces édifices. La colonne dite « de la Duchesse d'Angoulême », installée sur un promontoire qui domine la Loire a été inscrite en 2010. Inaugurée en 1828, elle commémore le passage en 1823 de la duchesse, fille aînée de Louis XVI, venue rendre hommage au combat des Vendéens de 1793. La chapelle Cathelineau, édifée quant à elle plus tardivement, entre 1856 et 1858 par le comte Théodore de Quatrebarbes, pour recevoir les sépultures du général Cathelineau, chef des armées de Vendée mort en 1793 et de son fils décédé en 1832, a été elle aussi inscrite en 2010.

Chapelle Cathelineau  
Saint-Florent-le-Vieil (49)



Monument au commandant Guilbaud  
Mouchamps (85)

La colonne de Torfou, également en Maine-et-Loire, érigée en 1826 par le marquis de la Bretesche célèbre pour sa part la dernière victoire vendéenne le 19 septembre 1793. Elle a été inscrite en 2012. Ces trois lieux sont des témoins forts des guerres de Vendée et en entretiennent le souvenir. Leur réalisation au XIX<sup>e</sup> siècle s'inscrit dans une volonté de marquage royaliste du territoire, à travers une mémoire légitimiste. Pour cette raison on peut qualifier ces trois édifices de monuments politiques.

Le XX<sup>e</sup> siècle est lui aussi représenté en Pays de la Loire par plusieurs monuments historiques commémoratifs. C'est le cas du monument de Mouchamps (Vendée), érigé en mémoire du commandant René Guilbaud, aviateur, enfant du Pays. La sculpture, réalisée en 1930 par les frères Jean et Joël Martel, représente un avion planté dans le sol, en hommage à l'aviateur, dont l'hydravion s'écrasa en juin 1928 alors qu'il portait secours au général Nobile perdu au pôle Nord.



## DES MONUMENTS EN MÉMOIRE À GEORGES CLEMENCEAU

La première guerre est largement illustrée dans la région par la figure de Georges Clemenceau, né à Mouilleron-en-Pareds (Vendée) en 1841 et dont la maison de campagne à Saint-Vincent-sur-Jard est propriété du Ministère de la culture. Georges Clemenceau fut Président du Conseil de 1917 à 1920. Négociateur du traité de Versailles en 1919, surnommé « Père la Victoire », il se retira de la vie politique après avoir été battu à l'élection présidentielle en 1920. Il séjourna de nombreuses fois, entre 1920 et 1929, à Saint-Vincent-sur-Jard au lieu-dit « le Belesbat », dans une demeure acquise en 1919. Décédé à Paris en 1929, il est inhumé dans son département d'origine, non loin de la demeure familiale à Mouchamps, aux côtés de son père. Après son retrait de la vie politique, Georges Clemenceau partagea les dernières années de son existence entre Paris, son appartement rue Franklin, et la Vendée à Belesbat. La maison ainsi que le jardin furent classés au titre des monuments historiques en juillet 1970. L'arrêté de classement ne précise pas les raisons de la protection, indiquant seulement qu'il s'agit de la « maison de campagne de Georges Clemenceau ». C'est effet une demeure modeste, de plain pied. Proche de la forêt domaniale de Longeville, elle fait face à la mer.

Clemenceau y rédigea un certain nombre d'ouvrages, dont « *Au soir de la pensée* », qui sera publié en 1927 et « *Grandeurs et misères d'une victoire* » son dernier ouvrage, publié après sa mort, dans lequel il évoque ses désaccords avec Foch. Il y reçut également bon nombre de personnalités et se consacra à son jardin, dans les dunes, y accueillant le peintre Monet, ami de longue

date, qui séjourna à Belesbat du 4 au 11 octobre 1921.

La demeure d'origine est composée de quatre pièces disposées en long, auxquelles furent ajoutés, à partir de 1921, un kiosque et un salon d'été pour recevoir les visiteurs. Clemenceau ne fut pas seulement un homme politique de premier plan ; il se révéla également un amateur éclairé de l'art japonais. De nombreux objets sont ainsi présentés à Saint-Vincent-sur-Jard, dont une belle collection d'estampes. Cet ensemble mobilier ne représente néanmoins qu'une infime partie de ce que fut sa collection. Mis en cause dans l'affaire du canal de Panama, en 1894, il dut en effet vendre une partie de ses objets. Par ailleurs, en 1939, ses héritiers cédèrent une grande partie de la collection, aujourd'hui visible au musée des Beaux-Arts de Montréal.

La maison de Saint-Vincent-sur-Jard n'est pas le seul lieu commémoratif protégé lié à la mémoire de Georges Clemenceau. Le monument appelé « Clemenceau dans la tranchée » sur le territoire de Sainte-Hermine, ainsi que le lieu d'inhumation de Georges Clemenceau à Mouchamps, sont inscrits depuis le 15 juillet 1998.

Le monument de Sainte-Hermine est l'œuvre de François-Léon Sicard, un ami de Clemenceau. Après la Grande Guerre, la commune où Georges Clemenceau a passé une partie de son enfance décida, par souscription, d'engager la construction d'un monument en hommage au « Père la Victoire ». Le monument est inauguré en présence de Clemenceau lui-même le 2 octobre 1921. La sculpture, réalisée sur place par l'artiste, représente Georges Clemenceau debout en haut d'une motte, vêtu

Monument à Georges Clemenceau  
Sainte-Hermine (85)



d'un long manteau et d'un bonnet, entouré de six poilus, sculptés dans un même bloc suggérant que tous sont pris dans la boue des tranchées. Endommagé en 1941, le monument fut restauré en 1942 par le sculpteur Paul Belmondo. La tombe de Clemenceau est également protégée au titre des monuments historiques. Conformément à son souhait, Georges Clemenceau fut inhumé aux côtés de son père, le 24 novembre 1929, à proximité de la demeure familiale, le château du Colombier (Mouchamps). Les deux tombes, séparées seulement par une grille, forment un monument funéraire très dépouillé. Rien ne permet de distinguer la tombe du père de celle du fils. Seule une stèle, qui tourne le dos aux sépultures, solennise le lieu. Celle-ci est également l'œuvre de Sicard.



Maison de campagne  
de Georges Clemenceau





Ces trois protections, portées par le personnage de Clemenceau, s’inscrivent dans l’affirmation de la Vendée comme « région mémoire »<sup>1</sup> ; l’histoire sert ici à entretenir l’originalité de ce territoire. Le musée des deux victoires à Mouilleron-en-Pareds, commune de naissance du Maréchal De Lattre de Tassigny et de Clemenceau, œuvre également à la patrimonialisation de la mémoire de l’ancien Président du Conseil.

Ironie de l’histoire, la demeure de Belesbat où séjourna Georges Clemenceau signataire du traité de Versailles et partisan du « faire payer l’Allemagne » se trouve à proximité de blockhaus, vestiges du mur de l’Atlantique, érigés par les Allemands lors de la Seconde Guerre mondiale. Pour ce qui relève de la Seconde Guerre mondiale, le classement en 2012 du camp de nomades de Montreuil-Bellay, en Maine-et-Loire, est venu compléter la liste des lieux déjà protégés en France, qui témoignent des politiques de déportation et d’internement entre 1939 et 1946, en y intégrant l’histoire particulière que fut celle des nomades.

Le camp de concentration de Natzweiler-Struthof en Alsace fut en partie protégé dès 1947, mais il faudra attendre les années 2000 et un nouveau regard porté par les plus hautes instances de l’État sur la politique de Vichy pour que plusieurs lieux soient protégés, en hommage à l’ensemble des populations et groupes politiques ayant subi ces politiques de discrimination, voire d’élimination, comme la cité de la Muette à Drancy ou le camp des Milles dans les environs d’Aix-en-Provence<sup>2</sup>.

LE CAMP D’INTERNEMENT DE NOMADES À MONTREUIL - BELLAY

La commune de Montreuil-Bellay dans le département du Maine-et-Loire, a accueilli sur son territoire, à partir d’août 1942, le plus important camp d’internement de nomades en France, par le nombre d’internés et la superficie (9 hectares). En France alors, et ce depuis la loi de 1912, était considérée administrativement comme nomade, toute personne, quelle que soit sa nationalité qui n’avait pas de domicile fixe et qui n’exerçait pas la profession de forain. La loi instaura alors le carnet anthropométrique, individuel ou collectif, qui ne fut supprimé qu’en 1969.

La politique d’internement des nomades menée entre 1940 et 1946 a concerné environ 6000 individus, dont 2000 passèrent par le camp de Montreuil-Bellay. Ce lieu est le témoin topographique d’une période sombre de l’histoire française, que l’historien Pierre Laborie qualifie de « crise d’identité nationale ». Il est vrai que si l’internement des nomades en France fut une mesure administrative spécifique, elle ne fut pas isolée. En effet, la pratique de l’internement s’appliqua, entre 1938 et 1946, à de nombreux groupes de population. C’est ainsi qu’environ 600 000 personnes (étrangers indésirables, internés politiques, juifs, nomades...) furent internés dans près de 200 camps situés sur tout le territoire français. Le premier camp en France ouvrit ses portes à Rieucros, en Lozère, dès février 1939, c’est-à-dire avant le début du conflit, pour accueillir les « indésirables étrangers » en vertu du décret-loi du 12 novembre 1938. Il a concerné en particulier les républicains espagnols. Un an plus tard, le décret-loi du 18 novembre 1939 généralisa la loi

de 1938 en permettant d’interner « les individus dangereux pour la défense nationale » qu’ils soient français ou étrangers. A ce titre, en Pays de la Loire, le camp de Meslay-du-Maine en Mayenne fut l’un des principaux lieux de destination pour les internés communistes de la région parisienne.

Les nomades, quant à eux, firent l’objet de mesures de plus en plus contraignantes et ce avant même l’arrivée des Allemands. Ainsi le 22 octobre 1939, pendant la « drôle de guerre », un arrêté militaire interdit la circulation des nomades dans huit départements de l’Ouest, dont le Maine-et-Loire, territoires considérés comme sensibles au regard des impératifs de défense nationale. Le décret du 6 avril 1940, signé par le président Albert Lebrun, interdit la circulation sur l’ensemble du territoire français des personnes identifiées comme nomades par la loi de 1912 et déclare leur assignation à résidence dans une localité fixée par le préfet (une pour chaque département). Cependant, pour la plupart des historiens<sup>3</sup>, ce sont les Allemands qui furent à l’origine de l’internement des nomades en zone nord. Selon eux, c’est l’ordonnance du 4 octobre 1940 prise par Hans Speidel<sup>4</sup>, responsable du « commandement militaire en France » (le MBF : Militärbefehlshaber in Frankreich) qui déclencha l’internement systématique des nomades. Par cette demande<sup>4</sup>, les autorités allemandes exigèrent en effet, pour la zone occupée, le transfert des nomades dans des camps d’internement « surveillés par les policiers français » et l’interdiction pour eux de franchir la ligne de démarcation. Les Allemands accentuèrent par ailleurs leur pression le 20 novembre 1940, avec la promulgation de l’ordonnance qui interdit l’exercice des professions ambulantes sur

toute la façade ouest (dont le Maine-et-Loire). De nombreux camps ont été ouverts et notamment dans l’ouest de la France. En zone sud, où ne s’appliquait que le décret du 6 avril 1940 et non les directives allemandes, il n’y eut pas d’internement systématique (cinq camps en zone sud sur la trentaine). Selon Jacques Sigot, historien, l’administration française s’appuya néanmoins presque toujours, en zone nord uniquement, sur la législation en vigueur avant l’invasion allemande pour justifier l’internement des nomades. Dans les archives du camp de Montreuil-Bellay<sup>5</sup>, la correspondance administrative se réfère en effet seulement aux décrets du 18 novembre 1939 et du 6 avril 1940.

Pourquoi Montreuil-Bellay ? Durant la drôle de guerre le Ministère de l’armement décida la construction, loin du front, d’un certain nombre de poudreries, dont l’une dans la commune de Montreuil-Bellay. Des baraquements en bois et en dur furent construits pour accueillir les ouvriers de la future usine. Mais le lieu fut vite abandonné avec l’avancée des troupes allemandes et, après l’armistice, les baraquements entourés dorénavant de barbelés, accueillirent pour quelques mois des prisonniers allemands et anglais. Le site de Montreuil-Bellay fut ensuite très vite choisi pour devenir un centre inter-régional d’internements de nomades. Ainsi, le 8 novembre 1941, le camp reçut les premiers nomades des camps dissous de la Morellerie (Indre-et-Loire) et de Coray ( Finistère). Le 3 août 1942, les 717 nomades de Mulsanne (Sarthe) furent transférés à Montreuil-Bellay. Ce jour-là, l’effectif maximum de 1086 internés fut atteint. Une fois les nomades internés, les Allemands se désintéressèrent de cette population.

En effet, la France ne faisait pas partie du Grand Reich, à l’intérieur duquel, en revanche, fut pratiquée la déportation des Tsiganes. Il n’y eut donc pas de déportation en camp de concentration ou en camp d’extermination des nomades internés dans les camps en France. Malgré sa dénomination administrative de « camp de concentration » jusqu’en 1943 le camp de Montreuil-Bellay ne peut donc pas être ainsi qualifié au regard de l’histoire.

Le 16 janvier 1945 les nomades de Montreuil furent transférés pour certains à Jargeau (Loiret) et pour d’autres aux Alliers (Charente) alors que d’autres encore furent libérés à cette occasion. La loi du 10 mai 1946 porta fixation de la date légale de fin des activités et abrogea *de facto* le décret du 6 avril 1940. C’est uniquement à cette date que prit donc fin officiellement l’internement des nomades en France. Le dernier nomade fut libéré le 1<sup>er</sup> juin 1946 du camp d’Angoulême.

Aujourd’hui, à l’emplacement du camp à Montreuil-Bellay, subsistent quelques vestiges. Une grande partie de l’ancien camp est un espace de prairie. Il est donc possible de lire la topographie du lieu sur le terrain ou par photographie aérienne. Le camp était entouré de deux lignes de barbelés et de deux miradors. L’enceinte était électrifiée et éclairée la nuit. C’est la police française qui en assurait la surveillance, par l’intermédiaire de gendarmes et de gardes civils. Les emmarchements qui subsistent témoignent, dans le paysage, de l’emplacement des baraquements servant à l’époque de logements, d’écoles, de chapelle. Une ancienne cave de ferme est encore visible sur place,

qui servait de prison pour le camp. De multiples graffitis y témoignent du passage en ces lieux de nombreuses familles de nomades. Les évasions n’étaient pas fréquentes dans ces camps. C’est *a priori* le contrôle social qui l’explique. Toute la famille était internée et il était donc difficile de s’enfuir tous ensemble. Les carnets anthropométriques individuels et collectifs étaient conservés par le directeur du camp rendant l’évasion encore plus compliquée. L’environnement extérieur était en outre plutôt hostile. Les maires de communes environnantes se plaignaient en effet de l’établissement de familles sur leur commune. Le camp pour nomades manquait de tout en matière d’hygiène, d’alimentation et d’approvisionnement. Ce fut un lieu de souffrance pour près de 2000 nomades privés de liberté et soumis à des conditions de vie très difficiles.

Après la « redécouverte » du camp de Montreuil-Bellay dans les années 1980 par Jacques Sigot, une stèle y fut déposée, en 1988, qui témoigne des événements qui s’y sont passés. Il est le seul sur une trentaine de camps, dont il subsiste des vestiges. Le camp de Montreuil-Bellay a été inscrit le 8 juillet 2010. Depuis 1990, le site est considéré comme un lieu de mémoire puisqu’il fait partie des six lieux où est allumée une flamme lors de la « *Journée nationale du Souvenir des victimes et héros de la Déportation* », chaque dernier samedi d’avril.



Vestiges du camp  
d'internement de nomades  
Montreuil-Bellay (49)

## Notes

1 - MARTIN Jean-Clément,  
« La Vendée région mémoire »,  
In *Les Lieux de Mémoire*, 1984

2 - Camp du Struthof :  
camp de concentration  
dates de protection 1947, 1950,  
1951, 2009, 2011

Camp de Rivesaltes :  
à l'origine pour les ressortissants  
étrangers se trouvant en France  
au moment de la déclaration  
de la guerre puis les juifs de la  
zone sud - date de protection  
2000

Cité de La Muette à Drancy :  
date de protection 2001

Camp Les Milles :  
camp de regroupement pour  
les antinazis allemands ou  
autrichiens, puis camp  
d'internement pour les juifs  
de Marseille -date de protection  
2004

Camp de Voves :  
internement des communistes -  
date de protection 2004

Gare de Bobigny :  
de 1943 à 1944 devient le  
principal lieu de départ des  
déportés juifs vers les camps  
d'extermination - date de  
protection 2005

Camp de Montreuil-Bellay :  
camp d'internement de nomades -  
inscription et classement :  
2010 et 2012

3 - D. Peschanski , E. Filhol  
4 - AN, AJ 40 885, n°2 Zigeuner:  
le 4 octobre 1940

5 - Archives départementales  
du Maine-et-Loire



# CONCLUSION

## LES MONUMENTS HISTORIQUES DE DEMAIN

Au cours du siècle écoulé, ce sont environ 1900 édifices qui ont été classés ou inscrits par l'État au titre des monuments historiques dans les cinq départements de l'actuelle région Pays de la Loire. Dans le même temps, le champ d'application de la législation protectrice de 1913 s'élargissait sans cesse, quittant le type traditionnel des édifices religieux et les canons de l'esthétique officielle pour aboutir aux symboles portant valeur de témoignage sur la vie quotidienne et l'histoire d'un territoire comme les bâtiments industriels, les gares, les halles, les casernes, mais aussi des lieux de mémoire comme des carrés de cimetière ou des camps de concentration de la Seconde Guerre mondiale.

L'État qui se voulait à l'origine protecteur est devenu progressivement promoteur d'une fonction nouvelle du bâti, la fonction culturelle et mémorielle, avec comme conséquence, une multiplication par dix du nombre de monuments protégés. À ce titre, la région Pays de la Loire n'a pas échappé à ce phénomène d'inflation patrimoniale qui a démarré dans les années 1930 et s'est accentué dans les années 1970-2000.

Si le champ d'application de la loi s'est transformé, le regard du public a fait lui aussi sa mutation. Hostile aux restaurations définitives, leur préférant des interventions douces et accompagnatrices, John Ruskin, le célèbre écrivain et critique d'art anglais, contemporain de Mérimée, considérait en 1850 que la conservation des monuments « n'était pas une simple question de convenance ou de sentiment » il estimait à leur propos : « nous n'avons pas le droit à y toucher, ils ne nous appartiennent pas... ». Le monument était alors insolite, majestueux, imposant mais fragilisé par l'usure du temps, éloigné des préoccupations quotidiennes ; sa fonction essentielle était alors de satisfaire à la fois le plaisir de l'œil et celui de l'esprit averti.

Depuis les campagnes d'opinion de Barrès sur la misère des églises, une exigence nouvelle est apparue, fruit de l'engouement de nos concitoyens pour le patrimoine, à mesure que la notion même de monument s'élargissait aux paysages et à l'« immatériel ». Désormais, ce sont les mots d'intimité, de ferveur, d'identité et de durabilité qui résonnent en nous pour évoquer la notion devenue singulière de monument historique.

Régi au départ par un mode de pensée défensif fondé sur la sauvegarde, le concept de « monument historique » s'est aussi peu à peu porté vers des problématiques nouvelles abordées par la recherche architecturale : celle-ci se tourne vers des matériaux et des technologies nouvelles tandis que les historiens de l'art explorent de nouveaux regards. S'agissant des principes de protection, les rapports avec les publics (élus locaux, clergé, propriétaires privés, associations) ont été quelque peu modifiés : l'objet patrimoine s'est étendu au milieu qui l'entoure, il est aujourd'hui partie intégrante d'un espace environnemental soumis désormais à des normes de développement durable.

Le champ chronologique des protections a lui aussi considérablement évolué : les premiers classements des édifices figurant dans les listes de 1840 et 1862 ne concernaient que les périodes préhistoriques jusqu'au début du XVI<sup>e</sup> siècle pour les plus récents, ils étaient censés incarner la grandeur passée de la France tout en mettant en avant des chefs d'œuvre artistiques locaux dont il fallait maintenir coûte que coûte l'authenticité. Plusieurs générations

vont passer avant que la représentation du monument historique ne se transporte vers des périodes plus proches de nous. Encore faudrait-il attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour voir émerger dans la région Pays de la Loire les premiers classements de monuments du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis une génération plus tard, ceux du XIX<sup>e</sup>. Quant aux édifices du XX<sup>e</sup> siècle, plutôt situés en zone urbaine ou périurbaine, ils accèdent depuis une décennie seulement au statut de monument.

Plusieurs événements ont ainsi permis de porter une attention patrimoniale envers de nouveaux sites et monuments : les dommages urbains subis lors de la Seconde Guerre mondiale, l'émergence de l'activité touristique à partir des années 1960 et celle de l'attraction pour les monuments, la désindustrialisation des années 1970, l'abandon brutal des sites militaires à partir des années 1990, la montée en puissance de la notion de développement durable au début des années 2000 qui contribue à mieux prendre en compte les « éléments naturels » englobant le cadre architectural, enfin, la multiplication des résidences secondaires privées. À tout cela on peut sans doute ajouter, nous l'avons vu, des critères régionaux propres à l'ouest de la France : la ruralité et la richesse du patrimoine religieux des campagnes, l'importance du modèle architectural et domanial du château de la Loire, la présence historique d'un patrimoine maritime sur le littoral.

S'il fallait dégager une vision d'ensemble des politiques publiques de protection depuis 1913, on noterait une idée générale qui s'est maintenue depuis Mérimée : le monument doit être restauré pour vivre ensuite au milieu de son envi-

ronnement. Ainsi, plus que jamais la valeur d'usage des monuments reste à l'ordre du jour : l'édifice ne doit pas être moins commode avant et après les mesures de protection dont il a fait l'objet, sa destination reste au cœur des problématiques actuelles de préservation du patrimoine. Elle suppose des politiques locales volontaristes accompagnées par l'État qui se réfèrent à la valeur artistique des lieux et proposent d'adhérer à ce qu'il faut considérer comme un embellissement susceptible d'être valorisé.

Du côté de l'État, l'alourdissement du cadre juridique, notamment celui des abords, qui entoure le monument historique, dans un climat tendanciel orienté vers le transfert de pouvoirs aux collectivités, a conduit celui-ci à s'interroger sur la poursuite des procédures de classement et d'inscription. À partir des années 1990, ont été mises en avant de nouvelles formes de valorisation des monuments, moins contraignantes pour l'État que celle créée par la loi de 1913 : patrimoine du XX<sup>e</sup> siècle en 1999, jardin remarquable en 2004, maisons des Illustres en 2010. Ces labels répondent à un besoin d'identification du patrimoine de demain tout en ouvrant la voie à un rayonnement et à une valorisation de lieux susceptibles de nourrir la connaissance des territoires.

Nous avons reçu un héritage, celui d'un système de valeurs où État et Nation vont de pair avec histoire nationale et monuments historiques. Depuis le développement de la notion de patrimoine, les valeurs qui justifient la protection ne sont plus entre les seules mains de l'État qui doit conduire sur les territoires une politique désormais partagée avec les collectivités. L'évolution législative en cours

devrait sans doute conforter ce mouvement de fond.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, avons-nous épuisé nos réserves patrimoniales ? Sommes-nous encore capables de sauvegarder des édifices nouveaux encore à l'écart des codes de sacralisation monumentale ? Il suffit de constater que des pans entiers du bâti échappe encore à notre intérêt et à notre vigilance ; si les écoles, les cinémas, les théâtres, les habitations collectives et les chemins de fer ont commencé à entrer dans les listes de protection, que dire des installations sportives (stades, piscines) ou électriques (antennes relais), des commerces et des grands magasins, des châteaux d'eau, des villas privées très contemporaines ? Dans ce domaine, si l'administration de l'État et les autorités locales peuvent décider en dernier recours du devenir d'un patrimoine, leur choix est influencé par celui du public qui en possède par ailleurs la plus grande partie.

En 1913, la notion de monument historique se référait à un discours de grandeur et d'utopie nationale ; sa survie au début du XXI<sup>e</sup> siècle est aujourd'hui assurée sous d'autres formes qui sont largement partagées : reposant sur l'identité locale et patrimoniale, sur son insertion paysagère, la valeur de témoignage ou de trace du monument irrigue la sensibilité nouvelle qui entoure l'architecture et les paysages légués en héritage par le travail de l'homme. L'État territorial, à travers la DRAC et sa conservation régionale, garde toute sa place dans l'exercice de ses missions au cœur des enjeux politiques, économiques et sociaux qui président à la fabrication de notre patrimoine futur. Ce sont les chantiers de demain.



# ANNEXES

## BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

### OUVRAGES ET ACTES DE COLLOQUES

#### XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

Antoine-Chrysostome QUATREMÈRE DE QUINCY, *Considérations morales sur la destination des ouvrages de l'art*, 1815.

Victor HUGO, Pamphlets pour la sauvegarde du patrimoine, Guerre aux démolisseurs ! (1825-1832), *L'Archange minotaure*, 2006, 54 p.

Prosper MÉRIMÉE, *Notes de voyage (1835-1841)*, présentation par Pierre-Marie Auzas, Paris, Biro, 2003 (rééd.), 785 p.

Françoise BERCÉ (dir.). *L'invention des monuments historiques : lettres de Mérimée à Ludovic Vitet*, intr. de M. Parturier, Paris, Ed. du C.T.H.S., 1998.

Françoise BERCÉ, *Les premiers travaux de la commission des monuments historiques, 1837-1848. Procès-verbaux et relevés d'architectes*, Paris, Picard, 1979, 452 p.

#### XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Aloïs RIEGL, *Der moderne Denkmalkultus*, Vienne, 1903 ; rééd. trad. fr. : *Le culte moderne des monuments*, Paris, Seuil, 2013.

Paul VERDIER, « *Le service des Monuments historiques, son histoire: organisation, administration, législation (1830-1934)* », Congrès de la Société française d'Archéologie, Paris, 1934, XCVII<sup>e</sup> session, Centenaire du service des monuments historiques et de la société française d'archéologie, Paris, A. Picard, 1936, tome 1, p. 53-246.

Jean VERRIER, « *La conservation des œuvres d'art en France et le service des monuments historiques* », Congrès de la Société française d'Archéologie, Paris, 1934, XCVII<sup>e</sup> session, Centenaire du service des monuments historiques et de la société française d'archéologie, Paris, A. Picard, 1936, tome 1, p. 425-440.

Jean-Marie PEROUSE DE MONTCLOS, *Architecture : description et vocabulaire méthodiques*, Paris, Éditions du Patrimoine, 1<sup>e</sup> éd. 1972, 2<sup>e</sup> éd. augm. 2011, 665 p. (Collection Vocabulaires).

Pierre NORA (dir.), avec la collaboration de Françoise Bercé, Jean Carbonnier, André Chastel. [et al.], *Les lieux de mémoire, t. 2. La Nation, [Le territoire, l'Etat, le patrimoine]*, Paris, Gallimard, 1986, 662 p.

*Les monuments historiques demain...*, La Salpêtrière, Paris, novembre 1984, publié dans les Actes des colloques de la direction du Patrimoine, Paris, 1987, 297 p.

*Faut-il restaurer les ruines ?* / Entretiens du patrimoine, Mémorial de Caen, 8-10 novembre 1990 ; organisés par la Direction du patrimoine avec le concours de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites et de l'Association pour la connaissance et la mise en valeur du patrimoine. - Paris, Direction du patrimoine, 1991 (Collection des actes des Entretiens du patrimoine ; 10).

*De l'utilité du patrimoine* / Entretiens du patrimoine, Abbaye royale de Fontevraud, novembre 1991. - Paris,

Direction du patrimoine : Caisse nationale des monuments historiques et des sites : Association pour la connaissance et la mise en valeur du patrimoine, 1992 (Collection des actes des Entretiens du patrimoine ; 11).

Françoise CHOAY, *L'allégorie du Patrimoine*, Paris, Seuil, 1992, 270 p. (Collection La couleur des idées).

Jean-Michel LÉNIAUD, *L'Utopie française*. Essai sur le patrimoine, Paris, Mengès, 1992.

Marie-Anne SIRE, *La France du patrimoine, les choix de la mémoire*, Paris, Gallimard, 1996, réédition 2005, 143 p. (Coll. Gallimard découvertes ; 291).

*Patrimoine et passions identitaires* / Entretiens du patrimoine, Théâtre national de Chaillot, Paris, 6 au 8 janvier 1997 ; sous la présidence de Jacques Le Goff,... - Paris, Éditions du Patrimoine, 1998. - (Collection des actes des Entretiens du patrimoine).

*L'abus monumental ?* / Entretiens du patrimoine, Théâtre national de Chaillot, Paris, 23, 24 et 25 novembre 1998 ; sous la présidence de Régis Debray, ...- Paris, Éditions du Patrimoine, 1999 (Collection des actes des Entretiens du patrimoine).

#### XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

Françoise BERCÉ, *Des monuments historiques au Patrimoine du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000, 225 p.

Jean-Michel LÉNIAUD, *Les archipels du passé. Le patrimoine et son histoire*, Paris, Fayard, 2002.

Xavier LAURENT, *Grandeur et misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Duhamel*, Comité d'histoire du ministère de la culture, Paris, 2003, 384 p.

MichelPRIEURetDominiqueAUDRERIE (dir.), *Les monuments historiques, un nouvel enjeu ?* Paris, L'Harmattan, 2 vol., 2004.

Krzysztof POMIAN, Pourquoi protégeons-nous les monuments ?, *Patrimoines*, Institut National du Patrimoine, n° 1, 2005.

Arlette AUDUC, *Quand les monuments construisaient la nation. Le service des monuments historiques de 1830 à 1940*, Paris, La Documentation française, 2008.

Patrick GOURBIN, *Les monuments historiques de 1940 à 1959, administration, architecture, urbanisme*, Rennes, Presses universitaires de

Rennes, 2008, 286 p. (Collection Art & Société).

André CHASTEL, *Architecture et patrimoine, choix de chroniques du journal Le Monde*, introduction de Jean-Marie Pérouse de Montclos, Paris, Éditions du Patrimoine, 2012, 239 p.

#### RÉFÉRENCES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

*Code du patrimoine - 2012 - et autres textes relatifs aux biens culturels*, Marie CORNU, Vincent NEGRI, Paris, LexisNexis, 2012, 1964 p.

*Liste des immeubles classés parmi les monuments historiques avant la promulgation de la loi du 31 décembre 1913*, Journal officiel de la République française du 18 avril 1914, in : *Monumental*, décembre 1993.

#### PÉRIODIQUES

*Bulletin Monumental*, revue trimestrielle éditée par la Société française d'archéologie.

*Monumental*, revue scientifique et technique des Monuments Historiques éditée depuis 1992 par les Editions du Patrimoine (a remplacé la revue *Monuments historiques*).



Monument à Georges Clemenceau - Sainte-Hermine (85), p 69



# LOI

## SUR LES MONUMENTS HISTORIQUES

PROMULGUÉE

LE 31 DÉCEMBRE 1913.



Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur  
suit :

### CHAPITRE PREMIER.

#### *Des immeubles.*

ART. 1<sup>er</sup>. Les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public sont classés comme monuments historiques en totalité ou en partie par les soins du Ministre des Beaux-Arts, selon les distinctions établies par les articles ci-après.

Sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés, aux termes de la présente loi, les monuments mégalithiques, les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques et les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

A compter du jour où l'administration des Beaux-Arts notifie au propriétaire sa proposition de classement, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la décision de classement n'intervient pas dans les six mois de cette notification.

— 6 —

[XXXVIII]

Tout arrêté ou décret qui prononcera un classement après la promulgation de la présente loi sera transcrit, par les soins de l'administration des Beaux-Arts, au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

ART. 2. Sont considérés comme régulièrement classés avant la promulgation de la présente loi : 1<sup>er</sup> les immeubles inscrits sur la liste générale des monuments classés, publiée officiellement en 1900 par la direction des Beaux-Arts ; 2<sup>o</sup> les immeubles, compris ou non dans cette liste, ayant fait l'objet d'arrêtés ou de décrets de classement, conformément aux dispositions de la loi du 30 mars 1887.

Dans un délai de trois mois, la liste des immeubles considérés comme classés avant la promulgation de la présente loi sera publiée au *Journal officiel*. Il sera dressé, pour chacun desdits immeubles, un extrait de la liste reproduisant tout ce qui le concerne ; cet extrait sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble, par les soins de l'administration des Beaux-Arts. Cette transcription ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor.

La liste des immeubles classés sera tenue à jour et rééditée au moins tous les dix ans.

Il sera dressé en outre, dans le délai de trois ans, un inventaire supplémentaire de tous les édifices ou parties d'édifices publics ou privés qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent cependant un intérêt archéologique suffisant pour en rendre désirable la préservation. L'inscription sur cette liste sera notifiée aux propriétaires et entraînera pour eux l'obligation de ne procéder à aucune modification de l'immeuble inscrit sans avoir, quinze jours auparavant, avisé l'autorité préfectorale de leur intention.

ART. 3. L'immeuble appartenant à l'État est classé par arrêté du Ministre des Beaux-Arts, en cas d'accord avec le ministre dans les attributions duquel ledit immeuble se trouve placé.

Dans le cas contraire, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'État.

ART. 4. L'immeuble appartenant à un département, à une commune ou à un établissement public est classé par un arrêté du



Ministre des Beaux-Arts, s'il y a consentement du propriétaire et avis conforme du ministre sous l'autorité duquel il est placé.

En cas de désaccord, le classement est prononcé par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 5. L'immeuble appartenant à toute personne autre que celles énumérées aux articles 3 et 4 est classé par arrêté du Ministre des Beaux-Arts, s'il y a consentement du propriétaire. L'arrêté détermine les conditions du classement. S'il y a contestation sur l'interprétation ou l'exécution de cet acte, il est statué par le Ministre des Beaux-Arts, sauf recours au Conseil d'Etat statuant au contentieux.

A défaut du consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat. Le classement pourra donner lieu au paiement d'une indemnité représentative du préjudice pouvant résulter pour le propriétaire de l'application de la servitude de classement d'office instituée par le présent paragraphe. La demande devra être produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement; cet acte informera le propriétaire de son droit éventuel à une indemnité. Les contestations relatives à l'indemnité sont jugées en premier ressort par le juge de paix du canton; s'il y a expertise, il peut n'être nommé qu'un seul expert. Si le montant de la demande excède 300 francs, il y aura lieu à appel devant le tribunal civil.

Art. 6. Le Ministre des Beaux-Arts peut toujours, en se conformant aux prescriptions de la loi du 3 mai 1841, poursuivre au nom de l'Etat l'expropriation d'un immeuble déjà classé ou proposé pour le classement, en raison de l'intérêt public qu'il offre au point de vue de l'histoire ou de l'art. Les départements ou les communes ont la même faculté.

La même faculté leur est ouverte à l'égard des immeubles dont l'acquisition est nécessaire pour isoler, dégager ou assainir un immeuble classé ou proposé pour le classement.

Dans ces divers cas, l'utilité publique est déclarée par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 7. A compter du jour où l'administration des Beaux-Arts notifie au propriétaire d'un immeuble non classé son intention d'en poursuivre l'expropriation, tous les effets du classement s'appliquent



de plein droit à l'immeuble visé. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les six mois de cette notification.

Lorsque l'utilité publique a été déclarée, l'immeuble peut être classé sans autres formalités par arrêté du Ministre des Beaux-Arts. A défaut d'arrêté de classement, il demeure néanmoins provisoirement soumis à tous les effets du classement, mais cette sujétion cesse de plein droit si, dans les trois mois de la déclaration d'utilité publique, l'administration ne poursuit pas l'obtention du jugement d'expropriation.

Art. 8. Les effets du classement suivent l'immeuble classé, en quelques mains qu'il passe.

Quiconque aliène un immeuble classé est tenu de faire connaître à l'acquéreur l'existence du classement.

Toute aliénation d'un immeuble classé doit, dans les quinze jours de sa date, être notifiée au Ministre des Beaux-Arts par celui qui l'a consentie.

L'immeuble classé qui appartient à l'Etat, à un département, à une commune, à un établissement public, ne peut être aliéné qu'après que le Ministre des Beaux-Arts a été appelé à présenter ses observations; il devra les présenter dans le délai de quinze jours après la notification. Le Ministre pourra, dans le délai de cinq ans, faire prononcer la nullité de l'aliénation consentie sans l'accomplissement de cette formalité.

Art. 9. L'immeuble classé ne peut être détruit ou déplacé, même en partie, ni être l'objet d'un travail de restauration, de réparation ou de modification quelconque, si le Ministre des Beaux-Arts n'y a donné son consentement.

Les travaux autorisés par le Ministre s'exécutent sous la surveillance de son administration.

Le Ministre des Beaux-Arts peut toujours faire exécuter par les soins de son administration et aux frais de l'Etat, avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien qui sont jugés indispensables à la conservation des monuments classés n'appartenant pas à l'Etat.

Art. 10. Pour assurer l'exécution des travaux urgents de consolidation dans les immeubles classés, l'administration des Beaux-



En cas de préjudice causé, elle donne lieu à une indemnité qui est réglée dans les conditions prévues par la loi du 29 décembre 1892.

Art. 12. Aucune construction neuve ne peut être adossée à un immeuble classé sans une autorisation spéciale du Ministre des Beaux-Arts.

Les servitudes légales qui peuvent causer la dégradation des monuments ne sont pas applicables aux immeubles classés.

Aucune servitude ne peut être établie par convention sur un immeuble classé qu'avec l'agrément du Ministre des Beaux-Arts.

Art. 13. Le déclassement total ou partiel d'un immeuble classé est prononcé par un décret en Conseil d'État, soit sur la proposition du Ministre des Beaux-Arts, soit à la demande du propriétaire. Le déclassement est notifié aux intéressés et transcrit au bureau des hypothèques de la situation des biens.

— Les journaux et périodiques des associations de

[illegible]

- *Malheur d'été* = de la Rivière de l'Été.

[illegible]

附錄 2 臺灣省各縣市人口統計表

**Mayenne.**  
Bazouges. — Menhir de la Haie.  
Ernée. — Débris de la Contre.  
Ernée. — Église.  
— Chapelle Saint-Croix.  
Jublains. — Restes d'un camp romain.  
— Ruines du temple de la Paraise.  
Landy. — Calvaire de Maumont.  
Landy. — Châteaux.  
Laval. — Cathédrale de la Trinité.  
— Calvaires : au carrefour gué de justice et  
— au carrefour de la Chapelle.  
— Maison du grand Veneur.  
— Église d'Avennières.  
Montsarras. — Polissoir dit « la Pierre Saint-  
— Guillaume ».  
Noyé. — Menhir de Sainte-Croix.  
Ossé. — Église de l'ancien abbaye.  
Sainte-Gemmes-le-Rotier. — Parois d'une cha-  
— pelle de l'église décorées de peintures  
— murales classées.  
Saint-Martin-de-Cendrie. — Parois de l'église  
— décorées de peintures murales clas-  
— sées.  
Sainte-Suzanne. — Hémiparis.  
— Ruines des Éves.

## Harris.

**Bardes.**  
Bardes. — Eglise.  
Bardes (St). — Eglise.  
Cherville. — Eglise.  
Garnaud (St). — Château du Coland et ses  
dépendances (cette commune, sous  
Coulis). — Puits de l'Inde, sources de  
fontaines minérales, vignes.  
Gourmand. — Puits de la vigne du village de  
Coulis. — Sources de fontaines minérales  
vignes.  
Hennet. — Mairie St. la Pierre-Pichet.  
— Sources de la Pierre-Pichet.  
Feret (St). — Eglise.  
— Sources de la Pierre-Pichet (village).

Wardlaw

[illegible]



OUVRAGE PUBLIÉ PAR :  
La Direction régionale des affaires culturelles des Pays  
de la Loire  
Conservation régionale des monuments historiques  
1, rue Stanislas Baudry - 44035 Nantes cedex 01  
Tél. 02 40 14 23 00

à l’occasion du centenaire de la loi de 1913.

DIRECTEUR DE PUBLICATION :  
Louis Bergès,  
Directeur régional des affaires culturelles

RÉDACTEUR EN CHEF :  
Françoise Fillon,  
Responsable du Service information, documentation,  
observation culturelle

Avec la collaboration de Julie Guttierrez,  
Conservateur des monuments historiques

CARTOGRAPHIE :  
Christophe Batardy,  
Service information, documentation, observation  
culturelle  
Caroline Gaillard,  
Service régional de l’archéologie  
Sources : DRAC Pays de la Loire, Agrégée/Patriarche, 2013.

COORDINATION ADMINISTRATIVE :  
Patricia Le Page,  
Conservation régionale des monuments historiques

CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION  
Nelly Roda - <http://www.nelili.com>

PHOTOGRAVURE ET IMPRESSION  
Imprimerie Pollina, Luçon

COMMUNICATION - DIFFUSION :  
DRAC des Pays de la Loire - Service communication :  
Guillaume de la Chapelle  
[communication.paysdelaloire@culture.gouv.fr](mailto:communication.paysdelaloire@culture.gouv.fr)  
Version numérique et liste des monuments historiques  
en Pays de la Loire sur le site de la DRAC :  
[http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-](http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Pays-de-la-Loire)  
Pays-de-la-Loire

REMERCIEMENTS :  
Nos plus vifs remerciements à tous les auteurs pour leur  
contribution enthousiaste à cet ouvrage et à Clémentine  
Mathurin, conservateur des monuments historiques, pour  
sa participation et sa relecture attentive.

CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE :  
Les clichés sont issus du fonds documentaire de la DRAC  
(CRMH-SRA)  
sauf mentions particulières ci-dessous :  
Enceinte du Mans : Bernard Renoux, Région des Pays de  
la Loire - Inventaire général, p 9  
Grotte Mayenne-Sciences : Hervé Paitier, p 12  
Cairn de Dissignac, vue aérienne : Gilles Leroux, p 16  
La Ségourie, vue aérienne : Gilles Leroux, p 16  
Oppidum de Moulay, vue aérienne : Gilles Leroux, p 17  
Jublains, théâtre : Gilles Leroux, p 18  
Jublains, forteresse : Gilles Leroux, p 19  
Motte castrale du Peray : Gilles Leroux, p 21  
Villa à Oisseau-le-Petit, vue aérienne : Gilles Leroux, p 21  
Motte de Commerveil : Gilles Leroux, p 21  
Château de Haute-Goulaine, lithographie - La Galerie  
Armoricaïne, p 35  
Château de la Rongère, vue aérienne : Gilles Leroux, p 47  
Parc de la Garenne-Lemot : Denis Pillet,  
Région des Pays de la Loire - Inventaire général, p 48  
Forges de la Jahotière : Bernard Renoux,  
Région des Pays de la Loire - Inventaire général, p 55  
Moulin de Turquant : François Lasa,  
Région des Pays de la Loire - Inventaire général, p 55  
Camp de Montreuil-Bellay, Bruno Rousseau,  
Conseil général de Maine-et-Loire - Service départemental  
de l’Inventaire du patrimoine, p 72

Couverture : Coupole de l’autogare - Le Mans (72)

Ouvrage imprimé dans le cadre du développement durable :  
imprimé sur papier composé de fibres naturelles renouvelables, recyclables,  
fabriquées à partir de bois issus de forêts gérées durablement  
avec des encres à base d’huile végétale.

Ouvrage publié par la DRAC Pays de la Loire



Collection  
« Parlez-moi patrimoines ... », n. 2  
ISSN : en cours  
Dépôt légal : Décembre 2013